

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

FEVRIER-MARS 1931

SOMMAIRE

EDITORIAL Les mineurs montrent au prolétariat la voie de la résistance!

PROBLEMES DU MOUVEMENT COMMUNISTE FRANÇAIS

F. GÉRARD Sur les problèmes du mouvement révolutionnaire indochinois.

D. LEVINE Esquisse sur le mouvement de la jeunesse ouvrière.

P. NAVILLE La crise économique et ses répercussions.

DANS L'INTERNATIONALE

L. TROTSKY Thermidor et Bonapartisme.

LETTRES D'URSS.. De Moscou. — Lettre d'un syndiqué. — Sur le procès du parti industriel. — D'un oppositif déporté.

LIGUE COMMUNISTE

DU BRÉSIL La crise brésilienne. Appel aux travailleurs.

LYON ET CAMBOA.. Esquisse d'une analyse de la situation économique et sociale du Brésil.

A. GLOTZER L'orientation de la crise économique aux U.S.A.

P. N. Le « tournant » du Parti Communiste Chinois.

K. LANDAU Le tournant estropié du P. C. allemand.

H. LACROIX Le « Comité de reconstruction » de la CNT d'Espagne.

A. NIN Préface à la Plate-forme de l'opposition russe.

P. SIZOFF Le pacte naval franco-italien.

LES LIVRES Las dictaduras de nuestro tiempo, par A. Nin (A.A.). — La Révolution russe, par H. Rolin. — La Révolution russe de 1905, par Gorine. — Discours sur le plan quinquennal par Staline.

La vie de la revue. — Note sur les publications de l'Opposition Internationale.

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
45, Boulevard de la Villette. Paris X°. Prix du numéro 3 frs.

ABONNEMENTS :

France et Colonies : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.
Etranger : 1 an : 40 fr. — 6 mois : 20 fr.
Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

SOMMAIRE DES DEUX DERNIERS NUMEROS :

Septembre à Décembre 1930 (N° 25-26)

F. ENGELS : L'Insurrection de juin 1848. — L. TROTSKY : Staline théoricien. — RAKOVSKY, KOSSIOR, MOURALOV, KASPAROVA : Déclaration adressée au 16^e Congrès du P. C. Russe. — LETTRES D'URSS : Sur la déclaration d'Avril. — TCHEN-DOU-SIOU : Lettre à tous les membres du P. C. Chinois. — « NOTRE PAROLE » : Vue générale sur la situation politique et économique en Chine. — Extrait d'une lettre du groupe Octobre. — Lettre du Bureau International aux groupes chinois. — K. LANDAU : L'Allemagne à la veille de luttes décisives. — Le mouvement communiste aux Etats-Unis. — F. GLASS : Le problème des classes en Afrique du Sud et l'I. C. — J. FRANKEL : La situation de l'opposition de gauche en Tchécoslovaquie. — K. L. : A propos de la conférence internationale des oppositions de droite. — LES LIVRES : Europe, par Herriot (P. S.). — Table des matières de l'année 1930.

Prix de ce numéro exceptionnel de 140 pages 5 francs.

Janvier 1931 (N° 27)

EDITORIAL : Laval. — LÉNINE : Discours au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la crise mondiale (1920). — FEROCI : Dix ans après Livourne. — Bordiga. — P. NAVILLE : Le fascisme en France et la crise de la bourgeoisie. — JEAN-JACQUES : Quelle politique l'I. C. poursuit-elle aux Indes? — LETTRES D'URSS : De Moscou. Sur quelques grands problèmes et perspectives. — LES LIVRES : Perspectives Socialistes, par M. Déat (P. S.).

Prix de ce numéro 3 francs.

**Complétez vos collections en nous demandant
les numéros qui vous manquent**

Achetez des collections de l'année 1930, au prix de 30 frs.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
45, Boulevard de la Villette, Paris X°. Prix du numéro 3 frs.

Adresser toute la correspondance
à PIERRE NAVILLE, secrétaire de la rédaction.

4^e année.

FEVRIER-MARS 1931

Numéro 28-29

SOMMAIRE

EDITORIAL	Les mineurs montrent au prolétariat la voie de la résistance!	67
-----------------	--	----

PROBLEMES DU MOUVEMENT COMMUNISTE FRANÇAIS

F. GÉRARD	Sur les problèmes du mouvement révo- lutionnaire indochinois	81
D. LEVINE	Esquisse sur le mouvement de la jeu- nesse ouvrière	104
P. NAVILLE	La crise économique et ses répercus- sions	114

DANS L'INTERNATIONALE

L. TROTSKY	Thermidor et Bonapartisme	127
LETTRES D'URSS..	De Moscou. — Lettre d'un syndiqué. — Sur le procès du parti industriel. — D'un oppositional déporté ..	134

LIGUE COMMUNISTE DU BRÉSIL

DU BRÉSIL	La crise brésilienne. Appel aux tra- vailleurs	142
-----------------	---	-----

LYON ET CAMBOA..	Esquisse d'une analyse de la situation économique et sociale du Brésil ..	149
------------------	--	-----

A. GLOTZER	L'orientation de la crise économique aux U. S. A.	159
------------------	---	-----

P. N.	Le « tournant » du Parti Communiste Chinois	163
------------	--	-----

K. LANDAU	Le tournant estropié du P. C. allemand	168
-----------------	--	-----

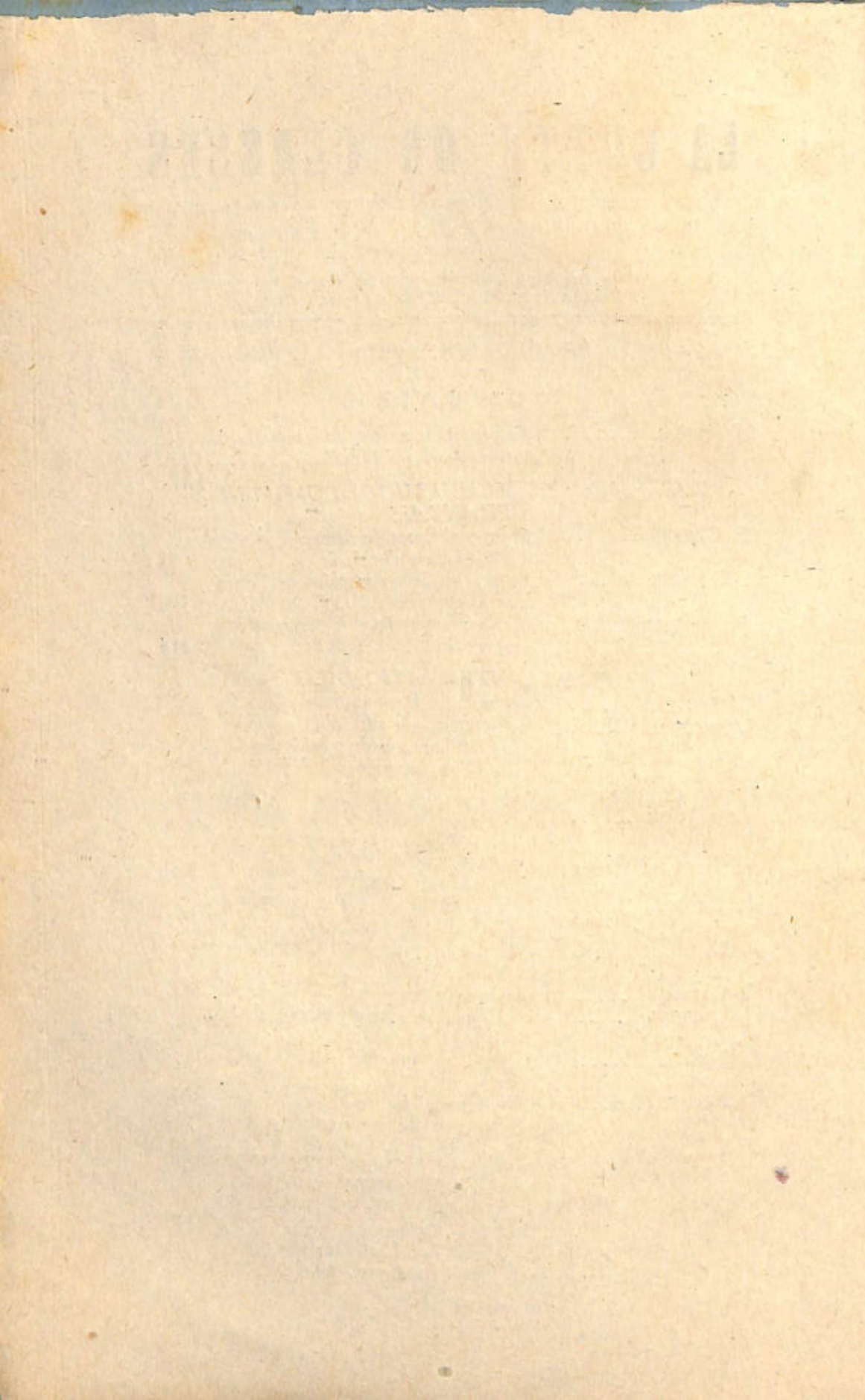
H. LACROIX	Le « Comité de reconstruction » de la CNT d'Espagne	172
------------------	--	-----

A. NIN	Préface à la Plate-forme de l'opposi- tion russe	176
--------------	---	-----

P. SIZOFF	Le pacte naval franco-italien	181
-----------------	-------------------------------------	-----

LES LIVRES	Las dictaduras de nuestro tiempo, par A. Nin (A.A.). — La Révolution russe, par H. Rollin. — La Révo- lution russe de 1905, par Gorine. — Discours sur le plan quinquen- nal, par Staline.	184
------------------	--	-----

La vie de la revue. — Note sur les
publications de l'Opposition Internationale.



Les mineurs montrent au prolétariat la voie de la résistance !

A l'heure où nous mettons sous presse ce numéro de *La Lutte de Classes*, une grande bataille est engagée par la Fédération Unitaire du sous-sol et la CGTU contre le patronat minier. Cette bataille a pour objectif fondamental d'empêcher la diminution des salaires imposée par le Comité des Houillères.

La situation de l'industrie minière en France (houille et sous-produits) est devenue tout à fait mauvaise dans le courant de l'année 1930, et en 1931 elle empire encore. La crise houillère a un caractère international, mais elle n'a pris de proportions sérieuses en France que dans les derniers mois. L'extraction de houille est une industrie de base pour plusieurs pays européens : Angleterre, Allemagne, Belgique, France, Pologne, sans parler des Etats-Unis qui produisent presque uniquement pour la consommation intérieure. La crise mondiale, restreignant la production de fonte, d'acier, éteignant des dizaines de hauts fourneaux, diminuant l'intensification du trafic ferré et maritime, atteignait profondément les charbonnages.

La production mondiale de houille avait été de 1.192.584 tonnes en 1925. Elle atteignit 1.319.220 tonnes en 1929. En 1930, la baisse fut considérable : 1.190.000 tonnes. Mais, malgré ce ralentissement de la production, les stocks se sont considérablement accrus l'année dernière. Ils avaient été de 12.229 tonnes à la fin de 1925, de 4.997 tonnes à la fin de 1929, puis de 16.325 tonnes à la fin de 1930.

En même temps que la production s'était accrue, le rendement ouvrier avait considérablement augmenté. En même temps qu'il engendrait le chômage, et qu'il permettait de diminuer les prix de revient, le perfectionnement technique augmentait le rendement des travailleurs. Dans les charbonnages du pays de Galles, par exemple,

le nombre de travailleurs employés était de 233.134 en 1913, et en 1930 il n'était plus que de 170.688; mais pour les mêmes dates la moyenne annuelle de charbon extrait par chaque travailleur était respectivement de 243 et 269 tonnes.

L'engorgement des débouchés, la diminution de l'extraction et de la vente, poussent les magnats des houillères à la diminution du prix de revient pour ne plus laisser diminuer leur marge de bénéfices. Or, la rationalisation technique, qui permet une certaine diminution des prix de revient, est rendue impossible par la situation de crise économique générale; d'autre part elle ne peut s'effectuer que beaucoup plus lentement dans l'industrie charbonnière que dans les industries de transformation. C'est pourquoi les patrons charbonniers sont obligés de s'attaquer maintenant avant tout aux salaires.

Les salaires représentent un pourcentage considérable dans les prix de revient. Pour les mines de houille, cette proportion est de 56 pour cent en Allemagne, 60 pour cent en France, 65 pour cent en Belgique, et près de 70 pour cent en Angleterre, c'est-à-dire dans le pays où l'outillage est le plus ancien, et le moins perfectionné.

On comprend pourquoi, voulant à tout prix diminuer leurs prix de revient, les capitalistes s'en prennent aux salaires. En décembre, le prix du charbon du bassin de la Ruhr a été diminué d'un mark par tonne, soit 6 pour cent. Les patrons ont réclamé en même temps une diminution de 10 pour cent sur les salaires.

Le patronat français se lance maintenant dans la même voie. L'absence de contrats collectifs a permis dans de nombreux bassins de baisser les salaires par palliers. Maintenant, le Comité des Houillères s'attaque aux plus importants bassins, ceux du Nord et du Pas de Calais. Le mois dernier le Comité des Houillères a annoncé l'intention de diminuer partout les salaires de 10 pour cent. Les salaires établis d'après la convention de septembre 1929 sont les suivants : pour les mineurs à la tâche, de 28 à 35 fr. (par journée de 8 h.), augmentés d'une prime de 25 pour cent; pour les ouvriers de 18 à 21 ans, de 24 fr. 28 à 24 fr. 88; pour les jeunes de 13 à 18 ans les salaires non officiels, vont de 13 fr. 20 à 20 fr. 22, plus la prime de 25 pour cent. Naturellement il faut diminuer ces chiffres de 2 pour cent pour la Caisse de secours et 6 pour cent pour les retraites.

*
**

Actuellement on compte en France à peu près 400.000 mineurs (houille, lignite, potasse, fer, ardoise, sel). Un des traits caractéristiques du prolétariat minier, c'est sa composition : *la proportion des travailleurs étrangers y est énorme*. D'après les statistiques officielles de 1925, l'effectif des exploitations minières était de 363.000 travailleurs. Sur ce nombre 171.000 soit 47 pour cent, près de la

moitié, étaient des prolétaires étrangers immigrés. Cet aspect de la question a une importance décisive pour le présent et l'avenir des luttes du prolétariat minier. Voici encore quelques précisions indispensables :

En 1925, on comptait 304.600 ouvriers rien que pour les mines de houille, lignite et potasse. Sur ce total, 139.225 étaient étrangers, soit 46 pour cent. Dans les mines métalliques 31.689 ouvriers sur 58.100 (en 1925) étaient étrangers, soit 54,5 pour cent. Certaines exploitations ont un effectif de travailleurs étrangers bien plus élevé. Les mines d'Ostricourt (Pas de Calais) par exemple, exploitent 75 pour cent d'étrangers comme travailleurs de fond.

La répartition géographique des travailleurs étrangers était officiellement la suivante : Pas de Calais, 60.406; Moselle, 27.237; Nord, 24.231; Loire, 8.004. Les mineurs *polonais* sont les plus nombreux, 85.735, ou 61,5 pour cent du total des étrangers. Ensuite viennent les *allemands*, puis les *italiens*, *belges*, *tchécoslovaques*, etc., etc....

Ces chiffres sont aujourd'hui très *au-dessous* de la vérité. Mais ils permettent déjà d'affirmer que *la moitié* des mineurs sont des prolétaires étrangers immigrés en France, et attachés étroitement à la production. Cela impose des tâches particulièrement importantes à la CGTU.

Les travailleurs des mines sont organisés dans une proportion plus élevée que ceux des autres corporations. La proportion qui est d'environ 10 pour cent pour l'ensemble du prolétariat, est d'à peu près 20 pour cent pour les mineurs. Si l'on en croit Thiébaud, secrétaire de la Fédération unitaire du sous-sol, sur 400.000 travailleurs, 20.000 seraient syndiqués à la Fédération unitaire, 65.000 à la Fédération confédérée, et 15.000 (principalement les polonais et les alsaciens-lorrains) aux syndicats chrétiens.

Pour la région du Nord et du Pas de Calais, on peut compter en réalité 30.000 réformistes, pas plus de 5.000 unitaires, et plus de 120.000 inorganisés.

Ces données élémentaires permettent de juger la façon dont la CGTU a engagé la campagne de lutte des mineurs.

*
**

Thiébaud, dans les *Cahiers du Bolchevisme* du mois de février, c'est-à-dire déjà dans la période de préparation de la grève générale, écrivait (p. 113) : « Dans la situation présente où les mineurs tombent sous le poids d'une exploitation sauvage, ce n'est pas seulement des congés payés qu'ils réclament, mais aussi une *augmentation de leurs salaires* et la *journée de 7 heures* ». Malheureusement cette affirmation ne correspondait pas à la réalité. Elle introduisait la plus

grande confusion dans la lutte revendicative des mineurs, et elle excluait toute proposition d'un large front unique avec les syndicats confédérés. En effet, les mineurs luttent avant tout *contre toute diminution des salaires, pour le maintien de la journée de 8 heures*, menacée par la convention de Douai acceptée par les réformistes. Des diminutions de salaires ont déjà été pratiquées dans divers bassins, sans résistance des syndicats unitaires : dans la Loire, l'Aveyron, le Gard, la Moselle, la baisse va de 6 à 10 pour cent, c'est-à-dire de 2 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour. Dans le Nord et le Pas de Calais, les patrons avaient annoncé l'intention de dénoncer la convention, arrivant à expiration le 15 mars, en diminuant les salaires d'un coup de 10 pour cent. C'est cette attaque massive, dans les plus importants bassins houillers, qui entraîna une réaction vigoureuse des ouvriers. Et cette agitation obligea les dirigeants réformistes, Vigne, Bard, Maés et Cie à admettre le principe d'une grève générale pour le cas où le Comité des Houillères maintiendrait sa décision.

Nul doute que les états-majors réformistes cédaient à la poussée des mineurs. Mais le fait important, déterminant, c'était la combativité des ouvriers. La volonté de lutte des syndiqués confédérés jointe à celles des inorganisés et des unitaires, était le principal facteur de victoire. Dans ces conditions, il fallait appliquer une seule tactique de combat : 1°) La délimitation précise d'un objectif de lutte admissible par la masse des ouvriers organisés ou non, c'est-à-dire : pas un centime de diminution de salaires ! Pour le respect de la journée de 8 heures ! A bas la convention de Douai ! 2°) L'application large et énergique du front unique ouvert avec les confédérés.

Sur les objectifs de la lutte, les syndicats unitaires ont constamment varié : tantôt contre les diminutions de salaires, tantôt pour le relèvement des salaires là où ils avaient été précédemment diminués, et en fin de compte, les deux revendications étaient mises en avant simultanément. Cette confusion elle-même trahissait la volonté des dirigeants de la CGTU de se refuser à une véritable application du front unique.

Sur la base des revendications que nous avons indiquées, la Fédération unitaire du sous-sol devait faire à la Fédération confédérée des propositions tout à fait précises et concrètes. Dans la période de préparation de la grève l'opposition de gauche à fait des propositions sans équivoque (voir la *Vérité* des 6 et 13 mars). Le camarade Cornette écrivait : « Nous pensons que dans la situation présente, la Fédération unitaire du sous-sol doit s'adresser publiquement à la Fédération confédérée et aux syndicats régionaux et leur proposer la lutte en commun et la grève pour le 16 mars sur le programme suivant : contre toute diminution de salaire ;

contre la convention de Douai et pour un véritable congé payé. A ces deux revendications principales on pourrait ajouter des revendications particulières à chaque bassin. En même temps que nous faisons ces propositions nous devons mener une active campagne parmi les ouvriers mineurs pour qu'ils poussent les chefs réformistes à accepter nos propositions ». Puis le 13 mars : « Nous avons déjà dit qu'il fallait proposer publiquement à la Fédération réformatrice et à ses syndicats régionaux la lutte en commun sur les deux revendications principales : 1°) contre toute diminution de salaire; 2°) contre la convention de Douai, pour un véritable congé payé. En même temps nous pourrions dire au mineur confédéré : « Il s'agit de défendre le pain de ta femme et de tes enfants, il faut être d'accord pour la bataille et dans la bataille et y obliger vos chefs qui se contentent de jérémiades dans les salons des ministères. »

Il n'y avait pas d'autre base possible pour le déclenchement d'un mouvement profond, rassemblant toutes les chances de succès. Mais la direction du parti et la CGTU ne veut pas se servir des seules méthodes politiques réelles pour constituer un solide front uni prolétarien. Elle se livre seulement à une mascarade, elle appelle les mineurs à réaliser le front unique « à la base », c'est-à-dire qu'elle les invite en réalité à se ranger purement et simplement derrière la direction de la CGTU. Elle est bien allée jusqu'à envoyer tardivement à l'assemblée réformatrice de Lens une délégation porteuse de propositions. Mais ce n'était là, encore une fois, qu'une mascarade, une caricature de front unique. Lorsque la tactique de deux *organisations* est en jeu, on ne peut se satisfaire d'une parade bureaucratique jouée au dernier moment.

Il fallait — et il n'y a pas d'autre voie — faire suffisamment à l'avance des propositions bien étudiées par la fédération du sous-sol et la direction de la CGTU, avec des objectifs revendicatifs nettement précisés; un plan d'action national détaillé devait être prévu. Ces propositions devaient être faites aux organisations réformatrices responsables, à l'avance, précisées et commentées publiquement. Ces propositions devaient être appuyées, popularisées par des réunions locales et régionales, etc..

Mais à cette tactique les dirigeants centristes préférèrent la soi-disant « indépendance », « avant-garde », etc... Et cependant les événements allaient rapidement montrer le désarroi chez les dirigeants. Ce désarroi et ces manifestations d'opportunisme succédant aux vantardises précédentes servirent les dirigeants réformatrices occupés à vendre les ouvriers aux capitalistes en gros et en détail.



Jetons simplement un rapide coup d'œil sur les mots d'ordre mis en avant jusqu'au 30 mars par l'*Humanité*.

Le 6 mars, le titre est « *Préparons la grève générale pour le 16 mars* ». Les patrons ayant décidé d'afficher la diminution des salaires pour le 15, la CGTU proclame la grève générale pour le lendemain, le 16. Le 7, l'*Humanité* écrit : « *Pourquoi les mineurs quitteront le travail le 16 mars* ». Elle appelle les mineurs à engager la bataille « en premier lieu contre toute diminution de salaires et pour leur relèvement, pour le rappel des salaires déjà diminués, contre la convention de Douai, pour les 15 jours de vacances payées, pour la journée de 7 heures sans réduction de salaires, contre l'arbitrage, les tractations et les diviseurs de la classe ouvrière ». Le 10 : « *Comment se prépare la bataille du 16 mars* ». Le 11 : « *Au cours d'une puissante manifestation 2.000 mineurs de Courrières tiennent la rue et s'affirment prêts à engager la lutte le 16 mars* ».

Mais, le 13 mars, les réformistes parviennent, grâce aux pourparlers, à faire reculer la date d'application de la diminution de salaires et reculent par conséquent aussi leur menace de grève générale. Les réformistes espéraient que la Fédération unitaire maintiendrait l'ordre de grève pour le 16. Mais, le 14, l'*Humanité* ne prend pas encore position. Le titre dit : « *Sous la pression des mineurs entraînés par la fédération unitaire, les chefs réformistes parlent de grève... pour le 30 mars* ». Bonte écrit : « La Fédération unitaire répondra aujourd'hui comme il convient (?) à la manœuvre habituelle des chefs confédérés. Et demain, dimanche, réunis dans les congrès ouvriers, les mineurs de toutes tendances sauront prendre les meilleures dispositions pour organiser le front de combat des mineurs contre les pirates capitalistes et déjouer les manœuvres des signataires de l'odieuse convention de Douai ».

Le 15 mars, journée des congrès ouvriers, le Bureau de la Fédération unitaire du sous-sol publie un manifeste : « *Pour battre le Comité des Houillères, vive la grève du 30 mars!* » On y dit : « Les chefs confédérés, qui se livrent depuis plusieurs mois aux parlotes secrètes avec les patrons et les gouvernants ont été contraints, sous la poussée des mineurs entraînés par la Fédération unitaire de décider la grève pour le 30 mars... C'est pourquoi la F. U. du sous-sol, soucieuse de réaliser un puissant front de lutte de tous les mineurs, les appelle en masse à la grève pour le 30 mars. »

Il est évident que, sous peine d'un échec total, les syndicats unitaires ne pouvaient pas déclencher la grève pour le 16. Et ils ne le pouvaient pas parce que les réformistes tenaient les ouvriers en haleine par leurs pourparlers avec les patrons et le gouvernement,

et qu'ils avaient obtenu le recul momentané de la date de diminution. Dans les relations des forces vivantes on voyait que les unitaires ne pourraient pas mener le jeu indépendamment et sans tenir compte de la tactique des confédérés. Les rapports des forces sont défavorables aux unitaires. Même lorsqu'ils repoussent l'application sérieuse et audacieuse du front unique, la volonté des ouvriers les force à reculer la grève, parce que les réformistes reculent la menace de grève. C'est-à-dire qu'ils sont obligés de pratiquer une sorte de front unique à rebours, passif, duquel ils ne peuvent retirer aucun avantage pour la lutte. Si les syndicats unitaires avaient fait auparavant une campagne systématique pour une action de front unique, son recul de la grève du 16 pour le 30 n'aurait fait qu'augmenter la confiance des ouvriers en eux.

Le 23 mars, jour de l'application effective de la diminution, l'*Humanité* écrit : « *Vive la grève du 30 mars!* — Le Comité des Houillères a mis les mineurs devant ses décisions : la diminution des salaires est affichée dans tous les puits, elle portera à partir du 23 mars, c'est-à-dire d'aujourd'hui. Les manœuvres, les tergiversations, les multiples tentatives d'arbitrage, les rodomontades des dirigeants confédérés ont fait long feu aux yeux des mineurs ».

Le 27 mars, l'*Humanité* précise enfin le mot d'ordre fondamental de la grève : « *Pas un centime de diminution de salaire!* Tel est le mot d'ordre unitaire que dans toutes les réunions de puits, les mineurs s'affirment décidés à imposer dès le 30 mars par la grève nationale, aux barons de la mine ».

Le 28 Gitton écrit à propos des tractations des réformistes : « *Tenteront-ils de briser le mouvement général des mineurs par un mot d'ordre d'action limitée? Auront-ils l'audace de faire à nouveau appel à la patience des mineurs? Les engageront-ils à l'acceptation d'un compromis?* »

Dans n'importe quel cas, nous saurons éclairer les mineurs pour leur démontrer que l'objectif des chefs confédérés reste le même : Briser la grève nationale du 30 mars.

Et, plus que jamais : Vive la grève nationale du 30 mars jusqu'à la victoire. »

Ainsi, le 28, il ne pouvait y avoir de doutes dans l'esprit d'aucun mineur, même si les réformistes acceptaient un compromis avec les patrons, la Fédération unitaire engageait la bataille.

Or, le Conseil national réformiste, réuni en délégation avec Laval, accepta le 28 au soir la transaction. La première tranche de diminution, au lieu de 5 pour cent, serait de 4 pour cent, et la date en serait reculée au 1^{er} avril. C'était la capitulation absolue devant le patronat, la trahison des ouvriers confédérés avant la bataille.

Le lendemain, 29, l'*Humanité* annonçait un changement com-

piet de la tactique : la Fédération unitaire abandonnait la grève !
« Mineurs, demain lundi 30 mars, grève de démonstration de 24 heures ».

Les dirigeants unitaires n'ont pas attendu de connaître les réactions des travailleurs confédérés à la trahison de leurs mandants, non, ils se sont réglés sur l'attitude des collaborationnistes, des défenseurs du capitalisme Maés et Cie. Ici, l'opportunisme des Thorez et Monmousseau éclate à plein. Après les bravades, l'effondrement. Depuis un mois la Fédération unitaire a entamé une grande campagne. Les possibilités ont été (ou ont dû être) pesées. Le 28, on affirme que même si les réformistes cèdent au patronat les unitaires entraîneront les ouvriers à la grève — et le 29, avant même que les ouvriers se soient prononcés sur les résultats — inexistantes — des pourparlers, la CGTU décide l'abandon de la grève. Cela ne ressemble pas à une tactique souple, habile, aux évolutions rapides, aux ripostes promptes. C'est plutôt l'activité à contre temps, la fébrilité opportuniste, le manque d'orientation stratégique générale et de confiance.

Le dimanche 29 se tenaient les congrès. Ils furent un désaveu de la nouvelle position des unitaires. Au congrès de Lens, où Maés travaillait à faire accepter par les ouvriers les engagements qu'il avait acceptés chez Laval, la masse des ouvriers était pour la grève. Les congrès unitaires réclamèrent la reprise de l'ordre de grève illimitée. Le congrès confédéré de Lens finit par accepter le « compromis » de Maés.

*
*
*

Le 30, c'est donc la grève générale illimitée qui a été proclamée. Après quatre jours de grève on comptait à peu près un tiers des effectifs en grève. La CGTU maintient le mot d'ordre de grève jusqu'à la victoire. Nous aurons à y revenir en suite. Mais dès l'erreur la plus grave en reculant le 29, car ce sont les ouvriers qui ont été obligés de la retirer de l'ornière, et les ouvriers n'aiment pas qu'au moment de la bataille, et dans des conditions favorables à l'offensive, leurs dirigeants faillissent et manœuvrent à contre temps. On peut maintenant affirmer :

1°) que la préparation de la grève permettait le déclenchement d'un large mouvement;

2°) que seule une application intégrale du front unique pouvait créer de fortes difficultés aux chefs réformistes et entraîner dès le début la masse des ouvriers confédérés;

3°) que l'erreur capitale de la CGTU fut le retrait du mot d'ordre de grève le 29. Ce brusque zig-zag jeta le désarroi dans les rangs des combattants.

Une fois de plus, nos dirigeants centristes ont hésité, et se sont conduits en opportunistes. L'attaque contre les salaires des mineurs est la préface à l'offensive généralisée que la bourgeoisie lance contre la classe ouvrière, parce que la prolongation de la crise l'y contraint. Loin de s'atténuer, la crise économique s'installe; le patronat a besoin d'attaquer massivement les salaires. Fidèle à ses méthodes, Laval préconisait une diminution de salaire pratiquée à petites doses, par ateliers, par catégories, par entreprises, par régions, mais le Comité des Houillères a brusqué les choses en passant à l'attaque générale dans le Nord et le Pas de Calais.

Evidemment la grève ne se présentait pas dans une situation économiquement favorable. La diminution de la production et le chômage ne favorisent pas la résistance gréviste à une diminution de salaires. Mais la grève actuelle n'empruntait pas tout son sens à la situation économique, à la volonté d'arracher un avantage aux patrons. Elle doit son importance avant tout au fait qu'elle est une lutte de défense prolétarienne contre l'attaque massive des magnats houillers, qui montre que la classe ouvrière ne laissera pas diminuer son niveau de vie, qu'elle ne laissera pas se dérouler dans le calme la manœuvre de sauvetage de la bourgeoisie, qu'elle répondra aux trahisons de l'appareil des syndicats réformistes, etc... Les mineurs ont montré à tout le prolétariat la voie de la résistance dans la période actuelle.

Les combinaisons, les marchandages, les trahisons des réformistes, et les graves fautes tactiques de la CGTU ne changent rien à ce fait. Les mineurs révolutionnaires ne sont parvenus à entraîner dans la lutte qu'une minorité des travailleurs de leur corporation. Mais la bataille pouvait et devait être déclenchée.

**
*

La minorité syndicaliste de la CGTU, les éléments groupés autour de Monatte et Dumoulin, ont une fois de plus trouvé l'occasion de s'escrimer contre la CGTU et de révéler l'orientation réelle de leurs manœuvres.

Le C.I.S. considère qu'aucune lutte sérieuse n'est possible, surtout pendant une crise économique accentuée, sans réalisation préalable de l'unité syndicale. Selon ses leaders, l'entente est absolument indispensable entre les syndicats réformistes et unitaires avant l'entrée en bataille. C'est pourquoi, dans la période de préparation de la grève minière, ils ont fait confiance à la Fédération confédérée du sous-sol pour engager la bataille en s'unissant aux unitaires. Les promesses de grève et les « menaces » des Maës et Vigne contre le Comité des Houillères, ils y ont cru. Mais ils n'ont rien fait pour aider les mineurs confédérés à obliger leurs chefs à entrer en bataille.

Et, dès que fut connue la capitulation ignoble des réformistes, ils ont élevé de timides protestations, et ont considéré la grève comme enterrée. Sans l'accord préalable avec Maës et Vigne, pensent-ils et écrivent-ils, pas de grève possible : les mineurs ne marcheront pas. « Une grande grève ratée », écrit Monatte dans la *Révolution Prolétarienne*, sans chercher un seul instant à comprendre d'où vient ce « ratage », pourquoi les syndicats unitaires ont agi révolutionnairement en engageant la lutte, et ce que signifie la résistance actuelle des mineurs. Non; de cette expérience de lutte ils ne tirent qu'une leçon en faveur de leur plan d'unité syndicale, c'est-à-dire de ruine de la CGTU.

Evidemment, les faux pas tactiques de la CGTU ont servi considérablement, non seulement Maës, mais aussi Chambelland. C'est justement pour cela qu'il faut impitoyablement montrer *quelles* sont les fautes de la CGTU. Déjà Maës s'est servi du recul momentané des unitaires sur la grève de démonstration de 24 heures pour faire accepter aux confédérés le « compromis » de Laval. Chambelland s'est ensuite servi de cette argumentation de Maës, pour conclure qu'il n'y avait plus de possibilités en général pour la grève. Partie remise... après la réalisation de l'unité syndicale!

**

L'application sincère et générale de la tactique du *front unique*, voilà la seule voie qui mènera à la victoire. En résistant, les mineurs ont montré la voie à tout le prolétariat. En refusant d'appliquer sérieusement la tactique du front unique, la direction de la CGTU a montré une fois de plus son orientation erronée. En préconisant une juste tactique l'opposition a aussi montré une fois de plus que le triomphe de ses points de vue servira le triomphe du prolétariat.

Pas une bataille ne doit être menée actuellement sans que les syndicats unitaires fassent tous les efforts possibles pour la réalisation d'un front commun de lutte avec les confédérés. Si l'on considère que les ouvriers syndiqués représentent en France 10 pour cent du prolétariat, on peut (et c'est le point de vue des dirigeants de la CGTU) penser que la tâche la plus importante consiste à entraîner dans la lutte la grande masse des ouvriers, qui n'est pas syndiquée, et particulièrement les ouvriers étrangers. Cette opinion, qui n'est pas fautive par elle-même, est incomplète et mène à l'incompréhension de l'action de l'avant-garde révolutionnaire vis-à-vis des ouvriers inscrits aux syndicats réformistes. En réalité, plus il est nécessaire d'entraîner la masse des travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non, plus il est indispensable aussi d'entraîner les ouvriers réformistes dans un front unique de lutte. Naturellement, si le front unique de lutte des mineurs avait été réalisé dès le début de la grève, la confiance

des masses inorganisées se serait accrue, l'action générale aurait entraînée des masses plus larges, et la participation des plus larges masses, en élevant leur conscience révolutionnaire, aurait pesé sur les ouvriers réformistes, aurait provoqué une méfiance accentuée de leur part envers leurs dirigeants combinards, serviteurs du capitalisme dans ses moments difficiles et traîtres à la cause prolétarienne.

La tactique d'unité de lutte que préconise la direction centriste de la CGTU, *ce n'est pas le front unique*. Ou alors ce n'est qu'un front unique étriqué, sans perspectives. Cela consiste simplement à appeler les ouvriers, tous les ouvriers, réformistes, chrétiens et inorganisés à s'unir derrière le drapeau de la CGTU. Mais se grouper derrière les mots d'ordre de la CGTU, cela équivaut pour les ouvriers inscrits aux autres syndicats à abandonner les mots d'ordre et les méthodes préconisées par leurs chefs, avant même la lutte. Or, c'est précisément cette expérience qu'il faut leur faire faire, *dans la lutte*, en corrélation avec le développement de la lutte. C'est pourquoi il faut, sur une base revendicative commune (contre toute diminution des salaires) proposer aussi aux organisations réformistes la lutte commune. Il faut faire cela sur tous les plans : aux organisations centrales, aux organisations régionales, aux syndicats, aux comités de puits, etc... Il faut accompagner ces propositions d'une propagande incessante, tenir des réunions communes dans les corons, les localités, toucher les militants, les engager à l'action. Mais cela suppose une politique juste vis-à-vis du réformisme en général, cela suppose qu'on veut démontrer aux ouvriers réformistes, non dans des articles de journaux, mais dans l'action, que leurs chefs ne défendent pas leurs intérêts mais ceux de la bourgeoisie. La CGT a inscrit sur ses affiches qu'elle luttera contre toute diminution de salaires. Eh bien, nous allons voir. Nous vous proposons, ouvriers réformistes, de réclamer l'organisation de la lutte contre la diminution de 10% des salaires que veut imposer le Comité des Houillères. Nous lutterons ensemble, et nous verrons si vos chefs luttent ou trahissent.

A la lumière de l'expérience très importante de la lutte des mineurs nous ne cesserons de combattre pour l'élargissement véritable du front révolutionnaire prolétarien. — N.

TOUS LES COMMUNISTES DOIVENT LIRE

LES OUVRAGES DE LEON TROTSKY

Nouvelle Etape	5.—
1905	25.—
Europe et Amérique	6.—
Où va l'Angleterre?	8.50
Cours nouveau	4.—
Lénine	12.—
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?	3.50
La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition	3.—
La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste	3.—
La Révolution défigurée	15.—
Ma Vie, 3 vol. à	16.50
L'Internationale Communiste après Lénine	20.—
En vente à la <i>Librairie du Travail</i> , 17, rue de Sambre et Meuse. — Paris X ^e .	

LISTE DES LIBRAIRIES DANS LESQUELLES LA LUTTE DE CLASSES EST EN VENTE, EN PLUS DES PRINCIPAUX KIOSQUES DE PARIS.

PARIS :

La Vérité, 45, Boulevard de la Villette, 10^e.
Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, 10^e.
Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5^e.
La Lumière, 69, Boulevard St-Germain, 5^e.
Au Commerce des Idées, 26, Boulevard St-Michel, 5^e.
Librairie Matérialiste, 47, rue Monsieur-le-Prince, 5^e.

LYON :

Kiosque journaux pl. du Pont, Cours de la Liberté, quartier 87.

BELGIQUE :

L'Eglantine, 20, rue de Lenglentier, Bruxelles.
Cosmopolis, 72, rue de la Montagne, Bruxelles.
Henriquez, 41, rue de Loxum, Bruxelles.
Editions réalistes, 17, Montagne de la Cour, Bruxelles.

La Vie de la Revue

Nous voulons une fois de plus attirer l'attention de nos amis sur la nécessité de développer sérieusement la diffusion de *La Lutte de Classes*. Notre revue est, sans conteste, la seule revue communiste qui défende en France l'action et les principes réels de l'Internationale Communiste, ceux qui ont été développés dans ses premiers Congrès par Lénine et Trotsky en particulier.

L'édition d'une publication communiste de discussion théorique, d'éducation, de formation idéologique, était en France une entreprise presque hasardeuse! La bureaucratie stalinienne a tué dans l'Internationale la discussion politique, et elle a appuyé cet étouffement sur une falsification de l'histoire. Notre opposition de gauche a néanmoins compris qu'une sérieuse part de ses efforts devait être consacrée à l'édition d'une revue. Elle a ainsi montré qu'elle comprenait que l'élaboration de la théorie révolutionnaire est indispensable à son action, et qu'en général tout le travail d'élaboration de la théorie marxiste révolutionnaire en France restait à faire.

Notre entreprise s'est inévitablement heurtée à l'hostilité générale. Les dirigeants du Parti Communiste ont polemique avec la revue sans chercher à comprendre ni à discuter. Quant à la presse des droitiers, syndicalistes, social-démocrates et démocrates de diverses variétés, *ils ont fait et font le silence complet*. Leurs journaux sont incapables de nous contredire, et ils se contentent seulement de vouloir nous ignorer.

Nous interprétons cette attitude très favorablement. Tous ceux qui ne mettent leur espoir que dans la liquidation du communisme, et qui y apportent leur contribution, ne nous pardonnent pas d'avoir posé les bases de la régénération de l'organisation et de la théorie communiste. Voilà toute la raison de leur mutisme irrité.

Cette situation doit nous encourager à multiplier la diffusion de la revue, et son soutien matériel.

Notre objectif actuel, c'est de trouver les 500 abonnés et les 2.000 lecteurs indispensables à la marche régulière de la Revue. Cela nécessite un effort de chaque lecteur et abonné.

Envoyez-nous des LISTES D'ABONNÉS POSSIBLES, à qui nous ferons le service d'un numéro. Indiquez-nous des LIBRAIRIES susceptibles de prendre *La Lutte de Classes* en dépôt.

Faites des ABONNÉS autour de vous, en faisant circuler, en prêtant, en discutant la revue avec vos camarades. Dans les groupements, associations, cercles, organisations diverses, municipalités, syndicats obtenez la souscription à un abonnement à *La Lutte de Classes*.

En campagne sans retard!

Note sur les Publications de l'Opposition Internationale

1. Le numéro 3 du BULLETIN INTERNATIONAL paru fin janvier, contenait les articles suivants : Réponse de Chine aux propositions d'unification du Bureau International. — *Trotsky* : Lettre au groupe ouvrier marxiste « Osvobodjénie » (Bulgarie). — La situation dans la Ligue Communiste française. — Résolution de la Fraction de gauche italienne. — La vie de l'opposition hongroise. — Développement de l'opposition grecque. — Autriche : Le groupe « Mahnruf ».

Le numéro 4 contenait seulement l'édition allemande de la brochure de *L. Trotsky* : « La révolution espagnole et les tâches communistes ».

Le numéro 5 contient : Lettre de *L. Trotsky* à l'opposition chinoise de gauche. — Discussion : Résolution de la Fraction de gauche italienne sur les mots d'ordre démocratiques. — Résolution de l'Opposition communiste italienne sur les mots d'ordre à caractère démocratique. — Stratégie révolutionnaire ou sectarisme doctrinaire. (*M. Mill*). — Allemagne : Thèses sur la question syndicale. — Lettre au Secrétariat administratif sur la situation de l'opposition allemande (*Trotsky*). — Urbahns et l'Opposition Internationale. — Statut du Secrétariat. — Notes.

2. La brochure de *TROTSKY*, *La Révolution espagnole et les tâches communistes*, est parue en français dans les numéros 73, 74 et 75 de *La Vérité* (Février 1931).

3. La Plate-forme de l'Opposition du Parti Communiste russe, de 1927, déjà publiée en français, anglais, allemand, vient d'être éditée en espagnol, avec une préface de notre camarade Nin (publiée dans ce numéro de *La Lutte de Classes*). (*L. Trotsky. La situation real de Rusia. La Plataforma de la Oposicion*. — Prologo de A. Nin — Editorial Apolo — Barcelone. 1 vol., 5 pes.).

4. La Ligue Communiste des Etats-Unis publie une série de brochures de *L. TROTSKY* :

Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne. — 32 p. - 10 cts.

Le chômage mondial et le plan quinquennal. Introduction de A. Swabeck. — 32 p. - 10 cts.

La révolution espagnole. — 32 p. - 10 cts.

Communisme et syndicalisme. (La question syndicale). Introduction de J. P. Cannon. — 64 p. - 15 cts.

5. L'Opposition communiste italienne vient de faire paraître le premier numéro de son *Bulletin*, qui contient une série de documents sur la vie et la politique du P. C. Italien.

Sur les problèmes du mouvement révolutionnaire Indochinois

Lorsqu'en mai 1930, les manifestations amples et généralisées révélèrent l'intensité du mouvement révolutionnaire, la presse bourgeoise de la métropole demanda : « La France veut-elle garder l'Indochine ? » Les difficultés de la concurrence mondiale engagent plus que jamais la France à pressurer davantage ses colonies : elle espère y puiser des forces pour la lutte contre ses rivaux. Le mouvement commercial total des colonies a été de 34.377 millions en 1929, le tiers de celui de la métropole, en progression selon le coefficient $2\frac{1}{2}$ par rapport à 1910 et $4\frac{1}{2}$ par rapport à 1900 (compte tenu de la valeur nouvelle du franc). Les importations en France provenant des colonies représentent à l'heure actuelle 12 pour cent de ses achats à l'extérieur. Les exportations à destination des colonies représentent déjà 17 pour cent des ventes de la métropole. (Les exportations de l'Angleterre dans ses diverses possessions représentaient en 1926 45 pour cent de ses ventes et ses importations, 30 pour cent de ses achats, c'est-à-dire que l'Angleterre tire de ses colonies des avantages bien supérieurs à la France).

La part qui échoit à l'Indochine est sérieuse. En 1928 la France a importé de ses colonies 8.680 millions de marchandises dont 647 millions de matières premières ou agricoles d'Indochine, qui tient derrière l'Algérie la seconde place avec l'A. O. F., devant la Tunisie et le Maroc). Elle a exporté dans ses colonies 9.630 millions de marchandises dont 1.105 millions en Indochine (qui tient, derrière l'Algérie, la seconde place avec le Maroc, devant la Tunisie). La progression des exportations de France en Indochine va de 882 millions en 1919 à 1.206 millions en 1929. Alors que ses marchés internationaux sont en péril, et sa balance commerciale déficitaire, la France réalise sur son marché colonial en développement croissant, un bilan positif en 1929 de 3.332 millions — auquel l'Indochine participe pour 602 millions, bien moins que l'Algérie, mais sensiblement autant que le Maroc.

Mais l'Indochine est une colonie lointaine pour laquelle l'exploitation coloniale ne s'exprime pas avant tout par la vente de produits de la métropole et la récupération de matières premières. La plupart des sources des richesses étant détenues et exploitées par les impérialistes français, le mouvement commercial général de la colonie est entre les mains de l'impérialisme. Le commerce général de la colonie est passé de 1.378 millions en 1919 à 6.772 millions

en 1926 et 7.246 millions en 1928. Ce qui classe l'Indochine comme la seconde colonie française (derrière l'Algérie : 9.280 millions), réalisant à elle seule un chiffre presque aussi élevé que les trois colonies qu'elle précède : Tunisie Maroc et Afrique Occidentale. La France occupe 30 pour cent dans ce chiffre des importations et 22 pour cent du commerce total.

D'autres données caractérisent mieux la nature de l'exploitation à laquelle est soumise la colonie lointaine. « *Les capitaux de bonheur sur notre grande colonie d'Extrême Orient* » (De-f- feuilles). Le montant du capital privé investi en Indochine est généralement évalué entre 2 milliards et demi et 3 milliards. Mais la spoliation des richesses naturelles et l'exploitation inouïe de la main-d'œuvre assurent à ce capital plus-value et profit hors de rapport avec son montant. Le capital investi avait une valeur boursière évaluée avant la crise actuelle entre 8 et 15 milliards de francs, valeur naturellement souflée par la spéculation. Ainsi l'action de 10.000 francs. Les *Caoutchoucs de l'Indochine* était montée à plus capital de 10 millions de francs ont vu leurs actions passer de 100 francs à 2.500 (en 1925 le dividende était de 120 francs pour une action de 100 francs). L'action de 250 francs de la *Cie Minière et Métallurgique* de l'Indochine dépassa 4.000 francs. Le gisement minier de Hongay, dont l'exploitation porte le nom de *Charbonnages du Tonkin*, « une des plus belles affaires d'Extrême Orient » a vu son capital primitif brillamment rémunéré, le porteur d'une action de 500 francs en possède actuellement deux, qui ont valu plus de 10.000 francs chacune. Le groupe Homberg (aujourd'hui en déconfiture) représente le principal groupement des sociétés financières qui mettent en coupe réglée l'Indochine dans tous les domaines, il contrôle une vingtaine de sociétés (*Sté financière française et coloniale, Crédit foncier de l'Indochine, Caoutchoucs de l'Indochine, Société indochinoise des cultures tropicales, Société cotonnière de Saïgon, Société des dragages et Travaux Publics, Société d'éclairage et d'énergie, Verreries d'Extrême Orient, Ste coloniale d'éclairage et d'énergie, Ste indochinoise de charbonnages et mines métalliques, Sté des phosphates du Tonkin, Etablissements Delignon (soieries), Sté de Chalandage et Remorquage, de Papeteries, d'Impri-* du groupe Homberg, se dressait le groupe de Rivaud (*Sté financière des Caoutchoucs, plantations de Padong, des Terres Rouges, du Cambodge*) dont on évaluait la capitalisation à plus d'un demi-milliard. Il faut citer aussi la puissante *Sté des distilleries* de l'Indochine, de Fontaine, (dont les actions de 500 francs ont dépassé 4.000 francs) qui représentent un quart de milliard et qui contrôle aussi plusieurs sociétés.

L'exploitation agricole (riz, caoutchouc, textile etc.) et industrielle en est encore à ses débuts. Des gisements miniers importants

attendent encore l'exploitation (houille, zinc, étain, tungstène, or). La proximité des gisements de minerais et de charbon au Tonkin ouvre de grandes perspectives à l'industrie lourde. Enfin, la possession d'Extrême Orient assure à l'impérialisme de puissantes positions stratégiques commerciales et militaires vers l'Asie et dans le Pacifique. Ces quelques données suffisent à justifier l'âpreté avec laquelle l'impérialisme défend ses rapines contre la menace révolutionnaire. En réalité la perte de l'Indochine porterait un coup irrémédiable à l'impérialisme français aux prises avec ses rivaux.

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DE 1930

La lutte des populations contre l'impérialisme conquérant est entré en 1930 dans une phase nouvelle caractérisée par l'ébranlement des masses, la généralité, et la persistance de leurs manifestations, le terrain de classe sur lequel se situe de plus en plus nettement la lutte, le rôle dévolu au parti communiste et sa situation dans la lutte internationale contre l'impérialisme. Malgré des données insuffisantes, un manque réel de documentation, il est nécessaire de commencer l'analyse de la phase présente de l'héroïque mouvement des opprimés.

Après la première période de résistance contre l'invasion et la pénétration des nouvelles formes économiques, caractérisée par les guérillas, la période qui précède la lutte actuelle et qui tendait vers l'émancipation nationale, évolua au fur et à mesure des transformations imprimées à la population par l'introduction des formes sociales et économiques de l'impérialisme ainsi que des impulsions subies par le continent asiatique. Autour de la victoire japonaise de 1905, se développa le mouvement d'abord royaliste dirigé par Phan Boi Chau, l'action de 1908 (tentative d'empoisonnement de la garnison d'Hanoï, luttes sanglantes du Nord-Annam) — puis, en liaison avec la première révolution chinoise, le mouvement prit une forme nouvelle (1913, bombes de Thaï binh et d'Hanoï). Pendant la guerre, révoltes de garnison et complots avortés, la tentative malheureuse du roi d'Annam marchant sur Huë. Enfin la bombe jetée à Chamine en 1924 contre le gouverneur général Merlet appartient déjà à l'époque où le mouvement subissait l'appel de la révolution russe et le voisinage de la révolution chinoise.

L'action terroriste marqua fortement l'année 1929 (meurtre du recruteur Bazin. Attentats. Exécution de traîtres au parti. Découvertes et explosions de bombes). Mais aussi en décembre, mutineries de tirailleurs au Tonkin (Bac-Ninh et Phu-long-tuong) distribution de milliers de tracts et drapeaux rouges arborés à l'anniversaire de la révolution russe, dix-huit grèves politiques en Tonkin-Annam.

Le 11 février 1930, la conjuration nationaliste soulève deux compagnies de tirailleurs de Yen-Bay. Le drapeau nationaliste est hissé. Mais l'audacieuse conspiration demeure sans lendemain malgré les bombes de Hanoï et l'agitation de quelques centres du Tonkin.

La révolte de Yen-Bay marque l'apogée du mouvement terro-

riste à forme militaire et conspirative. C'est l'œuvre du « Kuo-Min-Tang de gauche » annamite (Viet Nam Quoc Dan Dang) dont l'action est menée par des petits groupes très fermés où prédominent les intellectuels et les petits-bourgeois, liés par une implacable discipline. Le soulèvement avait été exécuté sans liaison avec la population civile : non seulement la majeure part de la population s'abstint, mais quelques paysans prêtèrent leur aide à l'organisation de la répression. L'héroïque coup de main de Yen-Bay ouvre la période des amplies manifestations populaires.

Sur la période qui s'ouvre alors, l'information est insuffisante. Cependant que le gouvernement général cache la vérité, la presse locale défigure les événements pour glorifier la répression; la presse communiste française n'apporte que des descriptions schématiques. Le caractère social, l'ampleur, le degré de décision, le contenu revendicatif, l'influence et le rôle des communistes, les perspectives du mouvement doivent être dégagés, au travers des nouvelles tendancieuses, d'après le nombre de manifestations, les régions agitées, les descriptions concrètes, le caractère de la répression, les réformes discutées etc...

Quelques semaines encore après Yen-Bay, se produiront au Tonkin les manifestations du retour de flamme de la conjuration mite dans la province de Hai-duong. Bombes à Thai-binh et à Ha-d'Excelsior écrit : « Il apparaît dès l'abord que le succès des menées terroristes est dû particulièrement à la contagion des colonies et peuplement des campagnes et à la propagande subie par notre armée annamite ».

L'état d'esprit des populations commença au mois de mai à se manifester avec ampleur. La première manifestation fut la marche des mille manifestants précédé des drapeaux rouges sur les bâtiments de la manufacture d'allumettes de Ben-Thuy, le port de Vinh (Nord Annam), manifestation fusillée par la milice qui fit cinq morts. La manifestation fut suivie de manifestations à Thai-Binh (Tonkin) et d'une manifestation dans une concession à Cat-Ngan, où le feu de la milice tua vingt hommes. A la fin du mois l'effervescence gagna la Cochinchine où se déployaient de grandes manifestations de mille à deux mille paysans, quelquefois armés de pieux et de piques, porteurs de banderoles. De telles manifestations se déroulent à de nombreuses reprises dans les principales agglomérations de Cochinchine Sadec, Cho-moi, O-mon, Vinh-long, Phu-Lam, Cantho, Duc-Hoa, Dan-thou, Ben-Luc, Cao-Lanh. Le feu de la milice faisant presque toujours quelques victimes. Pendant qu'en fin mai et juin l'agitation ébranle le Centre et l'Ouest cochinchinois, des manifestations de 2.000 manifestants se déroulent au Nord Annam.

Les manifestations de cette période se présentent comme le rassemblement de paysans par milliers, marchant en cortège, généralement désarmés, sur l'habitation du résident auquel ils portent

leurs revendications, et ne se laissant disperser que par le feu de la milice. Louis Roubaud décrit ainsi la manifestation de Ben-Thuy : *« D'où venaient-ils? de tous les villages. Pas d'ouvriers des usines parmi eux 1.500 hommes silencieux, sans drapeaux, sans insignes, sans pancartes. Ils marchaient en bon ordre et leurs moniteurs les faisaient ranger sur un côté de la route pour laisser la place libre à la circulation des voitures... A la même heure une autre colonne, grosse de deux mille manifestants muets allait du même pas tranquille vers le village de Cat-Ngan »*. La colonne se rend dans la direction de l'usine sans tenir compte des sommations. « M. Petit tira le premier. Les miliciens tirèrent, on entendit des cris. On vit des hommes tomber la face contre terre, d'autres courir quelques mètres et tomber, d'autres s'enfuir dans les champs ». Cinq morts. A Cat Ngan, seize morts. *« Il faut reconnaître qu'on ne trouva pas sur eux une seule arme »*. En Cochinchine, les manifestations se présentent aussi comme des *« cortèges avançant sur le ruban de la route à perte de vue »*, agitant des banderolles et portant l'exposé des revendications : *contre la lourdeur de l'impôt et la cherté du riz*. A Cantho, un parlementaire s'en détache et porte au fonctionnaire français la revendication de la *suppression des impôts*.

Les manifestations se poursuivent ainsi en juillet et août, en Cochinchine et dans le Nord-Annam (Nha-trang, Cang-long, Vinh, Ben-thuy, Nam-Dam). Une dépêche du ministère des Colonies attribue la direction du mouvement de Nam-Dam, au cours duquel mille manifestants ont contraint un mandarin à contresigner leurs revendications et tinrent la localité six heures, aux *« organisations communistes »*.

Vers la fin d'août, au début de septembre, le mouvement entre dans une phase nouvelle. Le Nord-Annam, la région de Vinh-Hatinh, redevient le centre principal. Le communiqué officiel parle *« d'actes de brigandage, d'incendies, de pillages d'habitations indigènes, d'attaque de la gare de Yen-Xuan et de tentatives d'attaques sur Vinh et Nam-Dam »*. Le Temps colonial publie une lettre du Tonkin du 30 septembre, qui dépeint ainsi l'extension du mouvement dans le Nord-Annam :

« Tandis que dans le Sud de l'Union, le mouvement prit la forme de manifestations pacifiques... il eut aussitôt en Annam un caractère révolutionnaire marqué. Là, point de prétexte fallacieux, mais attaque en masse des sièges de circonscriptions administratives (phu et huyen), des postes de garde indigènes, destruction des bâtiments administratifs, des ponts, des écoles, incendies et pillage des demeures des notables... etc..., incendie des pagodes... La répétition de ces attaques, l'allure et la composition des colonnes de rebelles formées généralement de 500 à 1.000 individus, quelquefois de beaucoup plus (à Hung-Nguyen, aux portes de Vinh, ils étaient environ 8.000) armés de gourdins, de pieux, de piques, de lances, précédés de drapeaux rouges timbrés de la faucille et du marteau ne laissant aucun doute sur la nature de ces manifestations et leur origine communiste ». Les dépêches signalent le 31 août l'attaque du huyen de Nam-Dam, le 1^{er} septembre du huyen de Tham-Chuong

avec mouvement de grève à l'usine d'allumettes de Vinh, le 8 du poste de Do Luong, de Cam Loc, le 9 du huyen de Cam Xuyen, et de Ky Anh puis encore de Nam-Dam, de la gare de Nghia Trang, du huyen de Huong-Son, de Nam Dam (17 mars). Le 12 septembre, une colonne de 8.000 manifestants en marche sur Vinh (1), après avoir subi le feu de la milice (20 morts) était attaquée à cinq kilomètres de Vinh par les escadrilles françaises alors que « *les manifestants, comme inconscients du danger qui planait sur leurs têtes, restaient groupés en formation serrée* », dit la presse locale. « *Les bombes firent des ravages effrayants dans cette forêt humaine* ». Plus de deux cents cadavres restèrent sur le sol. Chaque manifestation se heurte au choc sanglant de la milice, le nombre des victimes croît sans cesse. A Huong Son 7 tués le 22, à Nam-Dam 17 tués le 28. Ce pendant des manifestations violentes se déroulent en Cochinchine, à Thanh-loa, Vinh-loc, Cong-hup, Ba-dien, Ben-buc, Gia-dinh, My-tho etc...

Le mouvement du Nord Annam a pris par son ampleur et la résolution des paysans le caractère d'un soulèvement. Les journaux français d'Indochine écrivent qu'« *une fraction du territoire indochinois échappe au contrôle des autorités* ». Contre « *les gourdinés, les pieux, les piques, les lances* » (*Temps colonial*) des héroïques révoltés, l'impérialisme organise la répression impitoyable des guerres coloniales. Des colonnes de la légion étrangère, d'infanterie coloniale et de forces de police procèdent à l'encerclement des régions par l'établissement de lignes de postes, puis au nettoyage de village en village par expéditions méthodiques. Les cruautés de l'« *épuration* » se déploient. Les colonnes d'égorgeurs contraignent les villages à la « *soumission* » et étalent leurs hauts faits (« *La colonne Petit brûla deux villages* ». Journaux d'Indochine).

Les manifestations se poursuivent en octobre en Cochinchine (Chau-binh) et au Nord-Annam (Yen-Xuan, attaque du poste de Vo-liet par 3.000 manifestants qui perdent sous le feu de la légion étrangère 60 tués). L'*Avenir du Tonkin*, qui hurle à la mort, écrit le 10 et 11 octobre : « *Chaque jour qui s'écoule marque plus gravement les progrès de la sédition... Désormais les huyen de Nam-Dam et de Thanh-Chuong vivent dans leur majeure partie selon la formule communiste... Les trois huyen situés à l'Ouest et au Nord-Ouest de Vinh sont totalement contaminés et l'on signale que le mouvement commence à s'infiltrer au Nord, du côté de Phu-dien et au Sud, à l'Ouest de Hatinh* ».

En octobre, novembre et décembre, malgré les atrocités de l'épuration, les manifestations se poursuivent. Les dépêches officielles et les journaux locaux signalent les manifestations des « *communistes* ». Rupture de la route mandarine. Incendie du huyen de Duc-Pho. Collision près de Hatinh. Manifestation à Thai-binh (Ton-

(1) D'après le *Courrier Saïgonais*, les revendications de ces manifestants étaient : Libération immédiate des révolutionnaires; renvoi des soldats étrangers; participation des travailleurs à la défense du pays et leur rapatriement; diminution notable des impôts.

kin), 11 tués, suivie d'expéditions punitives des autos-mitrailleuses. Manifestations à Do-luong, à la douane de Thuong-xa. Ample manifestation pour l'anniversaire de la Révolution russe, dans la province de Vinh, à Can-Loc, à Yen-Xuon, à Phu-dien, à Chasi où la gare est détruite, enfin l'attaque par 1.500 paysans de la citadelle de Phu-dien, 30 tués — et en Cochinchine, à Au-binh, près de Mytho, 5 tués, à Touan-Giao (Thu-dau-mot) près de Saïgon. Les manifestations se répètent près de Hatinh, trois manifestations, 82 tués le 11 décembre, 33 tués le 12. Le 2 janvier les paysans attaquent le huyen de Nghi-Loc, province de Vinh et laissent 30 cadavres sur le terrain.

Pendant que les colonnes portent une répression impitoyable dans les foyers de révolte, l'impérialisme soumet le pays entier à la loi martiale. Les perquisitions policières, les arrestations arbitraires, la surveillance des routes, l'interdiction de se déplacer même de village à village sans laisser-passer visé à l'arrivée et au départ, la persécution des vagabonds. La sanglante justice expéditive de la « commission criminelle » multiplie les condamnations à mort des militants et remplit les bagnes atroces de Poulo-Condor et de Lao-Bao — dont les milliers de forçats sont transférés dans les pires camps de la Guyane. La pseudo « justice régulière » n'est pas moins féroce, les prisons de Cochinchine regorgent de prisonniers condamnés à de longues peines d'emprisonnement pour le moindre motif.

Dans les grands centres, dans les villes, Saïgon, Hanoï, véritables quartiers généraux de la police, les inspecteurs de la Sûreté française font régner la terreur policière. Les postes de police sont de véritables chambres de torture où les tortionnaires supplicient les manifestants jusqu'à la mort ou à la folie.

Les manifestations dans les villes n'ont pas le caractère des manifestations décrites. Mais « *les tracts communistes inondent les villes* », les centres industriels de Hanoï, la Sté Cotonnière de Nam-Dinh, le bassin houillier de Hong-gay, les ateliers de construction navale et le port de Haï-phong au Tonkin. Au sortir des ateliers de brèves harangues s'improvisent, des drapeaux rouges sont brandis. A Saïgon même les tentatives de manifestation en pleine rue se répètent : deux cents manifestants se groupent le 25 octobre dans un terrain vague, rue Lagrandière, autour de communistes porteurs de tracts et de banderoles. Le 5 novembre, entre deux patrouilles de police, deux cents manifestants se massent rue Hamelin, une autre manifestation, le même jour, est dispersée à coups de revolver. Le 8 février, à la sortie du stade de Saïgon, des manifestants déploient des drapeaux rouges et haranguent la foule. L'écart des manifestations des villes et des campagnes fait écrire au *Temps colonial* du 17 février 1931 (Coup d'œil sur l'Indochine) : « *Quant aux ouvriers qui, il faut le reconnaître, n'ont pris qu'une part très minime aux manifestations....* »

Les foyers des régions « *troublées* » forment trois taches principales : l'une au Tonkin, à l'Est d'Hanoï (Nam-dinh, Sept-pagodes, Thai-inh, P. Lang-tuang), dans le delta du Fleuve Rouge, l'autre

dans le Nord Annam, la région de Vinh-Hatinh, la dernière en Cochinchine, dans le delta du Mékong, particulièrement à l'Ouest, dans les régions de Sadec, Cho-moi, O-môn, Cantho, Mytho et au N.-Ouest de Saïgon-Cholon (Thu-dan-mot). Ce sont — si l'on excepte le Cambodge et le Laos, économiquement et socialement arriérés par rapport à ces régions — les grandes agglomérations de l'Union Indochinoise.

LA PAYSANNERIE

Pour Octave Homberg, l'Indochine se présente « *comme deux sacs de riz portés par un Annamite aux extrémités d'une perche de bambou* ». Ces sacs de riz sont précisément l'un le delta du Mékong en Cochinchine, l'autre le delta du Fleuve Rouge au Tonkin, auquel se rattache la plaine côtière du Nord-Annam. Entre eux s'interpose la côte inhospitalière du Centre-Annam, à la population plus clairsemée, aux rizières plus pauvres, et la région du Sud-Annam, dont les ramifications montagneuses nombreuses restreignent la superficie cultivable.

La population urbaine a une importance numérique faible, mais la population rurale est extrêmement dense. Les 6 millions d'habitants du delta du Tonkin sont rassemblés à raison de 427 par kilomètre carré (la densité moyenne de la France est de 71 habitants par km², aux Etats-Unis de 13,5, en Russie d'Europe de 24, de 257 pour les 8 millions de Belges). La région présente seulement trois villes importantes, Hanoï, Haïphong et Nam-Dinh, de 150.000 habitants environ. La principale agglomération de l'Union, Saïgon-Cholon, groupe en Cochinchine 300.000 habitants. La proportion de la population rurale atteint 90 à 95 pour cent de la population totale (20 pour cent en Angleterre, 54 pour cent en France, mais 86 pour cent en URSS (2) et une proportion équivalente à celle de l'Indochine dans l'Inde).

TONKIN — NORD-ANNAM

La région du delta tonkinois est une région de propriété morcelée. La paysannerie, tassée dans la région, cultive la terre dans des conditions exécrables. L'irrigation indispensable à la culture du riz fait défaut. Le paysan irrigue son champ à l'aide du panier manœuvré à bras ou de petites norias mues au pied. Un système primitif de rigoles sert à l'évacuation de l'eau. Les deux récoltes de la saison n'équivalent pas une récolte normale. Le rendement moyen du riz est de 1.200 kgs à l'hectare, contre 6.400 à Java, 4.000 en Italie. Il n'atteint pas la moyenne des Indes (1.500 kgs) où les conditions d'exploitation sont misérables. Le paysan tonkinois pos-

(2) Pour 146 millions d'habitants en URSS, 30 villes de plus de 100.000 habitants (groupant environ 5,5 pour cent de la population). Pour 20 millions d'habitants en Indochine, 5 villes de plus de 100.000 habitants (groupant environ 3,7 pour cent de la population). Mais trois de ces villes groupent au Tonkin 6 pour cent de la population.

sède en général entre un demi-hectare et un hectare et demi. Il est incapable avec le produit de sa récolte d'assurer la vie de sa famille. Il loue sa force de travail au paysan riche ou à l'Européen détenteur de concessions. Le prélèvement du propriétaire ne permet pas au métayer de vivre. La *Tribune Indochinoise*, journal des exploités, évalue « au moins à 40 pour cent » les frais de fermage (3). En réalité ce prélèvement ne doit pas être très inférieur au taux pratiqué dans l'Inde et qui atteint 60 pour cent.

L'homme de la bourgeoisie indigène et de Homberg, le leader Bui-Quang-Chieu, parlant surtout pour la Cochinchine où le dénuement est moins misérable, fixe le salaire agricole « qu'il soit ouvrier agricole, sous-fermier ou agriculteur » entre 80 et 100 piastres par an, ce qui fait environ 2 fr. 20 à 2 fr. 75 par jour (4) (*Procès-verbaux du Conseil Colonial*).

Dans ces conditions le paysan est perpétuellement contraint d'avoir recours à l'usure et contracte une dette dont il ne parvient jamais à se libérer. C'est ainsi que le paysan s'asservit au bourgeois indigène, et par son entremise, aux établissements de crédit de l'impérialisme, comme le *Crédit Foncier de l'Indochine* dont le rapport de 1930 annonçait que les opérations de prêts hypothécaires continuent à progresser régulièrement tant dans les centres urbains que dans les provinces agricoles.

Pour fertiliser les terres, des travaux de canalisation ont été effectués — pour lesquels les paysans ont été astreints à de rudes corvées de quinze jour ou d'un mois, pour un gain de quarante sous par jour et sous les coups de rotin et de cadouille des garde-chiurmes. Les terrains en friche ont vu leur valeur passer de 60 francs à 3.000 francs l'hectare. Mais les travaux ont exclusivement profité aux impérialistes. C'est pour eux que le ministre des colonies peut s'enorgueillir de 4.000 km. (?) de canaux.

La situation du paysan est durement aggravée par l'impôt personnel qui retombe entièrement sur les épaules des masses laborieuses et exonère les puissantes compagnies. Il se monte pour chaque homme de plus de 18 ans avec les centimes additionnels à 5 piastres (60 francs) et égale un mois entier du salaire. Sans la carte personnelle, qui enregistre le paiement, l'homme est hors la loi, en butte aux persécutions, aux coups, à l'emprisonnement pour un an ou deux. Alors, pour payer quand même, la femme doit louer ses services.

Ainsi s'alimente le budget de l'opulente colonie, (840 millions en 1928) dont les plus forts postes sont, outre cette insupportable

(3) Les Européens pratiquent le métayage des indigènes soit par l'achat des rizières en pleine culture, soit par des concessions « à des prix très modérés » de l'administration. Le bénéfice net est évalué à 200-300 francs par hectare.

(4) Il faudra revenir sur l'étude du revenu agricole colonial total (concessions, droits de fermage, fiscalité incluses) pour fixer la part actuelle de la paysannerie et le rapport que produirait la confiscation dans le cadre de la technique actuellement praticable.

dime, 110 millions produits par la gabelle, 140 millions du produit de la vente de l'opium, 124 millions de régie des alcools indigènes et 74 millions de droits de consommation de l'alcool — car la civilisation impérialiste organise et exploite l'emprisonnement des populations qu'elle affame. La France ouvre 1.500 débits d'alcool contre 10 écoles pour mille villages. Le gouvernement général vend 150.000 kilos d'opium dans l'année.

Avec les cinquante sous de son salaire moyen, le travailleur ne peut vivre que de riz cuit à l'eau et de saumure. Le privilégié y ajoute deux à trois sous de poisson pour sa famille. Avec ce repas il trompe sa faim. La femme gagne les trois quarts du salaire de l'homme. Les enfants de dix à seize ans, loués, gagnent vingt francs par mois. Ceux qui n'ont pas dix ans travaillent durement chez le bourgeois indigène rien que pour avoir du riz à manger, du riz pourri ou de la dernière qualité, mêlé de son et de balle. Enfin, Roubaud rapporte que dans les marchés du Nord-Annam, des mères faméliques vendent leurs enfants pour quinze francs.

Cette population misérablement pressurée et trop nombreuse, pour les terres dans lesquelles elle est enfermée, voit périodiquement son sort aggravé par les fléaux naturels qui s'abattent sur le delta, les inondations du Fleuve Rouge, le typhon du Nord-Annam, le gel des récoltes. Trois récoltes de riz déficitaires (5) et la crise agricole ont porté leur misère à l'extrême limite; des populations entières vivent sous un régime de famine permanente (6).

Cette population est naturellement la proie des racoleurs de main-d'œuvre qui recrutent des travailleurs à vil prix pour les autres régions, surtout la Cochinchine. C'est à son détriment qu'est résolu « le problème capital de la colonie » : le problème de la main-d'œuvre. Par des promesses fallacieuses, par la ruse ou la violence, les trafiquants (7) les recrutent pour les plantations de caoutchouc de Cochinchine et pour les sociétés financières des Nouvelles Hébrides. 40.000 coolies du Tonkin et de l'Annam sont ainsi déportés dans les plantations. La solde convenue de quatre francs par jour est rognée par les jours de maladie et de congé non payés, le remboursement des « avances », les amendes, la vente des denrées à des prix majorés par les complices des surveillants ou des sociétés.

(5) La production de riz fut en 1929 de 7 millions de tonnes sur lesquelles 1.700.000 tonnes furent exportés. En 1930 l'exportation fut réduite à 800.000 tonnes.

(6) Avant la crise Yves Henry, inspecteur de l'agriculture aux colonies et Maurice de Vismes, ingénieur des travaux agricoles établissaient que la ration vitale de riz est de 337 kilos par an, mais que la population productrice de l'Annam et du Tonkin (12 millions) ne disposait en moyenne que de 201 kilos par an, c'est-à-dire moins des deux tiers de la ration vitale. L'Indochine est le premier pays exportateur de riz après la Birmanie.

(7) « Les bénéfices des recruteurs ne sont pas inférieurs à 200 francs par coolie exporté. La maison de recrutement devait se faire ainsi 8 millions par an » (d'après l'Opinion). La direction de l'Office de recrutement de la main-d'œuvre indigène, Bazin, fut assassiné le 9 février 1929.

Les mauvais traitements vont jusqu'au meurtre. La journée du travail le plus pénible est de douze, quatorze, seize heures. La mortalité effrayante des plantations atteint 40 à 50 pour cent (rapport Delamarre). Les 20.000 coolies réclamés par la « Société des Phosphates » des Nouvelles Hébrides sont soumis à un esclavage plus terrible et plus meurtrier encore sous la surveillance des indigènes canaques « qui ne sont bons qu'à manier la trique mais qui y excellent. On en a vu, d'un seul coup, briser une cuisse ».

Enfin les duretés de la conscription viennent encore, par la taxation arbitraire des villages, recruter les paysans pour leur faire subir quatre et trois ans de service militaire, souvent dans les colonies lointaines et malsaines (Syrie-Cilicie).

C'est ainsi que les populations du Tonkin (7 millions et demi) et de l'Annam (5 millions et demi) dont les agglomérations les plus denses coïncident avec les régions « troublées » sont acculées par l'exploitation impérialiste à l'extermination et au désespoir. Outre l'abolition de l'impôt personnel et la libération des dettes, le problème des terres se pose pour le Tonkin et l'Annam. Si les populations vivent en surnombre sur des terres trop étroites, il existe au moins, outre la grande propriété indigène 190 plantations françaises (8) couvrant environ 120.000 hectares sur le million d'hectares exploités au Tonkin. En Annam, dans les grandes exploitations des Terres Rouges, dans les 213 concessions, 5.000 Annamites travaillent dans les plantations. D'autre part la moyenne région, limitrophe à la région du Delta, est complètement dépeuplée et peut être mise en valeur. De vastes territoires restent à mettre en valeur dans les hinterlands de l'Annam et du Tonkin. *Ce sont les réserves de la révolution.* Mais, d'autres questions encore devront être résolues en liaison avec les premières : *la création d'un système d'irrigation rationnelle favorable aux paysans pauvres, l'amélioration des procédés de culture, la standardisation des graines (de semence, le riz indochinois est de qualité très inférieure), l'introduction de nouveaux procédés d'élevage, le reboisement des forêts, etc...*

COCHINCHINE

La Cochinchine, l'autre sac de riz de M. Homberg, se présente sous un double aspect. A l'Est, les forêts et les concessions de caoutchouc. A l'Ouest, le « grenier à riz » et le sol fertilisé par les inondations du Mékong. Ici encore les procédés sont rudimentaires et primitifs. Le sol est défriché à la charrue traînée par les buffles. La moisson est faite au coupe-coupe. De vastes étendues attendent l'assèchement.

Les concessions « européennes » couvrent plus de 200.000 hectares de rizières sur 1 million et demi d'hectares exploités en Cochinchine. Les concessions d'exploitation de caoutchouc couvrent

(8) « Par ailleurs, des concessions de terrains faites presque gratuitement au profit de grandes exploitations ou de sociétés anonymes ont fourni un autre élément d'enrichissement » (Desfeuilles).

78.000 hectares. Nous avons déjà dit le régime auquel sont soumis les ouvriers agricoles parqués dans ces bagnes. Dans les concessions de caoutchouc situées dans des régions malsaines, la mortalité est effroyable (9). 94.000 coolies travaillent dans les concessions avec 485 travailleurs « Européens », pour un salaire nominal de quatre francs. Malgré les difficultés de l'agitation, l'effervescence se manifeste dans les plantations. Le 5 novembre dernier une dépêche annonçait qu'une quarantaine de coolies amenés du Tonkin ont refusé le travail à la plantation Michelin, à Phu-Rieng. Onze « meneurs » ont été arrêtés pour « coups et blessures » et « entraves à la liberté du travail ».

Les terres sont réparties en Cochinchine dans la proportion suivante : 5.600 exploitations entre les mains des « européens » mettent en valeur 294.000 hectares sur 515.000 occupés. 536.000 exploitations entre les mains des indochinois mettent en valeur 2.450.000 hectares sur 2.460.000 occupés. Et comment ces exploitations sont-elles réparties ?

Un tableau comparatif de l'étendue de ces propriétés s'établit ainsi :

	Pour les 5.600 exploitations européennes	Pour les 536.000 exploitations indochinoises
De 0 à 10 hectares	4.210	
De 10 à 100 hectares	1.175	 472.026
De 100 à 500 hectares	396	 62.876
De 500 à 1.000 hectares	105	 1.189
De 1.000 à 2.500 hectares	42	 167
De 2.500 à 5.000 hectares	21	 51
Au dessus de 5.000 hectares	9	 —

Ces chiffres officiels sont certainement au-dessous de la vérité (« Actuellement les concessions de 10.000 hectares ne sont pas rares ». Desfeuilles). Ils démontrent que si 472.000 Indochinois ont moins de 10 hectares, 5.600 exploitations européennes se partagent 515.000 hectares soit une moyenne de 100 hectares par exploitation et que plus de 20 pour cent des terres occupées sont entre les mains d'une poignée de conquérants qui ne constituent pas 1 pour cent du nombre d'exploitations. Telle est l'étape actuelle du processus d'expropriation des paysans par les grandes propriétés foncières et les concessions des grandes compagnies.

(9) Le prix de la main-d'œuvre permettait d'écrire aux journalistes financiers, alors que des cours étaient déjà tombés de 4 sh. 4 la livre anglaise à 1 sh. 8 (23 francs) : « Le prix de revient, dont les trois quarts proviennent des prix de saignée est à peine la moitié de ce chiffre, ce qui permet à la plupart des Sociétés indochinoises de gagner encore chaque année près du montant de leur capital ». Les Caoutchoucs de l'Indochine annoncent qu'en 1929 « la Société a fait porter tous ses efforts vers l'abaissement de son prix de revient ». La crise du caoutchouc et la chute verticale des cours a empiré encore le sort de la main-d'œuvre.

Malgré la fertilité de la Cochinchine, le sort des paysans ne vaut guère mieux que celui des paysans du Tonkin. « *On a voulu voir, déclare le gouverneur général Pasquier, dans le fait qu'il y a en Cochinchine, un grand nombre de vastes domaines exploités par une main-d'œuvre mercenaire qui constitue un véritable prolétariat rural une des causes de la situation troublée actuelle, que l'on compare aux crises agraires de la fin du siècle dernier en Irlande et en Angleterre. Il est exact que dans les manifestations communistes de ces derniers mois, on a remarqué la présence de ces tâ-dien (métayers à partage de récolte des gros propriétaires fonciers). Il est exact aussi que cette catégorie de paysans est généralement exploitée par ses patrons* ». Dans un autre discours Pasquier établissait comment la paysannerie cochinchinoise est exploitée, en rejetant la responsabilité uniquement sur sa propre bourgeoisie. Les terres cultivées proviennent de l'effort des agriculteurs pour faire reculer la brousse « *suivant le rythme de sécurité et de richesse que procuraient la paix française au fur et à mesure de la percée de nouveaux canaux* ». Dans ce Far-West cochinchinois, une masse de plus en plus nombreuse d'ouvriers agricoles est venue. « *Les plus entreprenants de ces tâ-dien, de ces valets d'agriculture, de ces petits métayers, pouvaient encore espérer eux aussi devenir propriétaires. La terre libre s'offrait à eux comme à leurs maîtres, mais les possibilités d'action personnelles et surtout le manque de ressources pour la mise en valeur de terres ne permit pas un mouvement important de constitution des petites propriétés et la séparation se fit nette et définitive entre les fermiers et les propriétaires* »... « *Alors que les propriétaires se sentent plus forts et tendent à faire prévaloir ce qu'ils estiment leurs droits en haussant le prix de fermage, les tâ-dien aspirent à être mieux rémunérés, à satisfaire plus aisément leurs besoins croissants, à posséder une parcelle de ce sol* ». Ces métayers, exploités par leurs fermiers et par l'impôt, Bui-Quang-Chiu a indiqué leur salaire brut moyen « *qu'ils soient ouvriers agricoles, sous-fermiers ou agriculteurs* » (10). Ce que Pasquier ne dit pas, outre qu'il efface complètement la main-mise directe sur le sol par les concessionnaires français, c'est ce que signifient les « *possibilités d'action personnelles, les ressources pour la mise en valeur* ». C'est la liaison avec le crédit des banques de l'impérialisme qui, en intégrant progressivement la bourgeoisie agricole indigène au système d'exploitation de l'impérialisme, draine finalement dans ses caisses le produit du travail des milliers de tâ-dien qui se sont dressés dans les villages du centre de la Cochinchine.

Enfin, pour la Cochinchine comme pour le Tonkin, entre les mains de qui se trouve finalement le commerce général du riz, produit du travail de ces millions de paysans misérables? Au profit de qui l'exportation est-elle grevée par la fiscalité (par exemple par la surtaxe de 40 pour cent actuellement projetée pour l'exportation du paddy)? Par qui, sinon par l'impérialisme?

Le problème de la répartition des terres est posé. Il ne peut être

(10) 80 à 100 piastres par an, 2 fr. à 2 fr. 75 par jour (voir plus haut).

résolu dans le cadre de l'impérialisme. Les gouverneurs répètent : il faut organiser l'accession à la petite propriété. Mais ils promettent seulement « *les vastes territoires à mettre en valeur dans l'ouest et le sud cochinchinois* ». Tout au plus, comme en Algérie, donneront-ils à une nouvelle génération de pionniers la tâche ingrate de défricher les terres dont elle sera ensuite dépossédée (11). De même pour les établissements de crédit agricole fondés pour venir en aide à des taux moins usuraires, aux petits paysans, les uns sont des simples instruments de spoliation (*Sté de Crédit annamite*) d'autres n'ont été mis au service que de la bourgeoisie paysanne, ou bien sont absolument hors d'état de jouer un rôle, comme les *Sociétés indigènes de Crédit mutuel agricole*.

*
*
*

Ces données élémentaires, sur lesquelles il faudra revenir, offrent un premier tableau de ces populations paysannes indochinoises qui, depuis un an, se sont dressées contre l'impérialisme, dans des manifestations de plus en plus amples, de plus en plus résolues. Le caractère politique de ces manifestations se précisait en même temps. Les revendications des masses paysannes surexploitées ont été : *le bol de riz, la confiscation des terres des grands propriétaires, la diminution, l'abolition des impôts, la libération des prisonniers politiques, le retour des tirailleurs expatriés et l'éloignement des soldats étrangers, enfin l'indépendance*.

BOURGEOISIE ET PETITE BOURGEOISIE

La bourgeoisie indigène, bourgeoisie agricole, résista longtemps au développement des formes nouvelles de l'économie industrielle importée par l'impérialisme. La bourgeoisie indigène n'a pris qu'assez tard conscience de ses intérêts propres dans le nouveau cadre de l'économie. Le boycottage de 1919 dirigé contre les produits chinois marque une étape de son évolution. Depuis la guerre, la bourgeoisie indigène s'est dirigée très nettement vers l'industrie et la banque. Quelques usines de transformation du riz indochinois ont été créées. Un effort a été fait pour la *Sté de Crédit Annamite*. Enfin la création récente de la *Sté commerciale annamite* dispute aux Chinois le trafic commercial qu'ils ont longtemps détenu. Dans la même période, la bourgeoisie agricole se développait sous la tutelle plus étroite de l'impérialisme.

La faiblesse congénitale de la bourgeoisie indigène, son évolution brusquée sous le choc artificiel de la conquête vers un système d'exploitation importé par un impérialisme puissant font que la bourgeoisie indigène n'occupe pas du tout dans la lutte anti-impé-

(11) Le phénomène se produit actuellement. L'Administration met en vente les terrains occupés et cultivés qui sont situés en bordure des canaux et dépossédé les occupants qui les ont défrichés et mis en culture depuis plusieurs années (Canal Rachgia-Hatin, à l'Ouest de la Cochinchine).

rialiste une place comparable à celle de la bourgeoisie chinoise ou de la bourgeoisie hindoue. Les résistances esquissées, l'opposition de manœuvre qu'elle a opposé à l'impérialisme français pour défendre sa part dans l'exploitation de la colonie, ne trompent pas sur sa position réelle : à la remorque de l'impérialisme. Le 13 mars 1930, au lendemain de Yen-Bay, le délégué au Conseil supérieur des colonies, Borel, réunissait à Hanoï les membres élus tant annamites que français des conseils : Chambre des représentants du peuple, membres du grand Conseil des Intérêts économiques, des Chambres de commerce et d'agriculture. A l'unanimité, l'assemblée vota une adresse demandant une prompte répression contre les attentats criminels.

Le sort médiocre et les humiliations réservées par l'impérialisme aux intellectuels et aux employés de l'administration a suscité dans leurs rangs une effervescence qui a alimenté considérablement les partis nationalistes. Les brimades et les duretés ont rejeté vers lui un grand nombre d'étudiants et d'écoliers, et de nombreux fils de la bourgeoisie. La dislocation des partis nationalistes, après Yen-Bay, sous la poussée des événements, la radicalisation de la lutte anti-impérialiste ont conduit un certain nombre de ces éléments décidés au communisme.

LE PROLETARIAT

Un facteur nouveau et d'importance capitale est la formation récente et rapide d'un prolétariat très concentré qui accompagne l'industrialisation de la colonie. Avant la guerre, l'exploitation impérialiste était orientée vers le développement des cultures industrielles et textiles, ainsi que celle de l'hevéa. L'industrie était représentée par quelques usines de transformation de ces produits : rizeries (décortiquage des paddys), distilleries de riz, filatures et tissages mécaniques. La découverte des gisements miniers au Tonkin et au Laos joua un grand rôle dans le développement de la conquête (Campagne du Tonkin de l'amiral Rivière en 1881 consécutive à la prospection de Fuchs et Saladin). Mais l'exploitation organisée du sous-sol ne s'est développée intensivement que depuis une vingtaine d'années. Pendant la guerre, la concentration de l'activité industrielle sur la production de guerre, les difficultés du transit maritime et son usage militaire, la nécessité de suppléer l'importation réduite, développèrent l'industrie. Enfin depuis la guerre, le capital financier français utilise les possibilités industrielles de la colonie.

C'est surtout l'exploitation des richesses du sous-sol qui a été développée, et principalement au Tonkin (combustibles, zinc, étain). L'extraction des minerais de fer, d'or, d'étain et des phosphates est à son début. 352 concessions couvrent, en 1930, 280.000 hectares dont 160.180 pour les combustibles et 45.800 pour le zinc et le plomb. La valeur de la production totale a progressé ainsi : en 1923 — 95 millions; en 1926 — 137 millions; en 1928 — 235 millions. Sept sociétés en monopolisent les neuf dixièmes. A elle

seule, la *Sté Française des Charbonnages du Tonkin* représente 55 pour cent de la valeur totale.

L'accroissement du prolétariat des mines est précisé par le tableau suivant :

	Personnel « asiatique »	« européen »
1924	28.000	314
1925	36.000	335
1926	34.000	341
1927	40.000	375
1928	54.000	437
1929	52.000	480

Ce prolétariat des mines est réparti ainsi entre les diverses régions de l'Indochine :

		Proportion de la population (pour mille hbts)
Tonkin	47.300	4,7
Annam	200	0,03
Laos	4.250	4,8
Cambodge	250	0,1
Cochinchine	—	—

Ce prolétariat de formation extrêmement récente (la moitié au moins n'a pas six ans de mines) est donc concentrée au Tonkin, dans le bassin de Hongay (67 pour cent de la production totale des combustibles) et de Dong-Trieu. Les mines de charbon emploient 297 européens et 41.500 Indochinois. (Le huitième du personnel inscrit en 1926 dans les mines françaises. La production de combustibles était évaluée en 1928 à 164 millions, le vingt-cinquième de la production française). Les mines de zinc emploient 59 européens et 5.600 Indochinois au Tonkin à Trong-da, Cho-dien et une fonderie à Hai-Phong. 5.800 ouvriers à la *Sté des Etains et Wolfram* du Tonkin. Ce prolétariat des mines, excessivement concentré, ne se trouve pas dans les villes mais les centres usiniers très denses, notamment les centres capitaux de Hong-gay et de Dong-trieu se trouvent dans le périmètre immédiat de Hai-Phong, qui est avec Hanoï la principale ville du Tonkin. Le développement de ces centres, comme celui des villes du Tonkin, est très rapide.

C'est principalement au Tonkin que l'industrie s'est développée. Le port de Hai-phong (160.000 habitants) comprend des chantiers de construction navale, un centre ferroviaire, des usines de ciments (4 à 5.000 ouvriers) de parfums, de peinture, des huileries, savonneries, verreries, des rizeries, des ateliers de construction mécanique, des usines de transformation du zinc et du plomb, une usine de la *Sté Cotonnière*, l'usine de la *Sté Industrielle de Chimie d'Extrême Orient* (200 ouvriers), une usine d'électricité. A Hanoï (130.000 habitants) se trouvent des distilleries de la *Sté Française des Distilleries de l'Indochine*, des fabriques d'allumettes, une usine de la

Sté des Eaux, des tuileries, des tonneries, des brasseries, des usines de porcelaine et de papiers. A Nam-Dinh (125.000 habitants), il existe des distilleries de la Sté Française, une usine de soieries de la Sté Franco-Annamite Textile, une usine de la Sté Cotonnière, ces ateliers ferroviaires. Ces trois centres forment un triangle dont le côté le plus long ne dépasse pas cent kilomètres. Autour sont les centres miniers, les usines de papiers (530 ouvriers) de Dap Cau et de Viet-tri.

La région du Nord-Annam, naturellement liée aux centres tonkinois, présente à Vinh-Ben-thuy plusieurs scieries et usines d'allumettes qui groupent plusieurs milliers d'ouvriers. Dans le Centre-Annam, une usine de soieries fonctionne à Phu-Phong. Tourne possède des rizeries et Qui-Nhon des usines d'huile et de savon. *C'est dans la banlieue immédiate de Vinh-Ben-thuy que se déroulent les manifestations les plus nombreuses et les plus violentes.*

Le prolétariat industriel est très peu important encore en Cochinchine. Dans le centre principal Saïgon-Cholon (350.000 hbt) figurent des ateliers de constructions navales (sept entreprises, 1.000 ouvriers à l'arsenal de Saïgon), une usine d'électricité, des tanneries, des poteries, des brasseries, des sucreries. La *Société Française* a une grande distillerie à Cholor (Cochinchine). Les rizeries de Cochinchine ont subi une transformation complète : avant la guerre il y avait dix petites rizeries à Cholon, dont huit chinoises. Maintenant il existe une grande usine à capitaux français, 65 petites usines à capitaux chinois et quelques usines indochinoises. Elles emploient environ huit mille ouvriers. Dans l'intérieur, douze petites usines modernes à Cantho, Go-cong, Rach-gia, etc., etc...

Pour la totalité du prolétariat de l'industrie et des transports Van-Ming donne dans la *Vie Ouvrière* le chiffre de 300 à 350.000 ouvriers. Ce facteur essentiel des mouvements révolutionnaires est dix fois plus faible qu'il n'était dans la Russie du recensement de 1897 pour une population totale cinq fois plus forte; il est quatre fois plus faible qu'il n'était dans l'Espagne du recensement de 1910 pour une population totale sensiblement égale.

Mais les chiffres ne doivent pas ici se comparer absolument. Le rôle capital dévolu à ce prolétariat cohérent et concentré des villes et des grands centres ne se forme pas de la même façon dans le développement de la lutte anti-impérialiste, contre le conquérant, que dans le processus révolutionnaire interne d'une nation. L'acuité beaucoup plus violente des contradictions, le cours des événements de la campagne, la lutte contre le spoliateur étranger placent plus brusquement le prolétariat urbain devant ses tâches que ne le fait le processus de différenciation au travers des luttes intérieures d'une nation.

La main-d'œuvre travaille dans des conditions techniques exécrables. Dans les mines le rendement par journée de travail est de 280 kilogs lorsque l'extraction a lieu à découvert, et de 213 kgs en moyenne générale contre un rendement de 600 kgs pour la journée de huit heures françaises. En 1929 le nombre des accidents

du travail reconnus fut de 164 pour 52.000 ouvriers, c'est-à-dire 0,33 pour cent. Le salaire des mineurs est pour les manœuvres, d'après les statistiques gouvernementales, de trois francs quatre-vingt par jour pour les hommes et de deux francs quatre-vingt pour les femmes. Dans les fabriques, quatre-vingt-dix pour cent des ouvriers travaillent comme coolies dix heures par jour pour un salaire moyen de deux francs cinquante. Le caï annamite (contre-maitre) maître de l'embauchage et du débauchage lève un impôt obligatoire de quatre à six sous par jour sur ce salaire. Deux bols de riz mangent presque la paye (Louis Roubaud).

Ce prolétariat misérable est privé de tous droits : ni syndicats, ni réunions, ni presse (censure et terreur policière). La tutélaire Inspection du travail n'existe que dans les rapports. Il souffre des mauvais traitements, des châtimens corporels, des assassinats. Sa misère va croissante, l'élévation des salaires demeurant loin derrière celle du coût de la vie (160 pour cent par rapport à 1914), et des impôts. La crise actuelle a provoqué au Tonkin des licenciements en masse tandis que le chômage partiel sévit dans la presque totalité des entreprises.

J. Doriot a donné à la Chambre française le 23 février les chiffres suivants sur le mouvement de grèves : En 1927, 3 grèves avec 350 ouvriers, en 1928, 7 grèves avec 1.900 ouvriers, en 1929, 24 grèves avec 6.000 ouvriers, en 1930 entre avril et octobre, 34 grèves avec 11.726 ouvriers. Et il indiquait les mots d'ordre : *« augmentation de salaires, suppression des amendes en argent, suppression des châtimens corporels, renvoi des surveillants annamites et français brutaux, suppression du droit de fouille à la sortie des entreprises, et, comme à Nam-Dinh, l'indépendance de leur pays »*.

L'ACTIVITE DU PARTI COMMUNISTE INDOCHINOIS

L'instrument essentiel de la lutte des masses, le jeune parti communiste indochinois, existe. Il a déjà donné des preuves éclatantes de sa valeur et de son esprit de sacrifice dans les conditions d'une répression sans merci. Mais les informations fournies aux communistes sur le contenu social et politique du mouvement révolutionnaire, le rôle, le contenu, les bases sociales de l'activité et les perspectives du jeune parti sont absolument insuffisantes pour que le mouvement communiste puisse soutenir efficacement les révolutionnaires et éclairer leur route.

La théorie de la révolution permanente forgée dans l'expérience des victoires et des défaites du mouvement révolutionnaire des vingt-cinq dernières années — et renforcée des études de Trotsky sur les étapes successives de la révolution chinoise — a posé en pleine clarté que *« la résolution véritable et entière des tâches démocratiques et de la délivrance dans le cadre national des pays coloniaux n'est concevable que par la dictature du prolétariat, guide de la nation opprimée et avant tout de sa masse paysanne »*, que *« l'alliance révolutionnaire entre le prolétariat et la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de*

l'avant-garde prolétarienne organisée dans le parti communiste », que la lutte anti-impérialiste est une lutte de classes qui n'est menée décisivement que par l'avant-garde prolétarienne organisée dans son parti communiste, entraînant le prolétariat et la paysannerie et développant son action révolutionnaire sur le terrain de classe. Il en résulte la nécessité pour les communistes d'éprouver constamment et les rapports du parti avec les autres classes et les partis de ces classes — et les bases sociales, le contenu, les perspectives du parti lui-même, ainsi que ses rapports avec le prolétariat. La direction néfaste imprimée par l'I. C. en Chine et dans l'Inde — et qui a été, sur ces points, une double falsification — rend cette tâche d'autant plus nécessaire.

Les informations confuses tendent à démontrer que la seule force en lutte ouverte contre l'impérialisme est le parti communiste indochinois, que c'est vers le parti que se tournent les masses paysannes entrées dans la lutte. Les forces nationalistes auraient subi une dislocation très forte, les nationalistes du Tonkin subissant l'influence communiste, le parti nationaliste de Cochinchine s'étant scindé et la majorité regagnant les rangs communistes. Les informateurs bourgeois (Roubaud par exemple) avaient signalé la « collusion » des partis nationalistes et communistes. La presse communiste s'est bornée à annoncer ensuite la fusion des trois partis communistes et des partis nationalistes — sans porter à la connaissance des communistes aucun élément sur les bases sociales, le contenu, l'activité du parti communiste qui serait alors la force capitale, presque unique même, de la lutte antiimpérialiste.

Pourtant c'est dans ces conditions que Doriot substitue les schémas de Martynov-Staline à la dialectique marxiste. Alors que les premières conditions en font défaut dans la situation économique, sociale et politique de l'Indochine (comme il résulte déjà des premières données recueillies ici) il a mis en avant la formule de la « *révolution démocratique bourgeoise nationale d'abord* ». Dans sa préface aux discours réunis sous le titre *l'Indochine martyre*, au début de 1930, il écrivait : « ... *Les communistes opposent dans la situation actuelle la lutte pour l'indépendance, la révolution bourgeoise et démocratique dirigée contre l'impérialisme et contre le féodalisme, les deux ennemis principaux du peuple indochinois* ». Ensuite il déclarait pourquoi le parti devait être capable d'entraîner les masses sous la direction du prolétariat : « *Et c'est en vue de parcourir victorieusement cette première étape révolutionnaire — qui créera les bases pour une transformation de la révolution bourgeoise en une révolution socialiste — que les communistes doivent clarifier leurs idées, organiser leur parti et les masses révolutionnaires* ». Les théories falsifiées en honneur dans l'Internationale empêchaient de reconnaître le rôle de l'avant-garde communiste du prolétariat, conduisant, à travers ses luttes et ses accords temporaires et par sa victoire, à la réalisation des tâches démocratiques et libératrices et des conditions de la transcroissance

au stade socialiste (12). Devant la contradiction que lui apportaient les événements, l'opportunisme de Doriot devait aboutir, dix mois plus tard à sa déclaration du Comité Central du 9 décembre : *« (Doriot) a développé particulièrement la nécessité d'un soutien plus actif au mouvement révolutionnaire indochinois, passant du stade nationaliste au stade social (?)... »* Mais, bien plus que la déroute idéologique de Doriot, il importe de savoir quelles ont été, quelles sont les conceptions directrices imprimées au parti communiste indochinois.

Le fait que le parti communiste indochinois constitue la force anti-impérialiste principale, le fait qu'il a absorbé en lui la majeure partie des éléments anti-impérialistes qui lui étaient étrangers, exigent d'autant plus que les communistes de l'Internationale connaissent ses bases sociales et contribuent à orienter son activité. La croissance du parti prolétarien sur son terrain de classe est le gage de l'accomplissement de ses tâches. Ce n'est ni l'idéologie du suivisme anti-impérialiste et anti-féodal, ni l'idéologie des partis ouvriers-paysans qui l'assureront. L'élargissement de la base ouvrière, l'organisation de l'avant-garde prolétarienne des grands centres, l'armement marxiste sont les conditions qui défendront le parti contre les dangers intérieurs. L'activité du parti doit avoir sa base dans l'action menée sur le terrain de classe, dans les centres prolétariens, pour la défense des revendications spécifiquement prolétariennes (journée de huit heures, conditions améliorées de travail, libertés syndicales). Les communistes indochinois se préoccupent de ces questions dont dépend tout le développement ultérieur du mouvement : un organe communiste indochinois critiquait dernièrement l'erreur de l'orientation du travail révolutionnaire vers les petites villes de préférence à cause des difficultés engendrées par la répression. Mais ces problèmes capitaux doivent être portés devant les communistes — sans jamais naturellement que l'information expose nos camarades aux coups de l'ennemi. C'est seulement ainsi que l'héroïsme et l'abnégation de nos camarades pourront s'appuyer sur le soutien et le concours du mouvement communiste international.

(12) L'existence du stade intermédiaire de transcroissance reste d'ailleurs toute entière à mesurer.

La possession directe de la quasi totalité des entreprises industrielles et des concessions par le capital impérialiste, son rôle dans l'usure, la fiscalité et le commerce général — possession et rôle qu'il exerce sous la protection de l'armée d'occupation — posent immédiatement, au lendemain de la victoire révolutionnaire, la question de l'expropriation directe. Le rythme de la transcroissance dans les conditions de l'Indochine coloniale se présente comme encore plus rapide que pour la Chine. Pour l'Indochine exploitée par l'impérialisme étranger il en est comme pour la Chine, *« malgré son grand retard ou plutôt à cause de ce retard »* (L. Trotsky). Cela ne modifie pas la direction générale, et ne porte atteinte en rien (au contraire) au rôle du prolétariat, classe historique de la lutte contre l'impérialisme.

**
*

Les données élémentaires recueillies dans ce premier article permettent seulement d'aborder les questions capitales du mouvement révolutionnaire indochinois qui sont posées devant les communistes.

1°) *Les perspectives du mouvement actuel. La nécessité de lier le mouvement des campagnes et des villes.* Pour que l'effervescence insurrectionnelle qui dresse si héroïquement les paysans contre l'appareil répressif soit rattachée sans défaillance au développement continu de l'action révolutionnaire, il faut que son mouvement ascendant soit lié à celui de la seule classe capable d'assurer la continuité et la victoire de la révolution, le prolétariat des villes, et à son expression, le parti. La paysannerie indochinoise témoigne, depuis de longs mois de luttes constantes, des forces qu'elle est capable de vouer à la révolution. Il revient au parti communiste indochinois de prendre la direction de ces forces, d'en élever le niveau politique, de les embrasser dans une action commune sous l'égide du prolétariat des grands centres. La lutte révolutionnaire contre l'impérialisme français sera une lutte dure et qui exigera de grandes ressources. Le développement rectiligne des luttes paysannes actuelles ne suffira pas à écraser l'appareil répressif du conquérant. Leurs réserves de force et de courage seront gagnées pour la révolution dans la mesure où le parti saura créer et développer l'unité politique des luttes, sous sa direction. La situation exige une conception lucide de la stratégie révolutionnaire, de la nécessité de donner au mouvement des campagnes un guide dans le mouvement du prolétariat des villes.

Le parti remplira cette tâche en liant à son action prolétarienne le programme de révolution agraire et en mettant en avant les mots d'ordre démocratiques et d'indépendance qui traceront à la révolution la voie vers la dictature du prolétariat, guide des masses opprimées : suffrage universel, élection d'une Assemblée Constituante, indépendance nationale.

2°) *Le développement du parti communiste. Le mouvement prolétarien.* Au développement du parti communiste en tant qu'organisation de l'avant-garde prolétarienne, est liée son action dans les rangs du prolétariat, classe de la révolution anti-impérialiste. Les mots d'ordre aptes à rassembler les masses et à les faire entrer dans la lutte, à développer la lutte sur le terrain de classe, concernent la journée de huit heures, le contrôle ouvrier, l'augmentation des salaires, les libertés syndicales, le droit de grève. A ces mots d'ordre seront liés les mots d'ordre démocratiques et d'indépendance. C'est dans le développement même des luttes sous la direction du parti que la puissance accrue du mouvement et le cours révolutionnaire cristalliseront concrètement ces mots d'ordre et les « réduiront à un seul dénominateur : la dictature du prolétariat » (13).

(13) L. Trotsky. La Révolution espagnole et les tâches des communistes.

L'organe communiste indochinois a mis maintenant en avant le mot d'ordre des Soviets. Les Soviets sont la forme actuelle de l'accession révolutionnaire au pouvoir des classes opprimées. Ce sont les formes d'organisation que se donnent les masses dans le développement et l'organisation de leur montée révolutionnaire : au travers de leurs luttes les masses en constituent leur organisation directrice. Mais les soviets ne peuvent développer leur action systématique que si le prolétariat y joue un rôle déterminant. La conception stalinienne des soviets paysans est une falsification funeste. L'adoption du mot d'ordre des Soviets est lié au développement du mouvement des villes.

A cette activité dans les rangs du prolétariat, est liée la question du syndicalisme révolutionnaire dont les communistes ne savent rien que son existence héroïque traquée dans l'illégalité.

3°) *Les mots d'ordre de la révolution agraire.* Le caractère de la révolution agraire en Indochine rend nécessaire la mise au point des mots d'ordre à mettre en avant. Le caractère de la propriété paysanne, la misère des masses paysannes petites propriétaires, l'exploitation par le paysan aisé, l'usure et le fisc mêlent étroitement à tout programme de révolution agraire l'atteinte à la propriété privée bourgeoise. De la Chine, Léon Trotsky écrivait : « *La révolution agraire dans ce pays signifie et signifiera dorénavant insurrection non seulement contre les peu nombreux hobereaux et (L'Internationale Communiste après Lénine).* » En Indochine, les problèmes agraires embrassent : la confiscation des grandes propriétés, l'abolition de l'usure et de la fiscalité oppressive, l'exécution des travaux techniques d'intérêt général, les conditions intellectuelles et matérielles de la rénovation de la technique. Ils posent pour le parti la nécessité d'organiser les paysans pauvres. Enfin les grandes concessions (riz, hévéa) présentent un type évolué d'exploitation agricole, équipées techniquement (à un degré rudimentaire au moins) pour l'exploitation collective dont le sort est bien plus lié à celui des usines et entreprises, et dont les ouvriers agricoles ont à présenter immédiatement des revendications analogues aux revendications des ouvriers de l'industrie (14).

4°) *La liaison avec les mouvements révolutionnaires d'Asie.* Les conditions historiques, géographiques et économiques du mouvement révolutionnaire d'Indochine le rattachent très fortement aux mouvements révolutionnaires qui sont ses contemporains en Chine et dans l'Inde. C'est évidemment une tâche des communistes d'organiser, pour leurs conditions communes et les concours qu'ils ont à se donner, la liaison des mouvements prolétariens révolutionnaires d'Asie.

La question des perspectives révolutionnaires se pose aussi sur le plan continental. Les bourgeois du Kuo-Min-tang de gauche

(14) Les conditions de recrutement des travailleurs du Tonkin et leur expatriement sont des abus particuliers qui pèsent sur les travailleurs des plantations.

(Wan-lin-Wei) avaient, pour leurs fins propres, déjà mis en avant la question des Etats-Unis d'Asie. (Cette question se pose également sur le plan de l'organisation économique. L'Indochine productrice de riz voit la Corée, le Siam, la Birmanie, l'Inde développer leur production rizicole. Les mines chinoises concurrencent les mines du Tonkin. Par contre les possibilités en combustibles et en minerais de l'Indochine peuvent jouer un rôle dans la production asiatique). Les communistes ont à aborder cette question, dans la résolution de laquelle l'URSS, trait-d'union de l'Asie et de l'Europe, remplirait un rôle essentiel.

5°) *La liaison du mouvement du prolétariat colonial et du prolétariat de la métropole.* L'unité de la lutte contre l'impérialisme français rend nécessaire une liaison étroite entre le mouvement de la colonie et celui de la métropole. Le prolétariat révolutionnaire de la métropole doit remplir son rôle en prêtant son concours à tout le mouvement indochinois. Mais de plus, l'action révolutionnaire dans la colonie se heurte à un appareil de répression d'importation dont les points vulnérables se trouvent dans la métropole. Le facteur de la dislocation du pouvoir central, essentiel dans les situations révolutionnaires, fait défaut au mouvement indochinois (15). Les vingt millions d'Indochinois sont exploités par l'entremise de 30.000 Français. Mais l'impérialisme dispose d'une force répressive de près de 30.000 hommes dont dix à douze mille soldats européens professionnels (engagés des troupes coloniales, légion étrangère) et quelques milliers de « montagnards » recrutés avec sélection parmi les tribus « arriérées » du Cambodge, du Laos, du Haut-Tonkin (16) (Muong, Man). Au service de cette répression il use de tanks, d'autos mitrailleuses, d'avions de bombardement — ainsi que d'un appareil de Sûreté générale. Outre la nécessité de la liaison générale du mouvement contre l'impérialisme, outre la nécessité de l'unité d'action et du concours idéologique nécessaire, l'action du prolétariat de la métropole s'impose pour apporter son concours au mouvement révolutionnaire indochinois. Une vaste et systématique agitation dans le prolétariat de la métropole pour le soutien effectif des révolutionnaires indochinois, contre la répression impérialiste est la tâche indispensable du parti français. Il est absolument nécessaire de l'empêcher de fouler plus longtemps aux pieds la résolution du 4^e Congrès : « *Chacun des partis communistes des pays possédant un domaine colonial doit se charger d'organiser systématiquement une aide matérielle et morale au mouvement révolutionnaire ouvrier des colonies* ».

F. GERARD.

(15) A l'exception des tirailleurs recrutés parmi les paysans et prolétaires d'Indochine, parmi lesquels s'exerce activement l'action anti-impérialiste.

(16) Nous reviendrons sur ces régions moins directement intéressées aux phases actuelles.

Esquisse sur le mouvement de la jeunesse ouvrière

La situation des jeunes prolétaires est de plus en plus pénible dans l'évolution présente du capitalisme. Depuis l'après-guerre des dizaines de milliers de jeunes sont lancés dans la production mécanique, dans le textile, les mines, etc... afin d'essayer de rendre à peine suffisant le budget familial.

Sur un million de jeunes ayant quitté l'enseignement primaire pour entrer dans une vie de labeur malgré leurs 13 ans il y en a plus de 900.000 qui sont jetés dans la production sans préparation, à la merci des capitalistes qui en font, dans la plupart des cas, des manœuvres spécialisés; 100.000 environ échappent à ce régime en fréquentant les écoles d'apprentissage et les cours professionnels qui dépendent surtout des organisations chrétiennes et patronales.

Cette question importante de l'apprentissage nous intéresse particulièrement, parce qu'elle touche des dizaines de milliers de jeunes de 12 à 16 ans. L'apprentissage joue un rôle important dans la classification sociale des travailleurs. En effet, les jeunes apprentis, appuyés par les organisations fascistes ou socialistes, parviennent à la situation d'ouvriers qualifiés. Ils reçoivent alors un salaire plus élevé, ce qui tend à les éloigner de la grande masse des ouvriers manœuvres dans la lutte économique et politique, sans en faire toutefois une aristocratie ouvrière, du genre de celle qui existe aux Etats-Unis.

La situation matérielle des jeunes apprentis est très critique. ils sont soumis au contrat d'apprentissage, sous l'autorité de la loi du 20 mars 1928, qui est un véritable contrat d'exploitation et de soumission absolue devant les patrons. Le salaire des jeunes apprentis est minime. Dans la région parisienne 70 pour cent des apprentis de troisième année (en moyenne 16 ans), sont payés 2 fr. 25 de l'heure dans la mécanique, 2 fr. 50 dans la fonderie, 2 fr. 30 dans la chaudronnerie, et 2 fr. 10 dans les industries connexes. Les jeunes employés de bureau, manutention et courses gagnent en général le royal salaire de 500 fr. par mois. Les taux dans la région parisienne ont d'ailleurs tendance à la baisse, surtout par suite des perspectives de chômage qui se précisent davantage chaque jour dans plusieurs branches de production (commerce, mécanique, habillement, luxe etc...). En province, dans le Nord et l'Est pour le textile, les mines et la mécanique, les salaires sont nettement inférieurs à

ceux de la région parisienne. Quant aux jeunes paysans, garçons de fermes ou journaliers dans le Centre et le Midi, leur salaire est dérisoire et l'exploitation renforcée, leur gain ne dépasse guère 400 francs dans le meilleur des cas; pour certains — même dans la région parisienne, la paye est tellement faible que de jeunes travailleurs des champs deviennent les créanciers de leur patron. On voit par ces chiffres combien le budget des jeunes apprentis est insuffisant. A cela vient s'ajouter l'abus des longues heures de travail. Dans la majorité des cas les jeunes font 9 et 10 heures par jour. L'emploi de la main-d'œuvre de la jeunesse ouvrière est un moyen excellent pour favoriser l'accumulation capitaliste, et aussi une possibilité de jeter la division dans la classe ouvrière en dressant les jeunes contre les vieux.

Nous ne connaissons pas les statistiques officielles du nombre de jeunes dans la production en 1930. La dernière statistique fournie date de 1921; nous la donnerons malgré ce décalage d'années, car les chiffres publiés sont précieux.

En 1921 il y avait au total pour l'industrie et le commerce 1.817.048 jeunes salariés de moins de 20 ans. Ils se répartissaient comme suit :

	J. G.	J. F.	Total
Employés	120.613	180.773	301.386
Ouvriers	728.490	483.391	1.211.881
Divers	87.723	216.058	303.781
Totaux	936.826	880.222	1.817.048

Sur 1.817.048 jeunes travailleurs il y en avait 700.000 de moins de 15 ans. A cette époque le nombre total des salariés hommes et femmes était de 12.619.946 ! On peut dire qu'à l'heure actuelle le chiffre de deux millions et demi de jeunes salariés n'est pas exagéré. Cette couche de travailleurs la plus exploitée nous intéresse au plus haut point à cause du vaste champ de recrutement qu'elle offre aux besognes de trahison auxquelles se livrent la bourgeoisie et tous ses soutiens.

L'ORGANISATION DE LA JEUNESSE OUVRIERE

Le problème de l'organisation fut posé très rapidement par la bourgeoisie dès le lendemain de la guerre. Le rôle des jeunes dans la lutte antimilitariste fut un levier révolutionnaire très important dans la lutte contre l'impérialisme, aussi celui-ci tenta par tous les moyens d'embrigader la jeunesse ouvrière dans ses organisations pro-fascistes, sportives et distractives. Pendant longtemps il fut incapable d'organiser les jeunes travailleurs, ne touchant seulement que les éléments de la moyenne bourgeoisie par l'intermédiaire de l'Union du Scoutisme. Mais le sport l'aida beaucoup, et il put conquérir par ce moyen des dizaines de milliers de jeunes ouvriers en les rendant passifs dans les luttes sociales. Cependant aujourd'hui, avec la J. O. C. par exemple, il pénètre jusque dans les usines. Il faut s'inquiéter de la création des bastions de la bourgeoisie

sous l'égide du clergé, qui sait tromper démagogiquement les jeunes travailleurs. Il faut passer à l'offensive et empêcher l'infiltration du mensonge chrétien dans les syndicats et aussi enrayer la tentative de militarisation des jeunes qui s'effectue au moyen de différentes organisations.

I. — LE SCOUTISME.

Le scoutisme est la première tentative sérieuse de la bourgeoisie pour organiser la jeunesse. Le scoutisme en général embrasse trois fédérations en France. La plus forte est celle qui se tient sous l'influence du clergé catholique; elle groupe 30.000 adhérents effectifs. L'union protestante compte environ 15.000 adhérents et les Eclaireurs de France (laïques) environ 10.000. Ces derniers sont en progression assez rapide. Si dans chacune des Fédérations il semble qu'on rencontre différentes philosophies, le but de militarisation est identique pour elles trois. Nous pouvons comprendre immédiatement le mode de recrutement de ces organisations essentiellement bourgeoises. Les scouts ne sont recrutés en général que parmi la haute et surtout la moyenne bourgeoisie; on y trouve quelques éléments du prolétariat mais « recommandés » par la paroisse ou le cercle. L'ensemble du contingent comprend très peu de jeunes ouvriers; une forte minorité d'employés et la majorité est composée de jeunes des écoles qui par leur éducation bourgeoise sont appelés à devenir les cadres de chaque groupe.

L'action essentielle du scoutisme est le militarisme, et repose sur la discipline au service de la bourgeoisie. Et sous des objectifs de distraction les groupes de scouts pratiquent un entraînement guerrier sous le couvert d'un idéal patriotique déclaré. Cette militarisation de la jeunesse est activement soutenue par l'ensemble de la bourgeoisie qui aide au grand développement du scoutisme par la création de cercles d'éducation et de groupes artistiques. Les cercles d'éducation et artistiques deviennent les foyers de recrutement du scoutisme, et de la manière dont dépendent ses organisations ou sous-groupes auxiliaires, c'est-à-dire de la paroisse, le recrutement se trouve sélectionné; le scoutisme est donc bien un recrutement de classe parmi les différentes couches de la bourgeoisie.

Le scoutisme est un pilier actif du capitalisme grâce à sa militarisation de la jeunesse. En tant que force adverse nous devons surveiller étroitement son développement et empêcher tout recrutement dans le prolétariat. Pour l'instant ce danger de travail en grand au sein de la classe ouvrière ne se pose pas, car les dirigeants sont jaloux de leur organisation et veulent lui garder son aspect patricien, au-dessus de la plèbe.

Dans la méthode des dirigeants il y a une chose à retenir, c'est qu'ils ont su rendre la discipline agréable et distractive; d'où l'engouement petit-bourgeois vis-à-vis de ces organisations. Chez nous les *pionniers rouges*, copie des scouts, moins la discipline prolétarienne n'ont pas de méthodes pour garder à eux les jeunes éléments qu'ils peuvent grouper.

Nous devons indiquer encore que le scoutisme a dans le monde trois millions d'adhérents. Cette force militariste de la bourgeoisie n'est pas à dédaigner. Nous devons dans notre lutte contre le scoutisme démasquer son caractère de classe, l'aide qu'il apporte au militarisme bourgeois. Nous limiterons ainsi son recrutement et son influence, et, contre lui, l'action des campeurs prolétariens doit faire le reste.

II. — LA JEUNESSE PATRIOTE

Le noyau de l'*Action française* en pleine dégénérescence, recruté dans des milieux très spéciaux, n'est guère intéressant pour nous. Quant aux J. P. ils nous intéressent dans la mesure où ils peuvent devenir une troupe d'assaut contre le prolétariat. Actuellement les quelques milliers de jeunes étudiants et dévoyés des Jeunesses Patriotes sont en pleine déroute politique. Leur dernier congrès fut celui de la débâcle, leurs manifestations extérieures furent nulles et pendant les dernières élections de 1928, ils marquèrent un net recul, ne parvenant même pas à soutenir leurs candidats, tel Camille Aymard. La leçon de la rue Championnet fut pour eux le dernier avertissement. La quasi-inexistence des J. P. se rattache en très grande partie à la question de la possibilité d'apparition du fascisme ou du maintien de la république bourgeoise parlementaire. De là une division profonde dans leurs rangs — qui a abouti à une rupture. Au point de vue social, Taittinger et ses troupes ne représentent pratiquement rien, mais ils peuvent du jour au lendemain fournir des embryons de cadres à la bourgeoisie en péril; l'unité se ferait vite alors. L'organisation des J. P., très limitée, n'a aucune base dans le mouvement ouvrier. Son recrutement est bourgeois, il se fait dans les écoles et les universités et aussi quelque peu parmi les employés, surtout ceux des banques. Leur idéal, l'exaltation patriotique, est lamentable et ne peut toucher de larges masses, car on voit trop clairement qu'il s'agit de défendre le coffre-fort. D'autre part, depuis que le clergé oriente lui-même ses organisations sur un plan plus actif et social, le recrutement des J. P. s'est desséché. Entre eux et nous, c'est une lutte qui doit être dure, sans compromis.

III. — LES JEUNESSES LAIQUES

La bourgeoisie radicale a aussi son mouvement parmi la jeunesse, mais il est comme le précédent, très étriqué, quoique il se prétende inspiré par une idéologie plus généreuse.

Les jeunesses laïques ont quelques forces dans la région parisienne dans le 1^{er}, 2^e, 4^e, 5^e, 7^e arrondissement, en banlieue, et dans certaines villes de province. Leur recrutement est limité, il a la prétention de constituer une élite anti-cléricale. Les vieux rationalistes et les penseurs du 18^e et 19^e siècles se moqueraient ironiquement d'un tel mouvement qui prend toutes les formes que l'on veut, discute sur la religion, mais ne veut attaquer aucune institu-

tion religieuse, celles-ci se trouvant en fait soutenues par l'Etat. La bourgeoisie libérale ne s'intéresse guère au mouvement des jeunes laïques car elle sait bien qu'il ne représente rien dans la lutte contre le prolétariat.

Leur base sociale est constituée par les milieux intellectuels, les employés, quelques ouvriers et une plus grande minorité de paysans. Leur agitation est restreinte à des cercles étroits où le style ancien domine, et à des fêtes « laïques ». Leurs seules manifestations publiques ont lieu pour la défense de la « Paix », la S. D. N. etc... Car depuis que Briand et Herriot sont bien avec les Monseigneurs, la campagne contre les curés est morte. Ces petits cénacles de jeunes radicaux (seulement dans le mot) ne peuvent constituer une force particulière entre nous et le capitalisme. Même si se déclenchait une vague de protestation de la moyenne bourgeoisie, leur rôle serait nul car leur organisation, sans vie intérieure, sans foyer d'agitation ne peut vivre et ne peut lutter dans la période présente. La seule chose qu'ils peuvent faire c'est aider les muscadins; c'est pourquoi, s'ils tentent de recruter dans le prolétariat nous les combattons avec énergie comme nos pires adversaires.

IV. — LE MOUVEMENT CHRÉTIEN PARMI LA JEUNESSE.

LA JEUNESSE OUVRIÈRE CHRÉTIENNE

La refonte de l'organisation de l'Eglise au 19^e et 20^e siècle, en s'adaptant aux formations sociales modernes et encourageant les groupements catholiques à pénétrer profondément le prolétariat sur la base des revendications de classe, a fait du mouvement chrétien un des mouvements les plus dangereux contre la classe ouvrière. Parmi les jeunes, ce mouvement chrétien social s'exprime par une organisation neuve datant de quelques années et groupant 14.000 adhérents effectifs : la J. O. C. — avec un journal mensuel qui tire à 90.000 exemplaires. Cette organisation de la jeunesse chrétienne met à la base de sa charte : le bien-être de la classe ouvrière par des améliorations dans les rapports entre travailleurs et patrons et des réformes sociales et politiques inspirées par la bannière pontificale.

La J.O.C. est puissamment organisée et soutenue par le haut clergé, qui guide en fait la marche de l'organisation vers le but final qui est de livrer la classe ouvrière désarmée aux capitalistes. La J.O.C., en s'occupant de petites revendications ouvrières, profitant de la bienveillance complice de certains patrons, a obtenu dans ce domaine quelques résultats positifs. Cela a suffi pour créer autour de l'organisation une légende de nouvelle croisade sociale et lui permettre un recrutement progressif à l'intérieur de la classe ouvrière.

L'organisation est formée sur la base de sections locales ou d'usines groupées en Fédérations dont l'une des plus fortes et des plus dangereuses est celle du Nord. Comment la J.O.C. recrute-t-elle?

La J.O.C. s'appuie sur les cercles catholiques de chaque paroisse et ce sont de ces cercles que sortent des cadres solides de l'organisation. Les cercles catholiques organisent des fêtes, des conférences, etc... On parle de la J.O.C. et on tente de monter une section. Comme la principale tâche pour les curés est la conquête des jeunes cerveaux, alors le but principal est de sauver l'apprentissage, de sauver la jeunesse du chômage, etc... avec toute leur terminologie chrétienne. Les jeunes garçons et les jeunes filles s'intéressent à 14 ans aux fêtes, au cinéma et autres distractions. Alors la prêtraille, se modernisant, multiplie fêtes, séances cinématographiques, sorties champêtres, pour conquérir à elle la jeunesse ouvrière. Cette propagande habile est dangereuse. Non pas qu'elle organise puissamment les jeunes ouvriers derrière l'autel catholique. Car dans ce recrutement facile la religion fait d'énormes concessions doctrinales (et cela est son côté faible) mais parce que pour l'avenir elle neutralise des couches ouvrières en faveur de la bourgeoisie si une propagande hardie des révolutionnaires n'a pas réussi à entraîner, à noyauter politiquement cette organisation lourde dans son action. La direction du clergé a compris elle aussi que son organisation pouvait flancher très rapidement et, pour éviter cela elle lui a donné une armature plus solide : les cercles d'études qui sont le prolongement des sections. Ces cercles d'études ont le devoir d'encadrer les sections, de les endoctriner. En effet c'est dans ces cercles d'études, que l'on forme des jeunes ouvriers chrétiennement armés d'une arme idéologique et qui seront chargés ensuite de la propagande parmi les ouvriers, connaissant mieux le milieu que les membres du cercle catholique. Le recrutement intensif de la J.O.C. est le seul danger contre le mouvement révolutionnaire. Il est dangereux en effet de savoir qu'il y a à Roubaix-Tourcoing plus de 600 jocistes organisés. Il est sûr que lorsque la Jeunesse Communiste aura compris tout le travail qu'il y a à faire contre la J.O.C., l'organisation déclinera aussi rapidement qu'elle est née, car la majorité des jeunes jocistes n'est pas catholique et deviendra révolutionnaire après une propagande sérieuse, *car ces jeunes ouvriers sont de notre classe par le rôle qu'ils jouent dans la production; ils ne sont pas de celle du clergé et de ses suppôts.* Ce sera là le secret de la défaite de la J.O.C. et la J.C. doit attaquer sur le terrain où les prêtres ont transporté l'organisation, face à l'usine. Donc pour nous, nous devons veiller à empêcher une croissance de la J.O.C. et mener partout où il existe des sections, une campagne acharnée dans tous les domaines sociaux, et acculer l'adversaire sur son propre terrain. Le mouvement chrétien groupe aussi une Fédération sportive qui compte plus de 100.000 membres, des cercles catholiques puissants et le groupement de la J.A.C. qui organise les jeunes paysans et compte 2.000 adhérents ayant un journal tirant à 10.000 exemplaires. Parmi nos adversaires réactionnaires c'est la J.O.C. la plus dangereuse car elle illusionne par ses réformes. Nous devons préparer une campagne idéologique pour un regroupement de la jeunesse ouvrière. Telle est notre tâche.

V. — LA JEUNESSE SOCIALISTE

A l'intérieur de tout mouvement révolutionnaire il se crée une partie réformiste dangereuse. Elle est le prolongement de l'adversaire (la bourgeoisie) dans nos rangs. La J. S. reflète un de ces phénomènes de pénétration de notre mouvement. La J. S. n'existait pas en 1920, lors de la scission de Tours, et maintenant elle compte plus de 6.000 membres avec un journal bi-mensuel. Depuis deux ans surtout les progrès des J.S. sont très rapides, même dans la région parisienne, terrain des J. C. Actuellement on compte environ 700 membres des J. S. dans la région parisienne.

Le développement du réformisme dans la jeunesse ouvrière au moment où la J. C. subit des échecs graves est significatif et d'ailleurs pour le mouvement révolutionnaire. La J. S. créée artificiellement par le parti socialiste n'a commencé à se développer qu'à l'instant où la Jeunesse Communiste a commis de graves fautes, au moment de sa mécanisation, de sa sécheresse politique et de son faux radicalisme. Grâce à l'accumulation des fautes le réformisme naissait et se développait en puissance parmi la jeunesse ouvrière. Le parti socialiste comprit l'importance de la création d'une Jeunesse et l'aidera par ses cadres, par ses écoles etc... Le mode d'organisation est identique à celui du parti. Il repose sur la base des sections locales et fédérations dirigées par un Comité national mixte. Les cadres des Jeunesses socialistes sont des intellectuels, des étudiants, très peu d'ouvriers. N'ayant pas de traditions révolutionnaires, le courant politique dominant de l'organisation est forcément un opportunisme droitier, dirigé par Dumon et Lévy. La jeunesse socialiste profitant des fautes des J. C. est parvenue à s'imposer dans la R. P., dans le Nord et dans certaines villes de l'Est ainsi que dans la campagne dans le Midi.

Le danger le plus sérieux existe surtout dans la région parisienne et dans le Nord, car cette propagande touche les milieux de jeunes ouvriers et très habilement les radicaux ils entraînent derrière leur drapeau « rose » des jeunes travailleurs. Savoir qu'il existe dans le 20^e arrondissement, centre prolétarien, 100 membres des J. S. dont une bonne partie de jeunes ouvriers, montre combien leur propagande est dangereuse. Les résultats positifs du recrutement sont dus, d'une part à l'aide du parti et au système de fêtes et de distractions diverses. Cette méthode de recrutement, du point de vue révolutionnaire, est très mauvaise, du fait que 1° la J. S. n'a pas d'autonomie politique (en fait c'est le parti qui dirige), 2° il n'y a pas, de ce fait, de revendications particulières aux jeunes sur tous les terrains, 3° n'ayant pas ou peu d'activité politique la J. S. recrute au moyen de fêtes etc... sans préparation idéologique, sans perspectives sérieuses. Seuls les cadres connaissent quelque peu les buts du « socialisme » de la II^e Internationale. Quant au reste, à la grande masse des adhérents, sous l'influence trop grande du parti ils ne peuvent se développer; ils forment une couche oscillante qui peut subir des fluctuations sérieuses à un premier choc avec des méthodes et une politique

révolutionnaire qui peut l'entraîner à sa suite. C'est là une grosse faiblesse de la J. S., qui peut organiser 6.000 jeunes, former des brigades de choc, mais ne donne pas à ces jeunes travailleurs l'élan révolutionnaire qui correspond à sa situation et à son développement. Malgré une apparence de santé dans la montée des effectifs, l'organisation des J. S. est fragile dans son armature, et ne peut pas devenir une organisation indépendante. Elle croulera en organisation libérale et elle perdra son élément sain, les jeunes ouvriers, au profit des jeunesses communistes.

La J. S. n'a pas d'avenir correspondant soi-disant à son idéal, mais dans les temps présents elle peut jouer un rôle dans le mouvement ouvrier qui peut être néfaste si la Jeunesse Communiste ne reprend pas vigoureusement sa marche en tenant fermement le flambeau révolutionnaire.

VI. — LA JEUNESSE COMMUNISTE

Après cet examen succinct des organisations adverses, brosons un tableau rapide de l'organisation et des tâches de la Jeunesse Communiste. La Jeunesse Communiste française née au lendemain de la guerre dans l'enthousiasme de la jeunesse ouvrière, donnait des espérances au mouvement ouvrier. La période de progression de l'organisation qui s'étend entre 1920 et 1924 vit le nombre des adhérents monter à 15.000 jeunes organisés, et non fictifs. Cette montée des forces de la Jeunesse Communiste correspondait en premier lieu à une vague révolutionnaire dont l'Allemagne était la pointe, et, en deuxième lieu, à une bonne application des tâches (agitation économique) dans le mouvement ouvrier, doublés d'une éducation que l'on donnait aux jeunes organisés. Les tâches antimilitaristes étaient inspirées du début de la fondation de l'Internationale des Jeunes. La Jeunesse Communiste par son travail et par son sérieux avait obtenu un grand crédit auprès des jeunes, et toutes ses manifestations étaient suivies par les masses qui avaient confiance dans l'organisation.

Actuellement, la décroissance de l'organisation des Jeunesses est tellement grave que le parti doit battre le rappel pour tenter de remonter la Jeunesse Communiste qui s'écroule lentement dans l'indifférence.

L'organisation groupe encore environ 5.000 adhérents, malheureusement un grand nombre de membres ne sont que fictifs. Cette chute de la Jeunesse Communiste s'explique en partie par la décroissance du mouvement révolutionnaire dans la dernière période, mais, aussi et surtout par les mauvaises méthodes bureaucratiques, par le manque d'éducation dans l'agitation, par le peu de sérieux de l'organisation, son manque d'enthousiasme, et parce qu'elle est dirigée par la méthode stalinienne qui met le Comité central à la disposition d'une clique bureaucratique sans avenir.

Des régions entières de l'organisation ont disparu, d'autres sont très malades, telle celles de Lyon, Marseille et surtout la Région Parisienne après le dernier scandale du Bureau régional

qui montre que la J. C. est entrée dans une crise morale très profonde. L'éducation est nulle dans la Jeunesse, le minimum du bagage politique d'un jeune communiste est abandonné par les dirigeants sans scrupules; quant à la valeur morale que l'on doit trouver dans l'organisation (en se basant sur les thèses du 2^e congrès mondial de l'I.C.J.), la vulgarité est de règle, et les marques de dégénérescence se précisent chaque jour davantage; c'est une sorte de retour à l'anarchisme.

Le grandes tâches de la Jeunesse Communiste — l'antimilitarisme, le travail syndical et l'éducation, sont ridiculisées par les jeunes bureaucrates de l'organisation. Le travail antimilitariste est devenu une revendication de « patates », le travail syndical celui de commissions et l'éducation, une mécanisation stupide prônée par Couleilhas.

La Jeunesse Communiste qui a de nombreuses tâches historiques à remplir est rongée par le même mal qui dévore l'Internationale, le bureaucratisme qui engendre toutes les erreurs et est, lui-même, la conséquence d'erreurs politiques fondamentales. Cependant il ne faut pas rejeter l'organisation, et c'est dans la mesure où nous développerons nos noyaux de jeunes, éduqués par l'opposition de gauche, que nous pourrons redresser la Jeunesse Communiste et lui faire accomplir son grand travail d'action contre les adversaires. La situation est sérieuse, car les organisations réactionnaires et réformistes entament réellement le mouvement des jeunes. Aussi la tâche la *plus immédiate* est-elle celle du travail *syndical*. Il faut grouper les jeunes sur le terrain de revendications économiques, sur la base d'une plate-forme qui doit être élaborée par la Jeunesse Communiste sans toutefois montrer un sectarisme étroit. Dans cette plate-forme, à la question de l'apprentissage, une grande place doit être consacrée, elle est urgente pour parer aux manœuvres des Jocistes et des réformistes, puis aux revendications des jeunes ouvriers : salaire égal à l'adulte, hygiène, maladies, et la question des assurances. La résolution du Bureau de la Fédération des J. C. examine en détail la situation économique et politique, mais sur l'agitation pour les revendications elle ne fait que mentionner différents points sans en donner un examen approfondi, et sans définir la tactique qui doit viser à faire aboutir ces revendications. A cela bien entendu viennent s'ajouter les perspectives politiques et le rôle que doit jouer la J. C.

C'est pour cela que la Résolution du B. F. est mauvaise, et ne correspond pas à la situation des jeunes et ne peut aboutir sérieusement à un regroupement syndical.

Pourtant ce n'est que dans la mesure où la plate-forme d'action sera juste et correspondra aux aspirations des jeunes qu'il y aura possibilité d'enrayer la marche en avant des adversaires et de passer ensuite à l'offensive.

Toute cette erreur d'appréciation du document du B. F. provient du manque d'éducation politique. C'est pour cela que l'opposition de gauche avait fait du mot d'ordre de l'éducation un point central pour freiner le mouvement de dégénérescence des J. C. En

effet, quand on voit un Comité Central qui ne réunit pas la moitié de ses membres et que ce Comité inéduqué politiquement est à la merci des aventuriers incapables de la direction qui conduisent notre organisation à la ruine, il y a lieu de s'inquiéter.

Il faut sauver la Jeunesse Communiste, il faut lui redonner sa vigueur primitive et pour cela, devant l'urgence du mal nous disons : *Face aux jeunes, travail dans les syndicats*, dans chaque section de jeunes qui sera formée il faut créer un cercle d'éducation des jeunes ouvriers sous la direction politique des cadres éduqués du mouvement communiste. Le parti dans son appui au mouvement des jeunes ne doit pas mettre la J. C. en tutelle mais doit créer le plus rapidement possible des cadres sérieux et laisser toutes les initiatives à la Jeunesse.

Dans cette situation de crise économique nous devons agir rapidement sur le terrain syndical et puiser dans ce mouvement des forces neuves qui donnent une impulsion vigoureuse à la Jeunesse Communiste qui redressera le flambeau de Karl Liebknecht et marchera en avant à la pointe du combat révolutionnaire.

DANIEL LEVINE.

La crise économique et ses répercussions

La crise économique mondiale a surpris l'Internationale Communiste presque à l'improviste. Cette affirmation peut paraître paradoxale, si l'on songe aux quantités énormes d'articles qui ont été écrits à ce sujet dans la presse communiste de tous les pays, même à l'époque où la crise n'avait pas éclaté. Mais en réalité le manque de fermeté dont les dirigeants centristes ont fait preuve, le désarroi qui a surgi dans les sections nationales au fur et à mesure que les événements venaient prendre les bureaucrates à la gorge, et les obligeaient à prendre position en analysant la crise, ses formes, son ampleur, sa durée, ses perspectives nationales et internationales, ses conséquences révolutionnaires, tout cela a montré et continue à montrer que, malgré les longs bavardages sur ce sujet, la direction des partis et de l'Internationale tout entière n'était pas préparée, théoriquement et stratégiquement, à utiliser la crise économique qui éclatait, comme une nouvelle phase dans le développement révolutionnaire.

Cela est vrai pour la plupart des pays, aussi bien pour les Etats-Unis que pour l'Allemagne. Et nous en avons un exemple bien caractéristique en France. Comment d'ailleurs en serait-il autrement? Depuis le 6^e Congrès Mondial, l'Internationale Communiste, a pris, sous la direction de Staline et Boukharine, une route qui tourne radicalement le dos aux enseignements de Marx et de Lénine. Dans le programme qui y a été adopté sont contenues toutes les recettes à utiliser dans les diverses éventualités devant lesquels peuvent être placés les partis communistes. Mais ces recettes ont été si bien déterminées à l'avance, qu'elles sont inutilisables autrement qu'en les appliquant d'une façon que chaque fois la situation objective contredit. Le programme tout entier est bâti sur la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Il ouvre ainsi la voie à une application internationale du socialisme-national. Dans le domaine économique il caractérise la crise du capitalisme d'après-guerre en laissant complètement de côté la question des dépressions cycliques. Il enferme ainsi les partis dans une activité déterminée d'une part par le développement soit-disant continu et perpétuellement ascendant de la crise du capitalisme, et d'autre part par l'action nationalement bornée du parti communiste dans cette crise.

L'application des principes de ce programme ne s'est pas fait attendre. En Allemagne, le P. C. s'engage ouvertement sur la voie du

socialisme-national, préconisant la « révolution populaire » pour le renversement du traité de Versailles et du plan Young en utilisant la crise économique persistante du capitalisme allemand. En France nous assistons actuellement à la cristallisation d'une tactique analogue et aussi funeste au mouvement communiste international. Nous en avons déjà un exemple, sur lequel nous reviendrons d'ailleurs, en Alsace. Non seulement le P. C. en Alsace s'est mis à la traîne des petits bourgeois autonomistes locaux, mais il les a largement dépassés, en lançant un programme de « libération nationale et sociale du peuple alsacien » et la revendication de la république. Nous n'attendons sans doute pas longtemps avant que la direction de notre parti s'accommode à son tour de mots d'ordre et d'une tactique inspirée de la défense chauvine contre les Etats-Unis. En Angleterre, le P. C., à peu près inexistant, met en avant un programme étroitement national pour la « Charte », caricature du mouvement du siècle dernier, destiné à libérer le prolétariat anglais du chômage. Cette politique trouve aussi son écho le plus profond dans l'Inde, en Indochine, etc...

Ainsi, d'un côté le programme du 6^e Congrès tient ses promesses dans le sens du morcellement de la tactique internationale du communisme. De l'autre il a aussi poussé les partis dans la voie de l'incompréhension des mouvements de crise économique du capitalisme. Dans ce domaine la passivité la plus grande s'est faite jour. On s'est contenté d'affirmer que la crise allait toujours en s'aggravant. Il n'y a pas une période de trois mois pendant laquelle on ne puisse relever des quantités d'exemples d'une pareille analyse. Durant la fameuse troisième période, cette théorie à pris un caractère suraigu. On affirmait que la crise ne pouvait qu'être *immédiatement* et *fatalement* suivie de conséquences catastrophiques pour le capitalisme. Elle était « sans issue ». Mais ce qui est sans issue, en réalité, c'est la position des centristes. Les conséquences de cette position se font sentir maintenant. Les théoriciens stali-niens, avec le plus grand retard, ont été contraints à s'occuper de la crise, mais longtemps après que celle-ci était survenue et avait pris le caractère le plus accentué. Dans l'été 1929, les prodromes de la crise mondiale se sont fait jour sur le marché américain. Un an après, la crise avait atteint une profondeur considérable dans le monde entier, et elle apparaissait fortement en France. A ce moment là les dirigeants centristes ne s'étaient pas encore aperçu de ses vraies caractéristiques. Aux mois de février-mars 1931 ils en sont encore à discuter des questions élémentaires de la crise, et le Comité Central en est réduit à rectifier périodiquement ses appréciations. Tel est le résultat du régime d'étouffement de la pensée marxiste dans l'Internationale. Et maintenant que l'aile droite et les centristes discutent pour savoir si la crise est sans issue ou non, nous abordons précisément une nouvelle période, dans laquelle se décidera dans les faits, si le prolétariat pourra faire de cette crise une crise décisive, au moins dans des régions essentielles pour l'impérialisme mondial. Ainsi le parti est conduit à l'aveuglette, incapable de se prononcer par lui-même, réduit à l'impuissance idéologique et matérielle.

**
*

Le Bureau politique du parti vient de recevoir un nouvel aversissement des dirigeants staliniens de l'I. C. pour son imbécillité politique. Nous en voyons maintenant les conséquences. Les *Cahiers du Bolchévisme* (février 1931) et l'*Humanité* du 12. II. 31 nous en ont fait part. Dans le compte-rendu de la session du Comité central, paru dans l'*Humanité*, nous lisons : « Il faut d'abord rectifier des opinions erronées qui se sont fait jour dans nos rangs et qui confondent la crise économique cyclique avec la crise générale du capitalisme d'après-guerre ou qui, par réaction hâtive contre les opportunistes, affirment que la crise économique est fatalement sans issue pour la bourgeoisie, ce qui conduit à négliger le rôle du parti dans la poursuite de l'issue prolétarienne ».

Vraiment, notre parti est-il tellement affaibli et désemparé que depuis un an il n'a pas été capable de formuler sur le caractère de la crise actuelle une opinion assez claire et juste pour n'avoir pas besoin d'être revisée à chaque session du Comité Central? Malheureusement nous sommes obligés de convenir que cela est vrai. Les *Cahiers du Bolchevisme* ont dû ouvrir une rubrique de discussion spéciale pour l'étude élémentaire de la crise, et cette rubrique a été inaugurée par un article de Servet (article approuvé par le secrétariat du parti) qui, en somme, ne faisait que rappeler quelques vérités élémentaires. Mais, ces vérités elles-mêmes, quel sens ont-elles alors qu'aucune précision n'est apportée qui permette de les vérifier? On change un schéma théorique par un autre schéma théorique. Si bien qu'on laisse de côté la réalité vivante, qui s'écoule entre les phrases inutiles. Hier, la crise n'avait pas éclaté en France et ils la décrivaient comme s'ils l'avaient sous les yeux. Aujourd'hui qu'elle est là, ils sont incapables de la saisir.

**
*

Tâchons d'y voir un peu clair nous-même et de définir où nous en sommes.

Dans les rangs de la bourgeoisie la note est à l'optimisme. On veut s'assurer que le terrain redevient solide sous les pieds du capitalisme. Le *Temps* écrivait récemment :

« Ce qu'on peut tenir pour à peu près certain, c'est que le point culminant de la crise a été atteint. Lorsque les prix des plus importantes matières industrielles étaient tombés à un niveau où la majorité des entreprises ne pouvaient plus les produire avec bénéfice, il était clair que la baisse ne tarderait pas à être enrayée. Il semble que ce soit aujourd'hui chose faite et que, même, nous soyons entrés dans la voie de l'amélioration » (9 Mars 1931).

Cette explication elle-même montre que cette confiance renaissante est sans bases, qu'elle est seulement une opération de crédit sur la reprise escomptée. Pourquoi, en effet, veut-on que la chute des prix de vente au-dessous des prix de revient — c'est l'explica-

tion donnée par le *Temps économique* — marque le point d'arrêt, le point le plus bas de la crise? En réalité la chute des prix, la réduction du profit des producteurs capitalistes, est la conséquence directe de la surproduction généralisée, et, par suite, de la mévente. Lorsque les prix ne sont plus rémunérateurs pour le capitalisme, la crise atteint un degré d'acuité extrême. Les producteurs les moins bien outillés, isolés, handicapés de diverses façons, sont éliminés. Les faillites se multiplient. Mais cette période *peut durer*, et elle peut s'approfondir. Elle ne marque pas du tout automatiquement la fin de la période ascendante de la crise. Au contraire, cette période peut entraîner, dans les circonstances actuelles d'anarchie aggravée du marché, un nouveau rebondissement de la crise qui n'atteint pas seulement la sphère de la circulation des marchandises, de la vente et de l'achat, mais qui désorganise encore un peu plus celle de la production elle-même.

Le *Temps* croit pouvoir échapper à cette éventualité en écrivant que la baisse « ne tarderait pas à être enrayée » parce que la « majorité des entreprises » ne pourrait plus produire avec bénéfice. Cependant, le fait que ce ne sont pas seulement les entreprises capitalistes les plus faibles, les plus petites, les moins bien aménagées et outillées, celles qui manquent de crédit, qui ne produisent plus avec bénéfice, mais que ce soient la *majorité* des entreprises, c'est-à-dire, aussi les grandes entreprises, dont l'activité n'est plus rémunératrice, ne change rien à l'affaire. Si les petites et moyennes entreprises sont plus facilement éliminées; et si leur disparition n'entraîne pas de troubles sérieux dans la production capitaliste et, au contraire, assainit le marché capitaliste, par contre, les grandes entreprises résistent plus sérieusement, mais lorsqu'elles succombent, elles entraînent de vastes ruines avec elles; elles aggravent la désagrégation du marché, elles provoquent un chômage plus étendu.

Mais précisément, avant de succomber, et alors que leur marge de bénéfice diminue de plus en plus, les grandes entreprises, les cartels et les monopoles engagent déjà la lutte. Un des aspects les plus importants de cette lutte, c'est la diminution des salaires. Le grand capitalisme rapporte d'énormes bénéfices — sans cela il cesserait automatiquement de remplir son rôle. Les bilans des affaires bancaires et industrielles en 1930 le démontrent de toute évidence. Mais la masse des bénéfices tend à diminuer. Et c'est cette diminution qui pousse les patrons à engager une offensive massive contre les salaires ouvriers.

Malgré l'affirmation du *Temps*, il est certain que ce n'est pas la *majorité* des entreprises dont le bilan est déficitaire. Et d'autre part, ce n'est pas la chute des prix de vente au-dessous des prix de revient qui marque obligatoirement le point culminant de la crise

**

L'explication de l'évolution de la crise reste toujours dans la sphère de la production. C'est là que se trouve la clé, et non dans la courbe des prix. La masse des marchandises surproduites ne peut

plus être absorbée par le marché. Il faut donc que, tout au moins provisoirement, la production se réadapte au marché, ou crée de nouveaux marchés; dans les crises précédentes, les deux cas se sont vérifiés et cela pose des problèmes qui débordent la sphère économique, et sont essentiellement politiques. L'échec récent de la Conférence internationale pour la coopération économique montre à quel point les Etats capitalistes, tenaillés par le développement de la dépression, sont incapables de trouver une solution commune. On voit au contraire que les raisons qui les poussent à rechercher en commun un palliatif momentané à la crise, sont les mêmes qui les empêchent de la trouver. C'est-à-dire que chacun veut maintenir sa production en diminuant celle du voisin, et que chacun veut élargir ses débouchés en rétrécissant ceux des autres. Malheureusement et la production, et les marchés, ont aujourd'hui une structure mondiale dont chaque Etat capitaliste est plus ou moins dépendant. De telle sorte que les nécessités individuelles de la production et de l'accumulation capitalistes de chaque Etat se heurtent avec une force toujours plus grande aux fonctions et aux limites du marché mondial.

La brise d'optimisme qui caresse actuellement les oreilles des journalistes capitalistes a son origine aux Etats-Unis. Elle se traduit aussi en France, comme dans l'article du *Temps* que nous avons cité. Mais cet optimisme n'est basé sur aucune réalité sauf une anticipation hypothétique sur l'augmentation saisonnière des commandes pour le printemps. La consommation ne peut pas être stimulée par des moyens purement artificiels; et la consommation ne peut pas plus pendant qu'avant la crise se régler sur la production. Nous en sommes toujours ramenés là : il faut que la production retrouve une assiette « normale » dans la consommation. Il faut que les stocks diminuent, il faut que les débouchés s'élargissent, il faut que les entreprises faibles soient réduites à l'impuissance, il faut que les prix non seulement de gros, mais aussi de détail, soient tombés au niveau où la consommation peut être à nouveau excitée sans artifices, sans opérations de crédit pur, ni autres subterfuges qui créent l'illusion d'un marché nouveau ou d'une reprise de la « prospérité », mais ne sont, en réalité, que des opérations parasitaires qui développent l'utilisation de toutes les ressources du capital, mais ne changent en rien les vices fondamentaux de son mécanisme.

Or, les stocks pour les principales matières premières continuent à être considérables. A la fin de 1930, ils sont plus importants qu'à la fin de 1929. En voici un tableau succinct, précédé d'un tableau relatif à la production de ces matières premières :

(Voir le tableau à la page suivante.)

L'étude comparée de ces deux tableaux est tout à fait instructive. On voit que durant l'année 1930 la production a baissé dans presque toutes les branches. Elle n'a augmenté, très légèrement, du reste, que pour le coton, le jute et le pétrole. Mais, malgré cette baisse de la production, les stocks en fin d'année sont *beaucoup plus élevés* qu'ils n'étaient à la fin de 1929. Seul le stock de pétrole de-

Production mondiale			
	1930	1929	1925
Blé1.000 tonnes.....	112.000	128.100	94.400
Sucre »	27.214	27.718	24.280
Coton »	6.380	6.307	6.005
Soie brute .. »	—	44.575	44.929
Jute »	2.038	1.946	1.590
Caoutchouc . »	847	877	524
Charbon »	1.190.000	1.319.220	1.192.584
Pétrole1.000 hectos.....	2.530	2.457	1.765
Cuivre1.000 tonnes.....	1.630	1.976	1.400
Plomb »	1.450	1.745	1.514
Zinc »	—	1.472	1.134
Etain »	180	198	146

Stocks à la fin de l'année			
	1930	1929	1925
Blé1.000 tonnes.....	10.312	9.558	3.562
Sucre »	5.588	4.317	—
Café »	15.552	8.474	391
Coton »	1.186	784	789
Soie brute .. »	45.363	9.357	—
Jute »	263	121	—
Caoutchouc . »	432	313	152
Charbon »	46.325	4.997	12.229
Pétrole1.000 hectos.....	599	606	467
Cuivre1.000 tonnes.....	335	155	66
Plomb »	—	140	96
Zinc »	133	75	9
Etain »	41	29	18

meure — grâce à la restriction sévère de la production des Etats-Unis — à peu près inchangé. Les stocks de blé, de café, de charbon, de caoutchouc, ont augmenté dans des proportions gigantesques.

On comprend aisément que ces stocks abondants doivent peser fortement sur les prix et accentuer encore la dépression. Le cas est particulièrement flagrant pour le blé. On connaît l'importance mondiale du blé, qui est une production fondamentale dans de nombreux pays, comme le Canada, l'Argentine, les Etats-Unis, l'Australie, l'U.R.S.S. Dans ces pays, la production a régulièrement augmenté dans les dernières années. Cet accroissement est dû, non au meilleur rendement par hectare, mais à l'extension des superficies ensemencées. Cette superficie était approximativement de 92 millions d'hectares dans la période 1925-27. Dans les trois années suivantes, elle est passée à 98 millions d'hectares. Cette augmentation de 6 millions d'hectares équivaut à un accroissement de 60 millions de quintaux par an. A ce sujet, l'Institut International d'agriculture

de Rome écrit dans son *Bulletin* : « Si, dans l'année agricole commencée, les superficies ensemencées se maintiennent au niveau atteint l'an dernier, un allègement des stocks qui, actuellement, dépriment le marché, paraît peu probable ».

Pour le caoutchouc, dont les stocks sont considérables, les principaux producteurs (anglais et hollandais) sont actuellement à la recherche d'un plan de restriction, qui n'est d'ailleurs pas sur pied. Les cartels de l'étain et du zinc sont parvenus à modérer et coordonner en partie la production; mais il ne s'agit là, comme pour l'acier ou le charbon, que de mesures qui parviennent à freiner, ou à amortir certains effets de la crise, mais qui ne peuvent en rien modifier ses causes, son orientation, et ses conséquences les plus catastrophiques. La conséquence de l'immobilisation des stocks, et de l'effondrement des cours, c'est le ralentissement du commerce international.

Durant l'année 1930, le commerce mondial a diminué dans de très fortes proportions. Cette tendance persiste dans les premiers mois de 1931. Or la diminution des échanges mondiaux a des conséquences directes dans les transports, et par là affecte toute la vie des différents pays.

Le *Bureau américain de statistique* a publié une série d'informations révélatrices. Les pays qui ont été les plus durement atteints sont les grands producteurs de matières premières : Chili, Argentine, Australie, Egypte, Canada, qui voient leurs exportations fléchir de 1,76 milliard de dollars en 1929 (premier semestre) à 1,16 en 1930, soit une réduction de 34 pour cent. Une perte d'un cinquième est accusée, à l'exportation, pour les mêmes périodes, par la Nouvelle Zélande, l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, le Japon, la Malaisie britannique. Une perte de 13 1/2 à 18 1/2 pour cent par le Pérou, le Brésil, les Philippines, l'Angleterre, la Belgique, les Indes et l'Italie. Les autres pays sont touchés dans une proportion moindre.

La réduction du trafic a des effets directs sur la situation des transports. En France, les députés bourgeois se sont inquiétés du déficit aggravé dans l'exploitation du réseau de chemin de fer. Ce déficit — que l'on va essayer de combler une fois de plus en augmentant les tarifs des transports — est dû au ralentissement des échanges commerciaux. La statistique des recettes des réseaux français pour les sept premières semaines en 1930 et 1931 s'établit comme suit :

	1930	1931	Différence de 1931 sur 1930 (%)
Voyageurs	326.866.000	318.358.000	— 2,60
Marchandises	1.660.229.000	1.457.134.000	— 12,22
Total	1.987.095.000	1.775.492.000	— 10,65

Le déficit n'est que de 8 millions 508.000 frs. pour le transport des voyageurs, tandis que celui des marchandises est de 203 millions 95.000. C'est donc du côté du ralentissement des transactions com-

merciales que se trouve la cause de cet affaiblissement du déficit des réseaux ferrés capitalistes.

**
*

Tous les autres indices de l'activité économique corroborent les données générales relatives aux stocks existants et à l'affaiblissement du commerce mondial.

L'indice des prix de gros continue son mouvement de baisse. Pour la France, la *Statistique générale* indique la courbe fléchissante de 498 en décembre 1930, à 494 fin janvier 1931, et 492 fin février (moyenne mensuelle en 1929 : 623). L'indice anglais du *Statist* perd 1 point (104) en fin février au lieu de 105. Pour l'Italie, l'indice de la Chambre de Commerce de Milan s'inscrit à 358 fin février au lieu de 362 un mois avant; quant aux Etats-Unis, dont l'indice est important pour le monde entier, le Bureau of Labor Statistics indique une baisse de 2 points pour fin février, 110 au lieu de 112 en janvier.

Pour les prix de détail, on observe une légère hausse en France (d'après la *Statistique générale*, 650 en février contre 649 en janvier 1931 et décembre 1930). Cette hausse est d'ailleurs surtout sensible sur les produits alimentaires (pain, viande, pommes de terre), c'est-à-dire qu'elle touche surtout la classe ouvrière. Dans une série d'autres pays on observe en fin février la continuation de la baisse : pour la Belgique : 825, en baisse de 21 points; Autriche : 109 au lieu de 106; Norvège : 143 au lieu de 145. Pour fin janvier on avait en Angleterre : 136, en baisse d'un point; Allemagne 133, baisse de 2 points; Suisse 148, en baisse d'un point; Canada 133, baisse de 3 points; Etats-Unis : 130, baisse de 5 points.

Le commerce extérieur continue en général à diminuer dans le début de cette année, continuant le mouvement qui s'est développé en 1930. Pour la France (nous y reviendrons plus loin) le mois de janvier marque un nouveau et important recul sur décembre 1930. Le montant des importations a baissé de 4.330 à 3.897 millions de francs, et celui des exportations, de 3.227 à 2.574 millions de francs.

Pour l'Angleterre on a en janvier, aux importations : 69,5 au lieu de 84,4 millions de livres; exportations : 37,6 au lieu de 38,4 millions de livres. En Allemagne, la balance, très favorable dans toute l'année 1930, s'est renversée en janvier 1931 : par rapport à décembre 1930, la valeur des importations s'est accrue de 681 à 715 millions de marks, celle des exportations a baissé de 801 à 675 millions de marks.

Aux Etats-Unis, malgré toutes les notes optimistes de la presse capitaliste, le commerce extérieur a encore fortement reculé en janvier : aux importations, 183 millions de dollars (moyenne mensuelle : 256 en 1930, 367 en 1929); aux exportations, 250 millions de dollars (moyenne mensuelle : 320 en 1930, 437 en 1929).

Voilà des chiffres très significatifs sur la soit-disante reprise commerciale du début de cette année.

Si l'on considère un autre aspect de l'activité commerciale, on voit que le nombre des faillites s'accroît dans de nombreux pays. En

France, février enregistre 857 faillites, contre 908 en janvier et 887 en décembre. Mais une grosse augmentation existe pour janvier par rapport à décembre en Allemagne (1.085 au lieu de 850); Italie (1.537 au lieu de 1.494); Etats-Unis (3.122 au lieu de 2.495).

**
*

Voilà la vraie figure du capitalisme international au début de 1931. Rien n'autorise l'optimisme de quelques milieux capitalistes, et les événements se chargeront rapidement de mettre les choses au point. Tout cet optimisme momentané est fondé sur une certaine reprise de l'activité sidérurgique aux Etats-Unis, reprise elle-même conditionnée par une meilleure tenue du marché des automobiles. Mais, en admettant que cette légère reprise se produise, elle ne pourrait que très partiellement et momentanément atténuer les effets généraux de la crise. Car il ne suffit pas de l'amélioration d'une partie de la production pour sortir de la crise cyclique actuelle : *il faudrait un formidable élargissement des marchés à l'échelle mondiale, qui permette l'utilisation à plein de l'appareil producteur du capitalisme, et l'absorption de cette nouvelle production.* Or, cette éventualité est précisément exclue.

La masse des stocks est encore considérable. Les efforts des cartels, des ententes internationales, des Comités pour l'Union Européenne, etc... n'aboutissent à rien, sinon à la faillite la plus retentissante et la plus démoralisante pour les capitalistes. Le nombre des faillites s'accroît, et il n'atteint pas seulement les petites entreprises privées de tout appui. La Bourse continue une tendance à la baisse. On signale bien qu'à Wall street les valeurs d'automobiles ont une meilleure tenue, mais cela n'empêche pas l'indice général d'être à la baisse. En même temps que le nombre des transactions boursières continue d'être bas, les émissions de capitaux se raréfient, et elles vont se loger principalement dans les obligations, valeurs à revenu fixe, soustraites aux fluctuations de dividendes des actions.

La crise agraire va en se développant considérablement. La production et les stocks de céréales continuent de s'accroître. La paysannerie d'Europe centrale et orientale est acculée à la ruine; dans les colonies, sa situation misérable encore aggravée par la crise ne lui laisse pas d'autre issue que la révolution.

Et cependant, la masse de capital accumulée par la bourgeoisie ne trouve plus où se placer, c'est-à-dire ne trouve plus de placements sûrs. Les récents emprunts allemands et roumains en France (le pays européen qui regorge le plus d'or et de capitaux disponibles) montre avec quelles précautions et quelles difficultés les échanges de capitaux se réalisent entre Etats, dans l'atmosphère d'insécurité générale que crée la dépression économique.

**
*

D'ailleurs, la bourgeoisie française, qui vient d'apprendre à ses dépens la solidarité qui l'unit au marché mondial, n'ose pas parler trop haut de ses espérances. De nombreux signes lui montrent que

les espérances sont encore loin, alors que la réalité immédiate est assez sombre. Les deux premiers mois de 1931 ont encore aggravé la situation générale, et la bourgeoisie française peut se demander maintenant si son tour n'est pas venu d'entrer dans une période de déséquilibre permanent, qui la mènera dans quelques temps sur la voie de l'Allemagne, de l'Angleterre ou de l'Italie.

La balance du commerce extérieur a tendance à s'installer dans un déficit énorme. La France perd des positions comme exportatrice. Si l'on compare avec les deux premiers mois de 1927, c'est-à-dire après la stabilisation du franc au taux actuel, on constate que les exportations sont tombées de 9.300 millions à 5.300 pour janvier et février 1931, c'est-à-dire seulement 60 pour cent des exportations de 1927.

Naturellement la chute des prix depuis deux ans y est pour quelque chose. Mais la chute des prix a porté principalement sur les matières premières, et ce ne sont pas les matières premières qui constituent l'élément essentiel des exportations des pays industriels comme la France. Toujours par rapport à 1927, les exportations de matières premières sont tombées pour janvier-février de 2.900 millions à moins de 1.300 millions. (En poids la différence n'est que de 4.950.000 tonnes à 4.200.000, ce qui constitue déjà une diminution sérieuse).

Mais là où les industries françaises sont touchées au vif, s'est dans les exportations de produits fabriqués, objets manufacturés, machines, etc... Dans ce domaine, l'impérialisme français a subi un recul considérable. Par rapport à 1927, l'exportation (janvier-février) a fléchi de 5.650 millions à 3.350 millions, c'est-à-dire de 40 pour cent, près de la moitié! Et cette régression est loin d'être due à la baisse des prix, puisque la régression en poids est de 30 pour cent.

Le *Temps* du 23 mars, commentant ces chiffres fournis par la *Statistique générale* écrit :

« Jamais on n'avait enregistré de déficits mensuels aussi élevés que depuis le début de cette année... Si la situation ne s'améliorait pas, le déficit de notre balance visible serait ainsi, pour l'année 1931, de l'ordre de 15 milliards. Il est vrai que, depuis que la crise du franc a été vaincue, on ne se préoccupe plus guère de la balance commerciale. Les déficits n'en furent-ils pas largement compensés par les rentrées de capitaux? Ont-ils empêché l'or d'affluer chez nous en quantités telles que les pouvoirs publics et la Banque d'émission s'en sont émus? On n'apercevait point, dès lors, les raisons de s'alarmer. »

Mais maintenant, on voit effectivement des raisons de s'alarmer. Le déficit de la balance commerciale fut en 1930 d'un peu moins de 10 milliards. Un déficit de 15 milliards en 1931 mettrait en difficulté la balance des comptes elle-même, car il faut compter cette année avec une diminution sérieuse des dépenses des touristes, des frêts, et aussi des rapatriements de capitaux. Cependant, les économistes bourgeois passent à côté de la véritable question dans leurs explications de cette situation. Pour eux, les difficultés de la France sur le

marché mondial sont dues avant tout à sa politique des prix, ceux-ci restant trop élevés en France, et les exportateurs ne s'adaptant pas avec assez de « souplesse » à la baisse mondiale.

Cette exception ne vaut rien. MM. les exportateurs anglais ou américains ne sont pas maîtres de la conduite des prix, qui est déterminée par le développement mondial des cycles de production. MM. les exportateurs français non plus. Mais si les exportateurs français ne diminuent pas encore leurs prix autant que leurs concurrents, c'est parce qu'ils ne veulent pas réduire leur marge de profit. Il s'agit là d'un phénomène naturel de la concurrence. Les industries françaises d'exportation sont en recul parce que leurs concurrents ont mieux travaillé à l'élargissement de leurs débouchés sur le marché mondial, *malgré* la baisse des prix des matières premières qui mettait en difficulté les producteurs, diminuait le pouvoir d'achat des masses, et désorganisait toute la production.

Dans la lutte pour la réduction des prix de revient, pour la rationalisation de l'appareil technique, etc... la bourgeoisie allemande ou américaine est très en avance sur la bourgeoisie française. Dans la lutte pour la réduction des salaires ouvriers, la bourgeoisie française commence seulement maintenant des mouvements massifs d'envergure nationale. Tous ces éléments, joints à l'élasticité encore grande du marché intérieur français dans ces dernières années, ont mis en retard la bourgeoisie française.

L'étude de la répartition des échanges extérieurs de la France montre bien cette situation. En général, importations et exportations ont diminué dans tous les pays, mais les exportations françaises ont surtout regressé en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, c'est-à-dire chez les principaux clients de la France.

**
*

Complétons ces données par quelques chiffres récents.

La production française de *houille* diminue sérieusement :

	(en milliers de tonnes)
Moyenne mensuelle 1929	4.577
Décembre 1930	4.458
Janvier 1931	4.637
Février	4.315

La diminution de la production journalière est d'à peu près 7 pour cent, et le chômage apparaît maintenant dans les houillères, quoique l'on continue à importer du charbon.

La production de *fonte* recule aussi :

870.000 tonnes de moyenne mensuelle en 1929, contre 806.000 en décembre 1930 et 803.000 en janvier 1931. Ces proportions sont d'ailleurs beaucoup plus faibles que celles des déficits analogues en Angleterre, Allemagne et Belgique.

Le ralentissement du trafic est aussi de plus en plus sensible. Le nombre des *wagons chargés* s'établit comme suit :

Octobre 1930	63.084
Novembre 1930	60.523
Décembre 1930	58.677
Janvier 1931	53.713

Naturellement les recettes, comme nous l'avons indiqué plus haut, diminuent en conséquence.

La diminution du commerce extérieur, qui s'est considérablement aggravée dans les premiers mois de cette année, entraîne aussi une forte diminution de la *navigation maritime*, qui a pour conséquence la désorganisation du travail des ports et le chômage pour les dockers. Les navires entrés en janvier totalisent 4.162.000 tonnes de jauge nette au lieu de 5.355.000 en décembre; les navires sortis 3.237.000 au lieu de 4.063.000.

Cette diminution est aussi forte pour le commerce anglais, le plus important du monde, et qui suffit à lui seul à caractériser le marasme mondial du commerce. (L'indice des frêts en Angleterre est de 14,9 en janvier, pour 17 de moyenne mensuelle en 1930, et 24,7 en 1929).

Nous avons déjà indiqué que l'indice des prix de gros suit la tendance à la baisse du marché mondial, alors que les prix de détail continuaient à subir pour certaines catégories (produits agricoles) un léger mouvement de hausse. Il est cependant à prévoir que la baisse s'installera aussi dans la courbe des prix de détail.

L'activité du marché financier est toujours aussi ralentie. Malgré un certain optimisme dans les semaines passées, la Bourse n'est pas parvenue, et est incapable de se ranimer.

Nous pourrions accumuler les notations statistiques. Elles montrent toutes que la dépression, non seulement, s'installe, mais qu'elle s'approfondit. Plus que jamais maintenant, la bourgeoisie française peut craindre que la crise du marché mondial revêtant un aspect chronique, et devenant permanente, n'introduise aussi dans les limites de la France un déséquilibre qu'il ne soit plus possible ensuite d'éliminer.

**
*

La question essentielle que nous pouvons poser actuellement est celle-ci : la crise économique présente peut-elle devenir permanente? c'est-à-dire, en d'autres termes, voyons-nous déjà des symptômes de résorption de la crise ou au contraire voyons-nous des signes de durée?

La crise de 1920-21, immédiatement consécutive à la guerre, s'est résorbée dans l'activité du capitalisme pour réaménager le marché intérieur de l'Europe, pour remplacer les ruines par des constructions nouvelles. Puis la stabilisation des monnaies nationales, l'effort de rationalisation industrielle jointe à la politique massive de la vente à crédit, entraînèrent le capitalisme vers un degré de prospérité très élevé en 1927-1929.

Mais la crise actuelle a surgi dans une période où certains pays, comme l'Angleterre, la Pologne, l'Italie, montraient déjà les phénomènes de la phase de déclin du capitalisme. Déjà le chômage y

existait à l'état chronique. La lutte pour la diminution des prix de revient, pour l'abaissement des salaires, pour le prolongement de la journée de travail étaient des éléments permanents qui traduisaient le déséquilibre profond de la production. La crise agraire, permanente depuis la guerre impérialiste, aggravait la situation des masses paysannes.

D'autres pays, comme les Etats-Unis ou la France, avaient connu dans les précédentes années la prospérité réelle. Mais actuellement la crise a tendance à niveler par en bas la situation des pays capitalistes. Naturellement, l'Allemagne ou l'Angleterre sont plus profondément ébranlées que la France. Mais la prolongation de la crise peut amener en France une situation analogue à celle qui existe dans d'autres pays. Par son caractère mondial et l'interdépendance de ses différentes manifestations, la crise actuelle entraîne les différents pays dans le même orbite.

Dans la *Correspondance Internationale* (27 février 1931, p. 239), E. Varga, le « Polonius théorique » de l'I. C., pose ainsi la question :

« Pourquoi n'y a-t-il aucune chance que la crise se termine dans un temps appréciable ? »

« Une crise arrive à sa fin lorsque les contradictions qui ont été aiguës dans la phase cyclique précédente ont trouvé pour un moment leur dénouement violent, c'est-à-dire lorsque, par suite de la restriction de la production, de la destruction matérielle des marchandises surproduites et de la chute des prix, un nouvel équilibre entre l'offre et la demande est survenu sur le marché. La phase de la dépression signifie précisément un nouvel équilibre entre l'offre et la demande dans une production de marchandises fortement diminuée, des échanges réduits et avec des prix bas mais en général ne baissant plus, avec, en même temps, une forte liquidité de capital prêteur et des taux d'intérêt bas. La somme des prix des marchandises en circulation étant devenue moindre, les entreprises capitalistes faibles ayant déjà succombé dans la crise, celles qui subsistent sont considérées comme parfaitement dignes de crédit. »

Très bien, mais Varga ne donne ici qu'un schéma général de la façon dont se résorbent les crises. La crise est avant tout une immense rupture d'équilibre entre la production et la consommation. Naturellement un certain équilibre ne peut renaître que sur la base d'une nouvelle adaptation de la production à la consommation. Mais cette adaptation ne se fait pas *après* la crise de la même façon qu'*avant*.

L'étude de toutes les crises montre que la baisse des prix, la diminution de la production, les faillites, frayaient la voie, et devaient obligatoirement *frayer la voie à un élargissement considérable des marchés* parce qu'il était nécessaire dans la période de renaissance de la prospérité d'écouler une production accrue. Les entreprises capitalistes qui ne sombreaient pas dans la crise (il va de soi que c'est la plus grande partie) non seulement sont obligées de remonter la production à son ancien niveau, mais aussi de le *dépasser*.

Or, augmenter la production, cela signifie ouvrir ou créer de

nouveaux débouchés. C'est cela que Varga passe sous silence; mais c'est pourtant l'essentiel.

Tous les indices économiques (nous en avons cité un certain nombre dans le courant de cet article) montrent, que les courbes des prix, de la production, de l'activité commerciale et financière, sont encore à la baisse. Ainsi, le point le plus bas n'est évidemment pas encore atteint.

Et d'ailleurs, quoique la crise « cyclique » elle-même n'ait pas atteint toute sa profondeur, les traits généraux du capitalisme déclinant de la période impérialiste apparaissent toujours et donnent à cette crise son caractère particulier. Varga se borne à écrire : « La crise générale du capitalisme agit dans le sens de la prolongation et de l'approfondissement de la crise ». Et comme facteurs principaux il cite : 1) le chômage organique; 2) la crise agricole; 3) le caractère parasitaire du capital monopolisateur (qui retarde la chute des prix au détail); 4) la chute des salaires ouvriers. Mais il ne précise pas quel est le lien commun de ces différents facteurs.

Or ces facteurs se ramènent à un seul : l'impossibilité pour le capitalisme d'assainir et d'élargir le marché dans son sein, l'impossibilité de créer les débouchés indispensables. Le chômage de millions de familles, l'appauvrissement du monde paysan, la baisse des salaires, contribuent à rétrécir encore les marchés capitalistes.

En somme le déroulement ultérieur de la crise dépend de cette question : le capitalisme peut-il regagner, et trouver de nouveaux débouchés, de façon à retrouver un cycle de prospérité relative?

(à suivre)

P. NAVILLE.

Thermidor et Bonapartisme

Les analogies historiques doivent être employées avec compréhension, car autrement elles peuvent facilement se transformer en abstractions métaphysiques, qui, au lieu de faciliter l'orientation, mènent au contraire sur une voie fausse.

Quelques camarades appartenant aux rangs de l'Opposition à l'étranger, croient voir une contradiction dans le fait que nous parlons tantôt de tendances et de forces *thermidoriennes* en URSS, et tantôt des traits *bonapartistes* du régime du P. C. russe. Ils en tirent même la conclusion qu'il faut réviser notre appréciation fondamentale de l'Etat soviétique. Cela est faux. Cela provient de ce que les camarades en question ont une conception abstraite des notions historiques (Thermidor, Bonapartisme) et ne les conçoivent pas comme des catégories vivantes, c'est-à-dire comme des processus contradictoires.

L'édification socialiste se poursuit en URSS avec succès. Cependant ce processus se poursuit d'une façon extrêmement contradictoire : cela est dû aussi bien à l'entourage capitaliste qu'à l'action contraire des forces anti-prolétariennes à l'intérieur, ainsi qu'à la fausse politique de la direction qui subit l'influence des forces ennemies.

D'une façon générale, les contradictions de l'édification socialiste peuvent-elles atteindre une tension telle qu'elles brisent les bases mêmes de l'édification socialiste posées par la révolution d'Octobre et que des succès économiques ultérieurs ont renforcé — surtout les succès du plan quinquennal ? Oui, cela est possible.

Qu'est-ce qui prendrait dans ce cas la place de la société soviétique actuelle dans son ensemble (économie, classes, Etat, parti) ? Le régime actuel, en tant que régime de transition du capitalisme au socialisme, peut, dans le cas mentionné plus haut, seulement être remplacé par le capitalisme. Ce serait là un capitalisme d'un genre tout à fait particulier : ce serait un capitalisme colonial dans son essence, comprenant une bourgeoisie de *compradores*, un capitalisme saturé de contradictions et qui exclut la possibilité de son développement progressif. Car toutes les contradictions qui pourraient, selon notre hypothèse, amener l'effondrement du régime soviétique, se transformeraient immédiatement en contradictions inté-

rieures du capitalisme, et prendraient très vite une acuité beaucoup plus grande. Cela signifie que la contre-révolution capitaliste contient les bases d'une nouvelle révolution d'Octobre.

L'Etat est une super-structure. Ne pas considérer son caractère, ses rapports de production et les formes de propriété (comme le fait par exemple Urbahns à l'égard de l'Etat soviétique) signifierait abandonner le terrain du marxisme. Mais pas plus que le Parti, l'Etat n'est une superstructure passive. Sous l'influence des poussées, provenant de la base de classe de la société, des nouveaux processus se déroulent dans cette superstructure que sont l'Etat et le Parti, qui — dans certaines limites — possèdent un caractère autonome, et, s'ils s'unissent aux processus qui se déroulent dans la base économique peuvent acquérir une importance décisive pour le caractère de classe de l'ensemble du régime, en orientant le régime soit dans un sens, soit dans l'autre.

Ce serait du doctrinarisme de la pire espèce, une sorte de confusionisme à la Urbahns renversé, que de croire que le seul fait de la nationalisation de l'industrie, complété par l'allure rapide du développement, constituerait déjà en soi la garantie d'un développement ininterrompu vers le socialisme, tout à fait indépendamment des processus qui se déroulent dans le Parti et dans l'Etat. En pensant de cette façon on prouve qu'on n'a rien compris aux fonctions du parti, à ses fonctions doubles et triples dans le seul pays de la dictature prolétarienne, qui est en même temps un pays économiquement arriéré.

Si on supposait pour un instant que les économistes d'une part, et les couches ouvrières dirigeantes d'autre part se séparaient complètement de la discipline du parti, qui est identique à la discipline d'Etat, la voie vers le socialisme serait barricadée. L'industrie nationalisée se différencierait en groupements de lutte, les conflits entre l'administration et les ouvriers commenceraient à prendre un caractère ouvert, les trusts acquièreraient une indépendance de plus en plus grande. Le commencement de l'économie de plan y sombrerait inévitablement en entraînant le monopole du commerce extérieur. Tous ces processus qui mènent au capitalisme signifieraient sans aucun doute l'effondrement de la dictature prolétarienne. Le régime actuel du parti, malgré les succès économiques, menacé-t-il d'entraîner l'effondrement des liens du parti et de la discipline du parti? Sans doute. Il serait criminel de sous-estimer le danger de dégénérescence de l'organisme d'Etat et du parti, en se basant sur les succès économiques. Le parti en tant que parti n'existe déjà plus actuellement. Il a été étouffé par l'appareil centrisme. Mais il existe une opposition de gauche que l'appareil centrisme craint comme le feu, et sous les coups de fouet de laquelle il effectue ses zigzags. Ce seul rapport entre l'Opposition de gauche et l'appareil centrisme

constitue le succédané d'un parti, et met un frein à la droite. Mais dans le cas d'une rupture complète et ouverte des liens du parti officiel, le parti ne disparaîtra pas. Non parce qu'il existe un appareil : celui-ci sera la première victime de ses crimes, — mais parce qu'il existe une Opposition de gauche. Celui qui n'a pas compris cela, n'a rien compris.

Mais nous ne parlons pas maintenant de la manière dont l'Opposition peut remplir sa tâche essentielle : aider l'avant-garde prolétarienne à défendre le développement socialiste contre la contre-révolution. Nous partons de la supposition que cela n'a pas réussi, pour pouvoir nous représenter d'une façon tout à fait concrète les conséquences d'un tel insuccès. Comme nous l'avons dit, l'effondrement de la dictature du prolétariat ne pourrait avoir aucune autre signification que celle de la restauration du capitalisme. Mais les formes politiques dans lesquelles cette restauration se produirait, la succession de ces formes, et selon quelles combinaisons elles se présenteraient, tout cela constitue une question indépendante et en même temps très compliquée.

Il est évident que seuls des aveugles peuvent croire que la renaissance du capitalisme de compradores serait compatible avec la « démocratie ». Pour celui qui voit clair il est évident qu'une contre-révolution démocratique est exclue. Mais la question concrète quant aux formes politiques possibles de la contre-révolution, ne permet qu'une réponse conditionnée.

Lorsque l'Opposition a parlé du danger thermidorien, elle avait surtout en vue le processus très important qui se déroule dans le parti : l'accroissement de la couche de ces bolchéviks séparés des masses, ayant une position sociale assurée, liée à des milieux non-prolétariens et satisfaits de leur situation sociale, tout à fait analogue à cette couche de Jacobins engraisés, qui sont devenus en partie le soutien, mais avant tout la partie agissante du renversement thermidorien (1794) et qui ont ainsi préparé le terrain au bonapartisme. En analysant le processus de la dégénérescence thermidorienne, l'Opposition ne voulait nullement affirmer que le bouleversement contre-révolutionnaire, au cas où celui-ci se produirait, prendrait obligatoirement la forme thermidorienne, c'est-à-dire, la domination plus ou moins longue de bolchéviks embourgeoisés qui conserveraient formellement le système soviétique — comparable à la Convention, qu'avaient maintenu les Thermidoriens. L'Histoire ne se répète jamais, surtout dans des conditions où les différences de classes sont si profondes.

Le Thermidor français était déjà contenu en germe dans les contradictions du régime jacobin. Mais les mêmes contradictions étaient aussi contenues en germe dans le Bonapartisme, c'est-à-dire, dans le régime de dictature militaire bureaucratique que la bour-

geoisie tolère au-dessus d'elle, et sous la protection de laquelle elle peut dominer d'autant plus sûrement la généralité. La dictature jacobine contient déjà *tous les éléments du Bonapartisme*, bien que nous les y rencontrons dans une forme encore non développée et en lutte contre les éléments « sans-culottes » du régime. Thermidor était devenu uniquement l'étape préparatoire du Bonapartisme. Rien d'autre. Ce n'est pas par hasard que Bonaparte a fait de la bureaucratie jacobine la bureaucratie de l'impérialisme.

En découvrant dans le *régime stalinien actuel* des éléments thermidoriens et des éléments bonapartistes, nous ne tombons nullement dans des contradictions, comme le pensent ceux pour qui Thermidor et Bonapartisme sont des notions abstraites et non pas des tendances vivantes s'entremêlant mutuellement.

La forme d'Etat que prendrait en Russie un renversement contre-révolutionnaire au cas d'une réussite (ce qui ne serait pas du tout si simple) dépend du concours d'une série de facteurs concrets. Tout d'abord cela dépend de l'acuité des contradictions économiques à ce moment *précis* ainsi que du rapport de force des tendances capitalistes et socialistes dans l'économie. Ensuite du rapport des forces entre les bolchéviks *prolétariens* et les « bolchéviks » *bourgeois*. Et enfin, du poids spécifique et du caractère de l'intervention étrangère. Ce serait en tout cas pure plaisanterie que de croire que le régime contre-révolutionnaire passerait *en tout cas obligatoirement* par le stade du directoire, celui du Consulat et celui de l'Empire pour parvenir à la restauration du tzarisme. Mais quelle que soit la nature du régime contre-révolutionnaire, les éléments thermidoriens et bonapartistes y auront en tous cas une place.

C'est-à-dire que la bureaucratie soviétique civile aussi bien que militaire, y jouera un rôle plus ou moins grand, et le régime lui-même sera en même temps la dictature du sabre au-dessus de la société, s'exerçant dans l'intérêt de la bourgeoisie contre le peuple.

C'est pourquoi il importe d'observer la façon dont ces éléments et ces tendances se forment actuellement au sein du parti officiel, qui restera en tout cas le *laboratoire de l'avenir*, c'est-à-dire aussi bien dans le cas d'un développement socialiste ininterrompu, qu'au cas d'une victoire de la contre-révolution.

Cela signifie-t-il que pour nous le régime stalinien équivaut à celui de Robespierre? Absolument pas; nous sommes tout aussi éloignés d'une analogie vulgaire avec le présent, qu'avec l'avenir possible ou probable. Au point de vue de la question qui nous intéresse, l'essence de la politique de Robespierre consistait dans sa lutte sur *deux fronts* allant toujours en s'accroissant : contre les sans-culottes, c'est-à-dire contre ceux qui ne possèdent rien, et contre les « corrupteurs », « libertins », c'est-à-dire contre la bourgeoisie jacobine. Robespierre réalisa la politique d'un petit-bourgeois, qui essaye

de s'élever à l'absolu. C'est ce qui donna naissance à sa lutte contre la droite et contre la gauche. Un révolutionnaire prolétarien aussi, peut, dans certaines circonstances, être contraint à mener la lutte sur deux fronts. Mais cette lutte ne peut être qu'épisodique. Sa lutte essentielle restera la lutte contre la bourgeoisie, la lutte de la classe contre la classe. Mais les révolutionnaires petits-bourgeois, même à l'époque culminante de leur histoire, étaient toujours forcés de mener la lutte sur deux fronts.

C'est cela justement qui a mené peu à peu à l'étranglement du parti jacobin, à la destruction du Club des Jacobins et à la bureaucratisation de la Terreur révolutionnaire, c'est-à-dire à l'isolement de Robespierre, isolement qui, par la suite, a rendu sa liquidation si facile au bloc de ses adversaires de droite et de gauche.

Les traits de ressemblance avec le régime stalinien sont ici évidents. *Cependant les traits qui en diffèrent sont plus marquants que les traits de ressemblance.* Le mérite historique de Robespierre est d'avoir nettoyé sans pitié les vieilleseries du féodalisme. Cependant, par rapport à la société future, Robespierre fut impuissant. En tant que classe, le prolétariat n'existait pas encore, le socialisme ne pouvait avoir qu'un caractère utopique. La seule perspective réelle était celle du développement bourgeois. L'effondrement du régime jacobin fut inéluctable.

La gauche d'alors — qui s'appuyait sur les sans-culottes, la plèbe, ceux qui ne possèdent rien — aide très peu sûre — ne pouvait avoir une voie à elle. Cela détermina d'avance le bloc entre eux et la droite, et par la suite la plupart des adhérents de Robespierre appuyèrent en dernier lieu la droite. Ce processus fut l'expression de la victoire politique du développement bourgeois sur les prétentions utopiques de la petite-bourgeoisie et sur les convulsions révolutionnaires du peuple.

Il est inutile de dire que Staline n'a aucun motif de prétendre aux mérites d'un Robespierre. Le nettoyage de la Russie des vieilleseries féodales et l'étouffement des tentatives de restauration étaient déjà définitivement accomplis dans la période léninienne. Le stalinisme a grandi en se détournant du léninisme. Cependant ce détournement ne fut jamais définitif. Il ne l'est pas non plus aujourd'hui. Staline mène, non pas une lutte épisodique, mais une lutte organique *permanente et systématique* sur deux fronts. C'est là le trait caractéristique d'une politique petite-bourgeoise. *A la droite de Staline* il y a des restaurateurs capitalistes conscients et inconscients à différents échelons. *A la gauche* — l'Opposition prolétarienne. Cette division s'est vérifiée dans le feu des événements internationaux. L'étranglement du parti par l'appareil n'est pas provoqué par la nécessité de lutte contre la restauration bourgeoise — au contraire, cette lutte exige de la part du parti, la plus grande activité et la

plus grande spontanéité — mais par la lutte contre la gauche, ou plus précisément, par la nécessité pour le parti de s'assurer la liberté de manœuvres continues entre la droite et la gauche. C'est là qu'est la ressemblance avec Robespierre. C'est sur ce terrain que grandirent les traits bonapartistes du régime de Robespierre dont ils amenèrent plus tard la perte. Mais Robespierre n'avait pas eu le choix. La ligne de zigzag de Robespierre fut l'expression des luttes du régime jacobin.

Peut-on imaginer, dans l'URSS actuelle, une politique révolutionnaire conséquente — sur la base prolétarienne qui manquait à Robespierre? Et si cela est le cas, peut-on compter sur l'appui qui serait apporté en temps opportun à cette politique par la révolution dans d'autres pays? L'appréciation des perspectives de lutte des tendances ennemies, aussi bien dans l'économie que dans la politique de l'Union soviétique dépend de la réponse qui sera apportée à ces deux questions. Nous bolchéviks-léninistes répondons *affirmativement* à ces deux questions et nous y répondrons affirmativement jusqu'au moment où l'Histoire nous aura démontré le contraire par des faits et des événements, c'est-à-dire par une lutte sans merci et à mort.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que ce problème peut se poser pour des révolutionnaires, qui sentent qu'ils sont une *force vivante dans le processus*, à l'opposé des doctrinaires, qui considèrent le processus de l'extérieur, et essayent de le décomposer en catégories rigides.

Nous avons l'intention de revenir à cette question prochainement et en relation avec autre chose. Nous ne voulons ici qu'écarter quelques malentendus particulièrement grossiers et dangereux. L'Opposition de gauche n'a en tout cas pas besoin de réviser ses bases, avant que de grands événements historiques mettent cette révision à l'ordre du jour.

L. TROTSKY.

26 novembre 1930.

LETTRES D'U. R. S. S.

I

LETTRE D'UN SYNDIQUE

L'inégalité s'est encore plus approfondie dans l'appareil syndical, dans les autres appareils, comme partout ailleurs. Vous savez que le maximum du salaire d'un membre du parti s'est considérablement élevé, en outre il y a quelques « maxima » à part; la différenciation est des plus subtiles. Par exemple, un membre du C. C. des syndicats reçoit un salaire moindre qu'un membre du présidium de ce même C. C. Or, tous les deux travaillent côte à côte à un travail de même importance. Il en est de même dans la répartition des produits : oui, il y a une dizaine de catégories instituées entre les membres responsables. Tout cela n'approfondit pas seulement l'inégalité mais constitue un nouveau stimulant pour avancer dans l'échelon bureaucratique.

Le pouvoir administratif s'est renforcé parallèlement au passage à l'institution d'une direction unique. La mesure (la direction unique) n'est nullement fautive par elle-même, mais prend, sous la direction bureaucratique, des formes dégénérées. L'administration (dans les chemins de fer, par exemple) a le droit de procéder à l'arrestation administrative d'un ouvrier ayant rompu la discipline de travail. Pour liquider les manques et les fissures tout est permis : de la journée de 8 heures on fait une journée (volontaire évidemment) de 10 heures et plus; on supprime les jours de congé (volontairement aussi), on n'en donne pas (ceux qui eurent le temps de partir en été sont rappelés); on réveille souvent la nuit pour combler les retards les plus graves, etc...

Par un tel brigandage on épuise les forces physiques du prolétariat, notamment celles de la jeunesse.

Dans les entreprises chacun est terrorisé en même temps qu'irrité. Les ouvriers craignent les contremaîtres; les contremaîtres les ingénieurs, ceux-là l'administration, etc... Vous savez que les « circonstances objectives » n'existent plus. Qu'il manque du combustible ou des matières premières, on n'en est pas moins coupable. Le Trust limoge les directeurs et les accuse de gâchis, les directeurs serrent la vis aux ouvriers et enguirlandent intérieurement le trust sur le manque de combustible ou de matières premières.

La vitesse dans le travail conduit à un amoindrisse-

ment de la qualité. Cette détérioration, comme on sait, a pris une allure véritablement catastrophique : il ne reste rien des index qualitatifs, tout se réduit à une qualité inutilisable où qu'a ce soit.

Toute cette négligence et cette véritable absence d'organisation pousse à chaque pas l'ouvrier à penser : tout cela n'est-il pas du sabotage ? Lorsqu'on distribuait avant le jubilé de novembre, des portions supplémentaires il y avait une telle cohue, de telles queues et une telle désorganisation qu'on disait ouvertement dans la foule qu'il y avait du sabotage ennemi. Il m'advint d'entendre une semblable question : « Staline n'est-il pas le saboteur ? »

Durant l'époque où l'on « perdait la tête » on assimilait sa politique au sabotage...

Je vous raconterai d'après mon expérience personnelle le cas suivant. Il y a peu de temps, un de mes amis, directeur actif d'une usine, fut chargé d'une responsabilité et subit une sévère peine. On l'accusa d'avoir en dépôt une grande quantité de matières premières inutilisées. Il démontra qu'il en avait fait la commande selon les directives du plan, ni plus ni moins qu'il n'était indiqué. Il reçut la commande. Mais les commandes des matières nécessaires à la production (sans lesquelles il ne peut se servir des matières premières) ne lui étaient pas parvenues en totalité. Toutes ses demandes et avertissements n'aboutirent à rien. Au bout du compte, il y eut donc un surplus de matières premières en l'absence des autres éléments nécessaires à la production. On le destitua. En fait on destitue sans arrêt les directeurs et les travailleurs de l'économie.

Dans le trust où travaillait le directeur ci-dessus nommé, il y eut, en l'espace de cinq mois, neuf changements de direction. On n'a pas le temps de se mettre au courant de l'affaire qu'on vous destitue.

Le régime à l'usine est des plus durs ainsi que je l'ai dit. L'engueulade y est reine. Il y a longtemps que les contremaîtres et autres commandements ne s'étaient permis de parler aux ouvriers comme ils le font maintenant. On s'y est de nouveau « habitué » et on considère l'engueulade comme étant dans l'ordre des choses. J'ai observé une scène de ce genre : un ouvrier vient chez le directeur pour demander de rentrer à la maison, il entre dans le bureau et parle en bégayant. Le directeur ne l'écoute même pas et l'éconduit grossièrement par un refus.

... Par suite du grand nombre d'accidents de chemin de fer il y eut quelques procès démonstratifs. Les accusés racontaient en détail comment se détériorait la qualité des différentes pièces des locomotives, et que malgré leurs protestations on les force à travailler sur des locomotives non réparées. Une des causes des accidents est la mauvaise qualité des combustibles qui donnent une grande quantité de cendres. En même temps, dans les brigades on réduit les salaires à cause des retards. Et voilà pourquoi, pour ne pas être en retard, ils s'efforcent de donner toute la vapeur et dépassent dans une grande mesure la vitesse permise. De là une partie des accidents. A ces procès on pouvait d'ailleurs se convaincre que non

seulement la journée de sept heures mais qu'aussi celle de huit heures n'était qu'une fiction. Un vieil ouvrier répondit à la question menaçante : « Pourquoi n'êtes-vous pas membre de la brigade de choc ? » : « Je reste suffisamment comme ça quatre à cinq heures de plus après mon travail. Cela vous le savez ».

Et toutes ces expériences dangereuses se font au nom du prestige; car on a promis de réaliser le plan quinquennal en quatre ans.

L.

II

D'UNE LETTRE D'UN OPPOSITIONNEL DEPORTE

Parmi nous est nouvellement arrivé un moscovite. Je vous communique l'essentiel de ses propos, bien que, selon toute évidence, les faits ont quelque peu vieillis et vous sont connus; car il fut assez longtemps incarcéré, avant d'être exilé.

Les capitulards se scindent en des groupes multiples selon les phases particulières de leur désagrégation. Radek pourrit « individuellement » à un rythme accéléré. Non seulement les membres du rang mais aussi les chefs capitulards font leur possible pour démontrer qu'ils n'ont, au point de vue des relations personnelles et politiques, rien de commun avec lui. Les plus sincères disent ouvertement : « Radek a pris pour tâche d'assumer un rôle immonde et traître ». Certains tentent de détourner les radekistes des saletés les plus basses. Radek tend de toutes ses forces à s'infiltrer dans les sphères gouvernementales; il veut avoir ses entrées partout, et être considéré comme un « homme » à eux (un « homme » dans le vieux sens russe du mot). Vous connaissez suffisamment ses œuvres « littéraires » etc... pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'y étendre. Je veux vous faire part d'un petit fait caractéristique du... (comment le dire sous une forme adoucie-) ...cynisme radekiste. A la demande de porter une aide à un bolchevik déporté et grièvement malade, Radek refusa et ajouta : « il reviendra plus vite ». La mesure est à son aune courte et boueuse.

Nous sommes tous au courant de la démonstration idéologique des capitulards. Ils voient les choses sous les couleurs les plus sombres et tentent par là de se trouver une excuse. Le capitulard connu P... disait à un cercle restreint : « La situation est désespérée. Tout va à l'abîme. Nous nous balancerons avec vous (c'est-à-dire avec les bolcheviks-léninistes) au même bec de gaz ». Il faut en déduire qu'il a capitulé pour approfondir la situation « désespérée ». Il est vrai que, quittant l'exil, Radek disait la même chose. Il est inutile d'ajouter que nous envisageons autrement les perspectives.

Nous avons pris connaissance d'un fait curieux, se rapportant à Préobrajensky. Nous en faisant part, le nouvel arrivant en garantissait l'authenticité sur « sa tête ». Cela se passait avant le

16^e congrès. Preobrajensky considérait que les résolutions du C.C. concernant l'exportation du blé (la grande quantité de l'exportation) menait à une « guerre civile » aiguë et inévitable, etc., etc... Il voulait à tous prix intervenir ouvertement au congrès pour en faire l'avertissement.

« Il faut bien montrer comme on le peut, que nous sommes revenus dans le parti ». La fraction des capitulards fut prise de terreur : on excluera de nouveau, on exilera, etc... On fit pression sur Préobrajensky, et comme il fait parti des « mous », on l'en dissuada. Ce fait fut tenu dans un secret « rigoureux » par les capitulards, car, ils craignaient que les « autorités » n'en eussent connaissance, ce qui aurait été nuisible à leur réputation, suffisamment inconsistante sans cela. La rumeur n'en devint publique que récemment.

Pour en finir avec les capitulards il ne reste que deux mots à dire au sujet de la souche décrépie de tout le menu fretin : Zinoviev et Kamenev. Tous deux sont définitivement passés sur l'arène « académique » : Kamenev édite, dans le silence, les œuvres de Herzen ! Zinoviev est nommé recteur de l'Université de Kazan ; seule la maladie l'empêcha de rejoindre son poste. On voulut, à un certain moment, confier à Kamenev un poste diplomatique (ambassadeur à Londres), mais on changea d'avis. C'est ainsi que ces gens sont « revenus au parti ».

Passons à quelques événements plus anciens. Durant la période où la « tête tournail » (peu de temps après l'article de Staline), H. K. Kroupskaïa intervint à la conférence de Baumansk. D'un ton modéré, il est vrai, elle s'était néanmoins décidée à dire qu'on ne pouvait rejeter toutes les responsabilités des tournants sur les exécutants, et qu'il y avait chez nous (c'est-à-dire dans le C. C.) une part des fautes. Immédiatement les membres de l'appareil intervinrent contre elle, d'un ton cassant et grossier. L'affaire se termina par la remise, à qui de droit, de la part de Kroupskaïa, d'une déclaration reconnaissant les erreurs, etc... Il est outrageant de voir que non seulement Kroupskaïa y va de sa personne, mais mêle l'activité de Lénine à la politique du parti, n'ayant pour cela aucune donnée nécessaire. Comment ses proches ne peuvent-ils pas lui conseiller de se retenir un peu...

L'intervention de Rykov dans une usine de Moscou est plus récente en date. Il y reçut de nombreux billets questionnant sur la situation de Trotsky, etc... Certains étaient ainsi libellés : « Pourquoi a-t-on expulsé Trotsky, alors que lui aussi proposait de lutter contre les koulaks pour l'industrialisation ? » Rykov y répondit, comme il se doit, sous la houlette de Kaganovitch. A dire vrai l'« éclaircissement » est aujourd'hui très simplifié. Dans la commission scientifique (sic) du parti pour l'étude des entreprises séparées se passa, par exemple, le fait suivant. On discutait du rapport du secrétaire de la cellule de l'usine X... où il y eut d'une façon « peu heureuse » un peu de « trotskysme ». Le secrétaire de la cellule tranquillisa de son mieux la commission : nous avons expliqué, dit-il, que Trotsky s'était vendu à la bourgeoisie et alors

l'écume s'arrêta. La commission (scientifique!) avala cela. Dans les assemblées on avala tout. A la sortie des réunions on a des colloques cyniques et on échange des vues de grande portée...

III

LETTRE DE MOSCOU

Ces dernières semaines les journaux ont consacré beaucoup de place aux saluts adressés à Molotov. Sous ce rapport il semble que tout soit en ordre. Tout à l'air d'être comme il faut, et les bruits sur la brouille entre le « premier secrétaire » et le « second » sont soi-disant démentis. Mais des gens mieux informés et une série de symptômes objectifs, bien que minces, montrent qu'il en est autrement. Le poste de Président du Conseil des Commissaires, depuis que Rykov y est resté assis deux ans sous les attaques a perdu toute importance politique, et de ce côté la désignation de Molotov se présente comme une des formes les plus honorables de l'exil administratif. Mais Molotov, dit-on, s'est entêté longtemps. Il broyait du noir, ne se montrait pas; c'est-à-dire qu'il usait de la politique stalinienne à l'égard de Lénine. Les « salutations » ont pour but de consoler Molotov et de le réconcilier avec son sort. Car, semble-t-il, Staline craint tout de même un nouveau conflit : même sans cela, le nombre des personnes qui considèrent que sa direction coûte trop cher au parti est déjà assez élevé. Et, d'autre part, Molotov non plus ne pouvait plus tirer sur la corde, étant donné que Staline est suffisamment bien armé contre lui : dans les conversations privées Staline rejette toute la responsabilité de la « troisième période » sur Molotov et raconte comment des délégués étrangers sont venus à lui en le suppliant : « libérez-nous de la « troisième période » et... de Molotov ». Il faut penser que tout cela viendra à la surface à la prochaine opération.

Je vous informe avec retard de quelques détails sur la fraction Syrtzov-Lominadzé. La fraction était surtout forte au Caucase, où Lominadzé avait agi de la façon suivante. Il plaçait partout ses hommes, en leur donnant l'instruction de défendre partout la ligne générale et d'élire également aux organes dirigeants les staliniens, pour détourner ainsi les soupçons. Le but visé par ce procédé était la formation du plus grand nombre possible de cellules fractionnelles pour se présenter à la prochaine conférence pan-soviétique, ou Congrès, en délégation entière, et abattre ses cartes.

La fraction de Syrtzov fut trahie par un de ses partisans même, Reznik. Le fait que dans les journaux on mentionnait ce nom parmi les « double-faces » était destiné seulement à écarter l'attention. Grâce à la provocation de Reznik, le Bureau Politique était informé de chaque pas de Syrtzov. Au moment où Syrtzov participait à une délibération fractionnelle dans le logement de Noussinov, le Bureau Politique se réunit d'urgence, et Syrtzov y fut convoqué directement du logement de Noussinov. Syrtzov nia tout d'abord carrément

l'existence de la délibération fractionnelle, et déclara que les camarades s'occupaient tout simplement du problème du développement de l'élevage du bétail. C'est cela qui explique les lourdes plaisanteries de Kaganovitch sur l'élevage du bétail, les vaches, etc... (dans la presse). Mais après qu'au B. P. on eut expliqué que tout était connu, — et comme preuve on présenta des documents, — Syrtzov et Lominadzé avouèrent tout en ajoutant qu'eux mêmes ne pouvaient pas comprendre comment ils avaient pu nier à ce point l'existence de la fraction. A la Commission Centrale de Contrôle Syrtzov avait, au début, une attitude provocante. C'est à lui que revient la caractéristique suivante de Staline : « Un homme stupide qui mène le pays à la ruine ». C'est aussi lui qui déclarait que le B. P. n'existe plus, mais seulement un groupe de quatre : Staline, Molotov (?), Kaganovitch et Ordjonikidzé. Mais bientôt Syrtzov s'est soumis. On raconte que pendant la transmission des affaires du Commissariat du Peuple de la RSFSR (à Soulimov) il éclata en sanglots et se conduisit d'une façon générale comme une poule mouillée. Il disait en pleurnichant qu'il faut considérer toutes ses actions politiques comme le résultat de son état maladif, qu'il est malade des nerfs et a besoin d'une cure, etc...

Il est extrêmement intéressant de rappeler la déclaration que Staline a fait dans une conversation avec Lominadzé au temps où ce dernier jouissait de la pleine confiance : *« L'Internationale Communiste ne représente rien en soi et se maintient seulement grâce à l'aide du parti communiste de l'URSS. Si on retire l'appui, il ne restera rien de V.I. C. »*. Cette déclaration est extraordinairement cynique (même pour Staline!). Lominadzé l'a utilisée dans la lutte fractionnelle. Staline, bien entendu, dément toute cette conversation.

La dernière déclaration de repentir de Boukharine, qui fut, comme on le sait, plus ou moins acceptée par le Comité Central, et pour la critique de laquelle Bougouchevsky, flatteur servile à tous erins, fut engueulé, fut précédée des événements suivants. D'une des réunions du Comité Central, pendant laquelle on l'avait complètement criblé, Boukharine est sorti en pleurant, et a remis ensuite la déclaration exigée. Dans les sphères du parti persistait obstinément le bruit, très près de la vérité, que Boukharine menaçait le Bureau Politique de se suicider si la poursuite ne cessait pas. Cela a, paraît-il, produit un certain effet.

J'ai eu récemment l'occasion de parler avec un membre de province de la Commission Centrale de Contrôle, un vieil ami. Il déclara carrément que la majorité des membres du C.C.C. se trouvent au fond d'eux-mêmes sur la position de Boukharine, et qu'ils considèrent la situation actuelle dans le parti comme catastrophique. « Boukharine a raison, quant à Staline il ruine le pays », voilà ses paroles authentiques. Et ils sont tout à fait accablés par les mesures d'organisation prises contre Rykov et Boukharine. L'état d'énervement panique de ces membres du C.C.C. ressort suffisamment du fait qu'après avoir interrompu la conversation au milieu de la phrase, il s'est pris la tête entre les mains et quitta la chambre en courant. Un autre membre plus considéré du C.C.C. s'est

exprimé, d'après mon ami, de la façon suivante : « Avant, c'était Trotsky qui avait raison contre Staline; maintenant c'est Boukharine ».

Un membre de la C.C.C. bien considéré, à la question : « que pense-t-il de la fraction Syrtzov-Lominadzé », répond : « je ne pense, en général, plus rien ». D'ailleurs, pendant la discussion au plenum du C.C. sur la question Boukharine, un détail bien piquant s'est révélé, concernant Milioutine. Ce dernier interrompait souvent Boukharine par des répliques insolentes : « parle-nous plutôt de toi, etc... ». Boukharine ne se retint plus et répondit : « Et toi racontes nous plutôt comment tu étais d'abord dans nos rangs. Le parti, n'est-ce pas, n'en sait rien ». Ainsi s'est révélé que Milioutine est tombé tout droit des adeptes de Boukharine au rang de ses détracteurs. C'est ainsi que s'explique l'ardeur de son zèle trop empressé.

IV

QUELQUES MOTS SUR LE PROCES DU PARTI INDUSTRIEL

Le procès a remué les ouvriers et a montré que dans la classe ouvrière, sous les cendres il y a encore un enthousiasme révolutionnaire authentique. L'attitude des ouvriers vis-à-vis du verdict peut se résumer d'un seul mot : perplexité. On entendait fréquemment les conversations suivantes : « Maintenant, pour des faiblesses peu considérables on nous punit sévèrement. Mais là pour un crime énorme on a grâcié ». Dans quelques entreprises, malgré la pression de l'appareil, on n'a pas réussi à faire passer une résolution qui approuve la grâce accordée aux condamnés. Une confusion extrême régnait ces jours-là. Par exemple, un ami à moi, agitateur, a pris la parole dans une usine en exigeant l'exécution des accusés. C'était à la veille du verdict. Le lendemain on reçoit l'information que le C. E. Central avait grâcié les condamnés. On voulait de nouveau envoyer le même agitateur dans l'usine pour qu'il parle cette fois-ci en faveur de la grâce. Il y a fermement renoncé.

Dans une autre entreprise la situation était complètement lamentable. On exigeait l'exécution, et l'un des assistants de la réunion s'est abstenu. Après avoir subi une pression énorme, il prit la parole et admit, exténué, qu'il avait commis une faute politique, qu'il fallait bien entendu fusiller les accusés, etc... Et le lendemain on reçut la nouvelle que le C.E.C. avait grâcié les accusés. La conclusion politique des ouvriers les plus réfléchis est que l'opinion générale de la bureaucratie et de la bourgeoisie étrangère a pour le B. P. une importance considérablement plus grande que l'opinion générale des ouvriers. On ne peut pas tirer d'autre conclusion.

... Kondratiev, dans les interrogatoires, s'est justifié avec grande persuasion en disant qu'il avait travaillé « en s'appuyant sur Rykov et Kalinine ». Et c'est en eux qu'il puisait la sûreté de sa « justice ». Il a cité une longue liste de thèses et de résolutions écrites

par lui, Kondratiev, et adoptées par le B. P. et le Conseil des Commissaires du Peuple. Dans cette collaboration de Staline avec les saboteurs, l'ex-commissaire à l'agriculture, A. P. Smirnov, jouait le rôle d'intermédiaire. Tout cela, l'opposition de gauche le savait, et avertissait depuis 1924.

... Je sais d'une source tout-à-fait sûre que d'après une décision spéciale de Staline, les mesures draconiennes prises contre le *Bulletin* de l'Opposition sont encore renforcées. Beaucoup des « dignitaires » qui avaient jusqu'à il y a peu de temps, grâce à leur position officielle, le droit de recevoir le *Bulletin*, en sont privés. On sait jusqu'à quel point ce cercle était déjà restreint. Mais même en eux, paraît-il, on n'a pas confiance. Plusieurs des nouveaux « privés de droit » se sont presque ouvertement plaints de leur sort.

N. N.

L'Opposition de Gauche au Brésil

Nous publions ci-dessous deux textes publiés par nos camarades de l'opposition de gauche brésilienne. Le premier est un appel lancé par l'opposition concernant les récents événements révolutionnaires. Il a été publié dans le premier numéro du Boletim de Oposição. Le second est une étude sur l'évolution économique et sociale du Brésil et les perspectives qu'elle ouvre au prolétariat révolutionnaire.

D'une correspondance de nos camarades nous extrayons les passages suivants, qui apportent une précieuse documentation :

Fin Février 1931.

« Pendant les vingt jours de lutte à Rio de Janeiro, nous avons réussi à agir, malgré la faiblesse de nos moyens actuels. Nous avons distribué des tracts sur les questions d'actualité. Nous avons pu faire imprimer un numéro de la Luta de Classe que la police a confisqué, et dont nous n'avons pu sauver qu'une petite partie.

Le jour de la chute du gouvernement à Rio, pendant que la population descendue dans la rue fêtait bruyamment l'événement et incendiait les journaux gouvernementaux, nous avons essayé de sauver une imprimerie, pour faire sortir une feuille expliquant les événements à la masse en lançant les mots d'ordre politiques et économiques que le moment exigeait. Ce fut impossible. On ne voulait rien entendre, on ne voulait qu'incendier, plutôt avec un air joyeux qu'avec un sentiment de haine ou un instinct de classe quelconque. Rio donnait plutôt l'impression d'un jour de fête populaire du Carnaval (ce sont les fêtes les plus populaires du Brésil, comportant une véritable tradition nationale), que celle du moment d'une « révolution » victorieuse après vingt jours de guerre civile.

« On voyait partout des gens habillés en rouge, rubans, cravates, drapeaux rouges, mais pas une seule pancarte avec un mot d'ordre quelconque, rien, pas un signe d'activité et de conscience politique. On entendait des acclamations à l'armée et à quelques-uns des noms les plus en vue du mouvement. Même un ou deux politiciens bourgeois très populaires à Rio par leur démagogie petite-bourgeoise n'ont rien su dire qui démontrât la moindre orientation politique. Il y eut même des épisodes comiques nombreux.

« On réussit tout de même à disperser les archives de la police politique. Nous saccagâmes le siège d'une « Ligue fasciste », en l'indiquant comme le bureau d'un politicien réactionnaire très impopulaire.

« Pendant toute cette journée, les généraux qui ont déclenché le mouvement ici, dans la capitale, attendaient, au coin d'une rue

qui conduit au palais du gouvernement, la réponse à l'ultimatum qu'ils ont envoyé à cinq heures du matin de ce même jour, en donnant au Président une demi-heure pour se soumettre! Le cardinal Leme remplissait le rôle d'huissier. Cela dura de 5 heures du matin à 6 heures du soir, quand le cardinal, posant doucement la main sur la tête du Président, réussit à le convaincre de se rendre!

« Nous avons pu éditer un tract dès le soir même, invitant les travailleurs à s'organiser immédiatement et à ne rien attendre de la bourgeoisie. Le jour suivant, le parti tenta de tenir un meeting sous le couvert de la CGT (qui n'existe que sur le papier), pour l'organisation syndicale. Nous y avons distribué notre tract relatif à l'organisation syndicale. Des camarades du parti nous ont aidé à distribuer ce tract. Les orateurs du parti parlaient d'arracher la terre aux seigneurs féodaux (?), sans dire un mot sur la nécessité de l'organisation des travailleurs, ni sur leurs revendications immédiates. La cavalerie de l'armée qui faisait la police à Rio, a dispersé le meeting, et quelques camarades, parmi lesquels les nôtres, ont été momentanément arrêtés. Pendant que nous distribuions des tracts sur la nécessité de l'organisation, etc..., le parti faisait distribuer son journal, sur lequel on lisait en manchette, en caractères énormes, sur toute la largeur : « Comme c'est facile de renverser le gouvernement bourgeois! une demi-heure suffit! » (sic).

« Le jour suivant, des incidents se sont produits entre l'armée et la police; on n'en connaît pas très clairement l'origine. Le bruit courut dans toute la ville que c'était un « travail communiste ». Toutes les sphères de la bourgeoisie ont été prises de panique. On voyait partout le doigt du communisme. Le communisme est devenu un personnage mystérieux des films policiers. Même des ouvriers prirent peur et des camarades suspects de communisme étaient évités. Cette atmosphère dure toujours.

« A Sao Paulo les choses se sont passées différemment. Les troupes révoltées sont entrées dans Sao Paulo sous le commandement d'anciens officiers révoltés en 1922 et 1924, qui ont vécu depuis en exil. Avec leur ancien chef, Prestes, ils ont eu des rapports avec le parti au temps où l'on tenta de réaliser ici un Kuomintang (1927-1928). Un camarade du parti, J., leur ancien partisan, est venu aussi dans l'armée « révolutionnaire » comme capitaine. Avec un autre camarade, Pl. M., expulsé du parti peu avant la guerre civile et sympathisant à l'opposition, mais qui, à cette époque, n'était pas en relations avec nous, il a obtenu du chef militaire de Sao Paulo, son ami personnel, un soi-disant décret de légalisation du parti selon lequel le parti pouvait faire sa propagande, avoir son siège publiquement, etc... Pour toute « tentative de soulèvement », les deux camarades, ainsi que le père de ce chef militaire, qui était aussi membre du P. C., seraient responsables. Il était clair que ce décret ne valait rien et l'action de ces camarades était d'un opportunisme scandaleux. Ils n'ont même pas déclaré que ce décret avait été « imposé par la masse », ou quelque chose dans ce sens. Non! J. était un camarade très connu. Il est resté trois mois en pri-

son à Sao Paulo, d'où il est parti quelques jours avant le soulèvement, après une campagne démagogique des journaux d'opposition contre le gouvernement. Le parti, au lieu de l'expulser publiquement aussitôt qu'on apprit par les journaux qu'il venait comme capitaine dans les troupes révoltées, n'a rien fait, est même entré en relations avec lui et ne l'a expulsé qu'après qu'il ait refusé de se soumettre aux exigences des bureaucrates. Car J. rêvait de faire un journal quotidien ouvert à toutes les tendances communistes, y compris la nôtre.

« ... A Rio la réaction policière s'est déclenchée avec une grande violence. Les militants les plus en vue, les deux conseillers municipaux du parti, furent arrêtés. Le centre de gravité du mouvement s'est déplacé vers Sao Paulo ».

Ensuite nos camarades écrivent que le travail de l'opposition se développe favorablement.

I

AUX TRAVAILLEURS DU BRESIL LA CRISE ECONOMIQUE ET LES TACHES DES COMMUNISTES

Comme conséquence de la crise du café, — produit à une telle échelle à Sao-Paulo que la consommation mondiale ne peut accompagner que de loin la marche de la production, — le P. R. P. (1), parti dominant de la bourgeoisie pauliste, la bande qui dans ces 40 ans de « république démocratique » contrôla le pouvoir, exerçant son hégémonie sur la Fédération, s'effondra. Le P. R. P., associé aux oligarchies dominantes qui présidaient aux destinées de 17 Etats, dût abandonner ses positions devant le « pronunciamiento », intimidé par le spectre de la guerre civile allumée dans les Etats de la soi-disante « Alliance Libérale ».

Le gouvernement devint si absorbant, et si grande est la somme de pouvoir concentrée en lui que la bourgeoisie de l'Etat qui s'en empare exerce un contrôle presque total sur toutes les forces de l'Union. La bourgeoisie d'un des Etats ayant en mains le pouvoir fédéral dispose d'un instrument idéal d'exploitation des masses opprimées, possède un supplément de force armée pour imposer au peuple la volonté de la classe dominante et écraser les révoltes populaires, et peut plus facilement obtenir des puissances impérialistes les emprunts qui augmentent l'oppression des masses.

Au Rio-Grande do Sul, la bourgeoisie se sentait déjà assez forte pour arracher le pouvoir des mains du P. R. P. A Minas,

(1) P. R. P. : initiales du *Partido Republicano Paulista* (parti républicain de Sao-Paulo). De ces initiales on a fait l'adjectif « perrepista ».

l'oligarchie dominante, avec Bernardes (2) à sa tête, luttait pour l'hégémonie politique qui était exercée par Sao-Paulo. Quant au soulèvement de la Parahyba, nous avons en lui un indice des angoisses de la bourgeoisie du Nordeste (3) qui ambitionne une plus grande liberté politique.

La « Nouvelle République », prêchée par les jeunes, et les vieux politiciens de l'« ancienne », aidés par un « pronunciamiento » typique fomenté par des officiers supérieurs qui appuyaient Washington Luis (tant que celui-ci ne les envoyait pas au front), fut faite au nom de l'unité nationale en danger.

La bourgeoisie de Rio-Grande do Sul, oublieuse de ses tendances séparatistes, s'est faite ainsi championne de l'unité nationale..., sous son hégémonie politique. Et, ainsi, fut chassé le parti qui représentait le mieux les intérêts de la bourgeoisie monopolisatrice de Sao-Paulo, une fois que sa base économique, caractérisée par la monoculture capitaliste, vacilla.

Maintenant, on voit la bourgeoisie « gaucha » (4), reposant sur la polyculture, l'élevage et les industries subséquentes, mener campagne pour l'« Unité de la patrie », faire sa propre propagande. La nécessité dans laquelle elle se trouve de s'assurer des marchés intérieurs pour sa production la conduit à proclamer un « nationalisme économique », « en faveur du peuple » et « pour l'abaissement du coût de la vie », comme disent les nouveaux messies, — mais qui cache mal leur louche sollicitude pour leurs propres intérêts de classe.

Ainsi, la réforme des tarifs douaniers, recours démagogique, conduisit les classes moyennes et prolétarienne à l'espérance d'un abaissement du coût de la vie et ne contraria pas les intérêts propres au système de production de Rio-Grande do Sul. A Sao-Paulo, la bourgeoisie, noyée dans les « stocks » de café et de tissus, abdique, en faveur d'une dictature militaire, tout le contrôle de l'Etat, terrorisée par le développement de la crise économique, s'unissant dans une « sainte alliance », cimentée par la sueur du prolétariat. L'industriel et le planteur étant obligés de réduire le coût de la production, la bourgeoisie sera probablement réduite à prendre des mesures radicales, telles que l'expropriation des plantations caféières hypothéquées à la Banque de l'Etat et leur lotissement consécutif. Avec de telles mesures, la bourgeoisie jettera sur le dos du colon, — qui, sans aucun doute, paiera très cher la terre qu'il travaille, pour que l'Etat puisse régler ponctuellement les intérêts de la dette extérieure, — le poids des exploi-

(2) Ancien président de la République contre lequel ont lutté en 1924-1926 les principaux chefs militaires de la dernière révolte dont il est aujourd'hui un des chefs civils.

(3) Région comprenant les Etats de Ceara, Rio-Grande do Norte, Parahyba, une partie de l'Etat de Pernambouc et le nord-ouest de l'Etat de Bahia.

(4) On désigne sous ce nom la population de l'Etat de Rio-Grande do Sul.

tations non lucratives. Le capital financier international sera content. La bourgeoisie aussi. Et Joao-Alberto (5) chantera victoire en se disant « socialiste »...

Comme remède à la crise financière, encore un emprunt qui liera un peu plus les intérêts de la bourgeoisie nationale à ceux de la bourgeoisie impérialiste. Si les médecins sont autres, le remède n'a pas changé... Le prolétariat et les classes rurales seront saignées une fois de plus. La démagogie libérale, le bavardage « révolutionnaire » serviront d'anesthésique.

Maintenir l'unité bourgeoise du Brésil, moyennant une centralisation accentuée du pouvoir, sous forme d'une dictature militaire ouverte ou masquée, menaçant de ses baïonnettes les masses exploitées et opprimées, maintenir cette unité dans un pays où le développement des forces productrices dans les différents Etats se poursuit inégalement, accélérer le processus de désorganisation par l'invasion du capital financier international, prétendre libérer la « patrie brésilienne » du démembrement; voilà la « mission historique » des « généraux de la révolution », des Juarez Tavora (6) et Miguel Costa, de Joao-Alberto et Goes Monteiro, au service de la bourgeoisie.

L'unité nationale bourgeoise fut maintenue grâce à la victoire de l'« Alliance Libérale ». Chassés de la scène politique quelques-uns des principaux figurants les plus compromis, — l'accord général de la bourgeoisie est en train de se rétablir aux dépens des classes pauvres, réduites aux pires conditions d'existence. Cet accord général sera, dans le Brésil bourgeois, la dernière forme conciliatrice entre la centralisation de l'Etat — processus de développement capitaliste, — et la forme fédérative, — garantie de l'unité politique.

La faillite financière de l'Etat, la réduction de la réserve d'or par suite de la politique monétaire du gouvernement « perrepista », la crise économique de surproduction agraire et industrielle, aggravent le degré de dépendance de l'Etat brésilien envers l'économie mondiale impérialiste. A peine se sont tues les fanfares ronflantes de la victoire que les banquiers de Wall Street et de la City envoient déjà leurs experts-comptables. Le véritable vainqueur surgit. La bourgeoisie nationale doit se soumettre à sa politique, la politique des grands pays impérialistes. Aucune fraction de la bourgeoisie, pour si libérale que soit son étiquette, ne

(5) Dictateur militaire délégué par le gouvernement fédéral à l'Etat de Sao-Paulo. Participe à la marche de la « Colonne Prestes » à travers le Brésil en 1924-26.

(6) Juarez Tavora : conspirateur militaire, idole de la petite-bourgeoisie, réactionnaire borné qui couvre son indigence de pensée d'un grossier voile démagogique. Son unique préoccupation est, à propos de tout, de « faire une moyenne ». Miguel Costa : conspirateur militaire qui participa à la marche de la « Colonne Prestes ». Actuellement chef de la police de l'Etat de Sao-Paulo. Goes Monteiro : chef d'état-major des forces « révolutionnaires » du sud.

peut rendre effectives ses promesses démocratiques. Dans la phase impérialiste du capitalisme, la démocratie bourgeoise — démocratie formelle — n'est rien autre qu'une supercherie. La bourgeoisie n'a plus aucun intérêt direct à la réalisation des revendications démocratiques. Nous avons une illustration vivante de cette affirmation dans le rôle de Mauricio de Lacerda et de Lusardo (7), tous deux prédicateurs verbeux du libéralisme et idoles d'argile de la petite-bourgeoisie. Le premier, ne pouvant plus faire de discours, signe des articles emphatiques et dithyrambiques déifiant les généraux d'opérette de la « révolution ». L'autre accepte goulûment et cyniquement le poste de chef de police, continuant et perfectionnant si c'est possible la répression brutale du mouvement ouvrier à Rio de Janeiro. L'hypocrisie de la campagne libérale devient ainsi patente dans la contradiction entre les promesses qui illusionnèrent les masses et la réalité des prisons, déportations et fusillades. Le jour même où les généraux déposèrent Washington Luis, ils firent fusiller le peuple pour défendre la propriété du comte Pereira Carneira menacée par le sac du *Jornal do Brasil* (8). Le lendemain, un meeting de la Confédération Générale du Travail fut dissout et les orateurs prolétariens arrêtés. La « liberté » à Sao Paulo, « décrétée » par Joao-Alberto et son complice Miguel Costa, passa, — dans le court espace d'un mois, — de l'ample autorisation d'organisation syndicale à la restriction du droit de grève; du droit d'association à la censure de la presse, à la présence de la police dans les réunions syndicales, à la répression systématique de toute tentative de grève; de la légalisation du Parti Communiste et des déclarations officieuses en faveur de la reconnaissance de l'U.R.S.S., à l'arrestation des militants ouvriers et à la surveillance exercée sur les « suspects » de communisme.

Le prolétariat ne se trompera pas. Lui seul, comme classe véritablement révolutionnaire et par le caractère international de la bataille qu'il a engagée contre la bourgeoisie, peut lutter pour la liberté, pour la démocratie. Seul, le prolétariat peut combattre pour les revendications démocratiques car, seul, il a un intérêt vital à la conquête de la démocratie. Devant le prolétariat se dressant comme classe, les diverses fractions de la bourgeoisie n'ont plus de divergences et, conservateurs et libéraux, font le front unique. Lorsque le prolétariat présente les plus élémentaires mots d'ordre de réclamation, la main pesante de la réaction bourgeoise cherche à étouffer sa voix.

Les machinations de la dictature bourgeoise ne nous intimi-

(7) Ancien député de Rio de Janeiro à la Chambre Fédérale qui est dissoute depuis le 24 octobre. Lusardo : ancien député de l'Etat de Rio-Grande do Sul, à la même Chambre.

(8) Organe officieux du gouvernement Washington Luis qui appartient au comte Pereira Carneira. Le 24 octobre la foule voulut détruire les installations du journal mais n'y réussit pas complètement, grâce à l'intervention d'un détachement de soldats qui tira sur la foule désarmée, faisant des morts et de nombreux blessés.

dent pas. Le prolétariat luttera pour la réalisation des revendications démocratiques, se battra pour le droit d'organiser ses syndicats révolutionnaires de classe et pour la légalisation du parti de son avant-garde consciente, le Parti Communiste. L'action de celui-ci étant handicapée par sa direction incapable et bureaucratifiée, la Ligue Communiste, fraction de gauche du Parti, adhérente à l'aile bolchevik-léniniste de la Troisième Internationale et dirigée par Trotsky et Rakovsky, invite le prolétariat à la lutte pour les libertés démocratiques et pour la légalisation de son parti de classe, afin d'entreprendre l'organisation définitive du prolétariat pour l'élever à la conscience révolutionnaire de la lutte pour l'instauration de la Dictature du Prolétariat qui rendra effective sa complète émancipation politique et économique.

La Ligue Communiste luttera sans défaillances pour une ligne politique révolutionnaire juste du parti du prolétariat, défendra avec intransigeance les résolutions adoptées par les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste et revendiquera l'établissement de la démocratie interne dans le sein du Parti Communiste, pour la discussion des plus importants problèmes du mouvement ouvrier.

Finalement, la « Ligue Communiste » combattra par ses organes (*Boletim da Opposicao* et *Luta de Classe*) toutes les erreurs et déviations qui menacent la stabilité de la dictature du prolétariat dans l'Union Soviétique et, — dans le cadre national, — la politique opportuniste et réactionnaire de la bureaucratie dirigeante qui entrave le développement du processus permanent et international de la Révolution prolétarienne.

Pour la plus complète liberté d'organisation syndicale!

Pour la reconnaissance des comités d'usines et de plantations!

Pour la journée de 8 heures!

Pour le droit de grève!

Pour la fixation d'un salaire minimum!

Pour l'entretien des chômeurs par l'Etat!

Pour les contrats collectifs de travail dans les usines et les plantations!

Pour l'annulation des impôts et hypothèques sur la petite propriété rurale et urbaine!

Pour le vote secret, direct, sans distinction de sexe et de nationalité, pour les majeurs de 18 ans et extensif aux soldats et marins!

Pour la convocation de l'Assemblée Constituante sur les bases ci-dessus exposées!

Pour la reconnaissance de l'Union Soviétique!

LA COMMISSION EXECUTIVE PROVISOIRE
DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION).

Janvier 1931.

II

**ESQUISSE D'UNE ANALYSE DE LA
SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE
AU BRÉSIL****NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME
AU BRÉSIL**

Le mode de production capitaliste et l'accumulation — et, par conséquent, la propriété privée capitaliste — ont été directement exportés des métropoles vers le Nouveau-Monde. La base du système capitaliste est l'expropriation de la masse du peuple; mais, dans les colonies en général, l'excès de terre peut être transformé en propriété privée et en moyen individuel de production. Le colon libre ayant toujours la possibilité de devenir propriétaire de son moyen de production, c'est-à-dire, que le travailleur pouvant accumuler pour lui-même, rend impossible l'accumulation et le mode de production capitalistes. C'était là la contradiction que la bourgeoisie de la métropole avait à résoudre, « le secret de sa floraison et celui de sa gangrène » (Marx). La dépendance du travailleur par rapport au capitaliste, propriétaire des moyens de production, a dû être créée par des moyens artificiels : l'appropriation de la terre par l'Etat qui la convertit en propriété privée, et l'introduction de l'esclavage indigène et nègre; en un mot, la colonisation systématique.

Au Brésil, l'accumulation primitive du capital s'est faite d'une manière directe : la transformation de l'économie esclavagiste en salariat aux champs s'est faite directement, et l'afflux immigratoire qui avait déjà commencé avant l'abolition de l'esclavage a eu comme objectif de fournir des bras à la grande culture caféière (1). Il s'est

(1) Les deux facteurs contraires à l'établissement d'un grand courant immigratoire, le régime du *latifundium*, le monopole des grands maîtres de la terre, de fait et de jure, et la force de travail esclave créant une ambiance peu propice au développement rapide du travail libre dans l'exploitation agricole, subirent un premier coup avec l'abolition de l'esclavage, expression juridique d'un processus économique dont nous pouvons vérifier clairement la ligne, à partir de 1884, époque à laquelle l'immigration augmenta progressivement, appuyée par de forts subsides de l'empire.

Dans la province de Sao-Paulo, la progression fut la suivante :

1884 —	4.879	immigrants
1885 —	6.500	»
1886 —	9.356	»
1887 —	32.112	»
1888 —	92.086	»

(Dioclecio D. Duarte — *Estudos de economia brasileira*, pg. 72).

donc produit ici ce que Marx appelle « un simple changement de forme ». Le Brésil n'a jamais été, depuis sa première colonisation, autre chose qu'une vaste exploitation agricole. Son caractère d'exploitation rurale coloniale a précédé historiquement son organisation comme Etat. Il n'y a pas eu ici de terre libre; ici on n'a pas connu le colon libre, maître de ses moyens de production, mais l'aventurier de la métropole, le gentilhomme portugais, le commerçant hollandais, le missionnaire jésuite — qui n'avaient d'autre base que le monopole des terres. Sous une forme particulière de féodalisme, tous venaient exploiter la force de travail de l'indien adapté et du nègre importé (2).

La classe des petits propriétaires, facteur de la petite production, généralement antérieure au régime capitaliste et dont l'expropriation est un facteur déterminant de celui-ci, n'a pas pu se développer dans la formation économique du Brésil. L'Etat brésilien se caractérise toujours par un rigide schématisme de classe. La société monarchique reposait sur l'exploitation du bras esclave par une minorité de maîtres de la terre et la monarchie végéta deux tiers de siècle au milieu de la turbulence des voisins du continent, prolongeant par la passivité bureaucratique la vie d'un régime politique déjà caduc. Travail esclave, *latifundium*, production dirigée par les maîtres de la terre avec leur clientèle, bourgeoisie urbaine et une couche insignifiante de travailleurs libres, aussi bien à la ville qu'aux champs, — telles furent les particularités qui marquèrent de leur sceau la formation économique et politique du Brésil dans l'Amérique latine, où, en général, l'absence d'agriculture organisée eut comme conséquence la lutte pour la terre, contre l'indien, et la lutte contre le monopole du commerce que détenait la couronne d'Espagne. Dans les colonies espagnoles, le colon vivait d'élevage et de contrebande.

La destruction du régime esclavagiste, qui a été déterminée par les nécessités du développement capitaliste au Brésil, ouvrait au même temps de nouveaux débouchés à l'industrie anglaise qui monopolisait alors le marché mondial. La bourgeoisie brésilienne naquit aux champs et non à la ville. La production agricole coloniale a été destinée dès le début aux marchés extérieurs. Le Brésil a été au XVII^e siècle le principal producteur de sucre du monde. Des deux axes de colonisation : Bahia — Pernambouc et Sao Paulo — Rio de Janeiro, le premier prit sur le second un avantage considérable. Dans les capitaineries du nord le bras africain édifia sur de vastes domaines la prospérité de l'aristocratie

(2) La couronne portugaise distribua les terres du Brésil, réparties en grands fiefs (capitaineries), à ses nobles et serviteurs. Le capitaine général (gouverneur de la capitainerie), ne pouvant occuper les terres, dut avoir recours au bras esclave. Tant que l'exploitation des terres garda un caractère extensif, l'indien suffit, mais dès que le travail devint intensif, il fallut importer des nègres de l'Afrique. En 1587, la capitainerie de Bahia comptait déjà, pour faire face aux nécessités de la culture sucrière, outre 6.000 indiens, 4.000 esclaves africains.

rurale. Mais la production sucrière brésilienne a été peu à peu vaincue par la concurrence extérieure et tendit à se restreindre aux nécessités du marché intérieur. Avec la découverte des mines d'or, le centre de l'activité économique de la colonie se transporta à l'intérieur des Etats de Minas Geraes et de Bahia (3). Le travail fut attiré vers ces régions et le mouvement agricole décrut. La prospection minéralogique devint l'industrie principale dont le développement caractérise le XVIII^e siècle. Bientôt, cependant, la décadence des mines, exploitées par des procédés rudimentaires, commença. A la pauvreté du prospecteur, au manque d'esclaves, s'allia la pression du fisc. On revint à l'exploitation agricole (céréales, canne à sucre, tabac, coton).

La culture du café commença relativement tard, dans les régions montagneuses voisines de Rio de Janeiro et, dès ce moment, revêtit les caractéristiques particulières qu'elle a conservées (4).

La république fut imposée au Brésil par la bourgeoisie caféière de l'Etat de Sao Paulo qui ne pouvait se satisfaire d'une forme de production réactionnaire et patriarcale (5). Avec l'avènement de la république, cet Etat imposa son hégémonie à la fédération. Pour que puisse s'opérer, sans chocs graves, le développement capitaliste dans les anciennes provinces, unies par des liens purement politiques et, séparées, au contraire, par une diversité presque sans égale, de possibilités économiques, les légistes de la constituante donnèrent à la république une forme fédérative.

(3) Humboldt dit que le Brésil fournissait la moitié de l'or de la production américaine. Les « bandeiras » (expéditions) de Sao Paulo pour la chasse aux indiens se transformèrent peu à peu en entreprises de prospection.

(4) « Vers la fin du XVIII^e siècle des cultures du Para furent introduites dans la province de Rio de Janeiro. La vallée du Parahyba prospéra, les plantations gagnèrent peu à peu la province de Sao Paulo. Ce fut à partir de 1835 que le développement des cafés paulistes devint plus considérable ». (Delgado de Carvalho : « *Le Brésil méridional* »).

La progression du pourcentage pauliste dans la production brésilienne fut la suivante :

1840	—	2,8 %
1860	—	10,5 %
1870	—	15,1 %
1880	—	27,5 %
1890	—	50 %

Le Parti Républicain Pauliste fut fondé en 1873 à Itù.

(5) La métropole institua dès la période coloniale la colonisation libre. En 1746, 4.000 ménages furent transportés de Madère et des Açores au Brésil. Les premières concessions de terre aux étrangers résidant au Brésil, furent accordées en 1808, mais la colonisation officielle ne fut tentée qu'en 1818, avec l'établissement d'une colonie de Suisses et d'Allemands. Les tentatives officielles de colonisation libre, avec institution de la petite propriété, se heurtèrent au régime général de grande propriété rurale et au caractère industriel de la production agricole au Brésil, dépendante de bonne heure du marché mondial. Le propriétaire du *latifundium* s'est vu obligé d'importer la force de

Le formidable développement de la culture caféière est typiquement un développement capitaliste. Toutes les conditions nécessaires à une grande exploitation étaient réunies : terres vierges, absence de rente foncière, possibilité d'une plus grande perfection dans la culture et surtout possibilité d'une forme spécialisée de production, en un mot, possibilité de monoculture. Ainsi le planteur de café fait converger simultanément tous ses moyens de production vers un but unique et par conséquent en retire un bénéfice jusqu'alors inconnu. Le type de l'exploitation détermina donc une prospérité favorable au développement du capitalisme sous toutes ses formes. Ainsi le système de crédit, le développement de la dette hypothécaire, le commerce dans les ports d'exportation, tout préparait une base capitaliste nationale. Les bras qui manquaient furent importés. L'immigration prit alors un caractère d'entreprise industrielle.

LA BOURGEOISIE ET LE POUVOIR

Les luttes politiques que la République a connues jusqu'ici et qui se produisent en général à l'occasion des élections présidentielles, se déroulent toutes autour des groupements politiques dominant dans l'Etat de Sao Paulo. La différenciation économique entre les Etats de la Fédération s'accroît de plus en plus. La bourgeoisie de Sao Paulo, associée à celle de Minas Geraes, s'empara du gouvernement fédéral. Les représentations parlementaires des Etats secondaires devinrent les représentants du pouvoir central dans les Etats, au lieu de — selon la fiction constitutionnelle — représenter les Etats auprès du pouvoir central. Mais le processus économique s'est étendu peu à peu à tout le territoire brésilien, et, le capitalisme pénétrant dans tout le Brésil, transforma les bases économiques les plus retardataires. Le Brésil, à mesure qu'il progresse économiquement, s'intègre de plus en plus à l'économie mondiale et entre dans la sphère d'attraction impérialiste (6). Avec la grande guerre et le protectionnisme, la poussée industrielle s'accroît, compliquant les relations de classe et les problèmes qui en

travail, mais il ne lui convenait pas de l'importer à titre de petit propriétaire isolé. Avec la décadence du trafic africain, la substitution de l'esclave par le travailleur salarié devint une préoccupation constante des maîtres de la terre. Le rapport de la mission Abrantes, envoyée en 1848 par l'Empire, en Allemagne, est édifiant. Dans le but de prévenir la crise imminente, — le trafic tendait à cesser — le marquis d'Abrantes proposait, entre autres, les mesures suivantes : « Instituer la colonisation, attirant bras libres et capitaux, provoquer la séparation de l'agriculture et de l'usine, dans la grande culture caféière et sucrière; organiser par des règlements et par l'action de la police locale, le travail entre les libérés, les obligeant à « se louer » aux planteurs ».

L'introduction systématique de travailleurs salariés pour l'agriculture pauliste (immigration soutenue financièrement par l'Etat ou exploitée par de grandes compagnies particulières), commença sous le ministère Cotogipe (1886).

découlent. La politique de la bourgeoisie était jusqu'alors orientée dans le sens du maintien du monopole de la production caféière sur le marché mondial. Avec l'avènement de l'industrie et d'une plus grande pénétration capitaliste, le problème principal s'est compliqué de la nécessité de la création de marchés intérieurs. La politique intérieure est de plus en plus subordonnée à cette question fondamentale : le récent développement des routes, la politique financière de stabilisation, l'intervention directe du gouvernement fédéral dans les affaires des Etats, n'ont pas d'autre explication. L'urgence et la pénurie de marchés intérieurs est un des points névralgiques de l'instabilité économique et politique du Brésil.

Pour le développement des marchés intérieurs, tous les moyens sont bons, et un gouvernement fort et centralisé est la condition essentielle. La pénétration impérialiste est un révélsif constant

Auparavant, le planteur pauliste devait importer des autres provinces des équipes d'esclaves, surtout des provinces du nord.

(6) Moyenne annuelle, par période de 5 années, de la différence entre l'exportation et l'importation :

Solde favorable à l'exportation (en milliers de L.)

1901-1905	14.681
1906-1910	16.794
1911-1915	11.743
1916-1920	15.478
1921-1925	17.179
1926-1930	9.773

Dette extérieure du Brésil (Union, Etats et Municipalités) :

L. : 244.700.770 (approximativement).

Service de la dette :

Dette de l'Etat, L. : 500.000 (approximativement).

Dette privée, L. : 16.000.000.

Capital étranger employé au Brésil (Estimation du *Jornal do Commercio* de Rio de Janeiro).

Capital anglais (1929) :

Industries	L. 122.000.000
Emprunts	L. 180.436.000
Total	L. 302.436.000

Capital français (1929) :

Industries	frs. 1.500.000.000
Emprunts	frs. 717.000.000
Total	frs. 2.217.000.000

Capital américain (1929) :

Industries	\$ 125.000.000
Emprunts	\$ 355.200.000
Total	\$ 480.200.000

Capital allemand, italien, portugais, hollandais et autres.

Estimation : \$ 350.000.000.

qui accélère et aggrave les contradictions économiques et les contradictions de classes. L'impérialisme altère constamment la structure économique des pays coloniaux et des contrées soumises à son influence et empêche que le développement capitaliste se poursuive normalement, ne permettant pas que ce développement se fasse d'une manière formelle dans les limites de l'Etat. A cause de cela, la bourgeoisie nationale n'a pas de bases économiques stables lui permettant d'édifier une superstructure politique et sociale progressiste. L'impérialisme ne lui donne pas le temps de respirer et le fantôme de la lutte de classe prolétarienne lui enlève les plaisirs d'une digestion calme et heureuse. Elle doit lutter dans le tourbillon impérialiste, subordonnant sa propre défense à la défense du capitalisme. De là, son incapacité politique, son réactionnarisme aveugle et vil, et — sur tous les plans, — sa lâcheté. Dans les pays nouveaux, directement subordonnés à l'impérialisme, la bourgeoisie nationale, en apparaissant sur l'arène historique, était déjà vieille et réactionnaire, avec des idéaux démocratiques corrompus. La contradiction qui fait que l'impérialisme, — révolutionnant de manière permanente l'économie des pays qui lui sont soumis, — agit comme facteur réactionnaire en politique, trouve son expression dans les gouvernements forts, dans la subordination de la société au pouvoir exécutif. C'est ainsi que se repète dans la phase impérialiste, — par un procédé analogue, — cette subordination de la société au pouvoir exécutif, dans laquelle Marx voyait l'expression de l'influence politique des paysans parcellaires. En plus, les nécessités du développement industriel ont, comme condition essentielle, l'appui direct de l'Etat; l'industrie naît, retenue à l'Etat par un cordon ombilical. Le renforcement graduel du pouvoir exécutif est, d'ailleurs, un processus régulier et systématique du développement industriel dans les pays politiquement secondaires, comme le montre Trotsky pour la Russie tsariste. Ce processus s'est accentué ici depuis la grande guerre, coïncidant avec la domination prépondérante de l'impérialisme américain sur la scène mondiale, spécialement dans l'Amérique latine. C'est-à-dire — depuis le gouvernement du président Epitacio Pessoa. Alors la réaction devint systématique et prit un caractère de classe très net. L'apologie des gouvernements forts, la divinisation de l'ordre, l'attaque contre la démocratie et le libéralisme ont été les points principaux de l'idéologie réactionnaire qui surgit dans la fumée des cheminées des fabriques et des dreadnoughts américains. Le gouvernement d'Epitacio Pessoa (1920-1922) marqua le point culminant de la vague de constitutionalisme et du fétichisme de l'autorité constituée. Au cours des quadriennats suivants le gouvernement a été en proie à l'obsession hystérique de l'ordre, du régime social. Washington Luis, le président dont le mandat expirait le 15 novembre 1930, représente l'hypertrophie du pouvoir exécutif, déjà séparé des intérêts immédiats de la fraction de la bourgeoisie qui l'a élevé au pouvoir. Ici encore se vérifie ce que Trotsky disait du rapport entre les classes bourgeoises et le tsarisme, à savoir — que ce n'était pas la force de ces classes qui déter-

minait le pouvoir de la monarchie russe — mais leur *faiblesse*. Au Brésil, toutes les classes sont subordonnées à l'exécutif et les mots d'ordre libéraux les plus banals ont, pour le gouvernement, un caractère subversif. Le bavardage de Mauricio de Lacerda, sa frénésie petite-bourgeoise, prend pour le gouvernement l'allure de déclarations communistes. Lesdits libéraux applaudissent à la répression policière lorsque celle-ci s'exerce sur les organisations prolétariennes. Marx dit que la veille du coup d'Etat de Napoléon III, la bourgeoisie française taxait d'hérésie « socialiste » ce qu'elle célébrait précédemment comme « libéral » et reconnaissait ainsi que, pour conserver intacte sa puissance sociale, il lui fallait briser son pouvoir politique, que la bourgeoisie ne peut continuer à exploiter les autres classes et à jouir tranquillement de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre, qu'à condition de voir sa classe condamnée à la même nullité politique que les autres classes et déclare ainsi sa domination *politique* incompatible avec sa sûreté et son existence propres.

CENTRALISATION ET FEDERATION

La bourgeoisie de Sao Paulo a sacrifié ses intérêts généraux de classe, son intérêt politique, à des intérêts particuliers plus limités, plus immédiatement matériels, sans aucune autre considération de solidarité de classe de caractère collectif. De là vient la lutte d'une partie de la bourgeoisie nationale contre le « Parti républicain de Sao Paulo ». Sous le régime bourgeois, l'appareil étatiste, tend naturellement à évoluer vers une centralisation croissante. Au Brésil, des causes particulières précisent et accélèrent ce processus : l'extension territoriale, la faible densité de la population, son agriculture industrialisée, grâce au caractère spécial de la production, — l'absence de rente foncière qui fait se confondre le propriétaire terrien et le propriétaire de l'exploitation agricole, le développement inégal du capitalisme, la division politique qui légalise la suprématie des Etats les plus forts sur les plus faibles, la poussée industrielle progressive, la pression impérialiste. Cette centralisation s'est accentuée avec le développement industriel et l'intervention du capital yankée, c'est-à-dire, dès que s'est montrée la nécessité des marchés intérieurs. Le pouvoir fédéral se fortifia et la constitution fut réformée afin de faciliter l'intervention de l'Union dans les Etats. A mesure que se poursuit la centralisation de la machine gouvernementale, la bourgeoisie, se sentant à l'abri des dangers et des ennuis du gouvernement, tend à s'identifier à ses intérêts généraux. L'appareil de l'Etat fédéral s'adapte chaque fois mieux aux intérêts économiques de la bourgeoisie, en raison directe de sa centralisation. Si, aujourd'hui, il sert d'une manière immédiate les intérêts des partis dominants de Sao Paulo, il peut demain servir les intérêts des partis dominants de la bourgeoisie de Minas Geraes et de Rio Grande do Sul. Le soulèvement actuel de ces deux Etats qui, pour des motifs circonstanciels, entraînent celui de Parahyba, s'est fait au nom de l'autonomie des Etats,

pour la défense de la Fédération. Les politiciens de ces Etats défendent ainsi leurs propres positions. S'ils se résignaient à subir les violences du gouvernement fédéral, cela signifierait l'achèvement au Brésil du processus centralisateur de l'appareil de l'Etat, consacrant l'hégémonie définitive de Sao Paulo sur les autres Etats de la Fédération. Le soulèvement d'aujourd'hui indique le contraire; la formule définitive n'a pas été trouvée. La contradiction entre la nécessité impérieuse de la centralisation et la forme politique fédérative est évidente. Le processus économique exige la centralisation, cependant que la formation historique des Etats exige la fédération comme condition de l'unité nationale. Avec le développement capitaliste dans les autres Etats du Brésil, il est naturel que les partis dominants dans ces Etats veuillent participer de plus en plus, — sur un pied d'égalité, — à la gestion de l'appareil du gouvernement central. Ainsi le pouvoir exécutif est devenu, dans la société brésilienne, la force décisive qui permet à l'oligarchie de parti qui l'exerce une domination presque complète. La bourgeoisie nationale voit la force de l'Etat fuir de ses mains et est condamnée à céder le contrôle politique à l'action internationale impérialiste, à cause de son incapacité historique d'agir collectivement comme classe. Ses différentes fractions n'ont pas eu de traditions politiques communes, ne se sont pas formées avec la conscience de leurs intérêts communs de classe et n'ont pas eu à exproprier une classe de petits paysans. Ses traditions historiques sont avant tout chauvines, elle a combattu les envahisseurs étrangers, mais ce ne fut qu'une lutte épisodique qui ne s'est jamais étendue au pays tout entier mais au contraire a gardé un caractère régional, et, ainsi, fut vite oubliée au cours du long développement historique ultérieur. La bourgeoisie ne commence à acquérir sa conscience de classe qu'à la faveur de sa terreur de la révolution sociale. Au Brésil, les partis politiques, — expression des oligarchies politiques, — ne peuvent donc avoir ni caractère national ni traditions politique à défendre. Ces oligarchies ont de plus en plus besoin du pouvoir fédéral et cela au fur et à mesure que l'Etat se fortifie et se centralise et que le capitalisme transforme la base économique sur laquelle elles reposent. De là, la lutte constante pour la Présidence de la République. Le soulèvement actuel marque un moment de ce processus. Les Etats révoltés cherchent à résoudre par les armes la violente contradiction qui oppose la forme politique fédérative et le développement pacifique des forces productrices. La bourgeoisie brésilienne cherche une forme conciliatrice entre la tendance centralisatrice du gouvernement et la forme fédérative, garantie de l'unité politique du Brésil.

L'UNITE NATIONALE

L'unité nationale a plutôt été une conquête politique qu'une conséquence économique. Le moment est venu de la mettre à l'épreuve. La bourgeoisie nationale tente aujourd'hui de la consolider par les armes, ce qui est apparemment paradoxal, mais obéit

au fond à la dialectique du processus économique. Le développement des forces productrices dans le cadre national, oblige à la lutte pour une formule politique adéquate à l'équilibre des Etats arrivés au moment de prendre leur élan capitaliste. Si l'industrie de São Paulo manque de marchés, l'industrie naissante et le caractère de polyculture de Rio Grande do Sul souhaite une protection plus attentive du gouvernement central. La production variée de Minas et ses perspectives de développement de l'industrie lourde réclament une plus grande participation au pouvoir central, outre les motifs politiques de son soulèvement, qui se résument dans la répercussion de la rupture de l'alliance traditionnelle avec São Paulo pour l'exercice du gouvernement fédéral. Le « Nordeste » exige une intervention moins précaire de l'Union, afin de résoudre plus systématiquement les problèmes fondamentaux de son économie, rendant possible un développement plus régulier de ses forces productrices. Les intérêts des impérialistes aggravant encore les contradictions, pèsent exagérément sur l'Etat. La balance des paiements a toujours été déficitaire, si bien que l'Etat n'a pas eu d'autre ressource que d'emprunter à Londres et à New-York. Cette nécessité de recourir toujours au crédit pour couvrir la dette antérieure — processus classique d'accumulation impérialiste — a comme conséquence naturelle la majoration progressive des impôts et, par suite, l'expropriation des classes rurales et prolétariennes. L'appauvrissement de ces classes rend difficile, d'une part, le développement des marchés intérieurs existants, et, encore plus difficile la création de nouveaux. En même temps, — à cause de la crise actuelle du café, qui aide à une plus grande rationalisation de la culture, — la tendance à la différenciation des classes à la campagne se poursuit comme un facteur favorable à la création de nouveaux marchés intérieurs. La concentration de la propriété et sa division sont la base contradictoire du processus, encore favorisé par le développement de la lutte armée, par la formation d'une classe moyenne de petits propriétaires. Par cela même un regroupement apparaît dans l'arène politique du Brésil comme une formation étrangère à la tradition historique et économique du pays. Elle a son origine beaucoup plus dans les courants immigratoires étrangers que dans les vieilles populations rurales brésiliennes et ses intérêts de par sa nature même sont régionaux. D'autre part son économie lui fournit la base régionale d'un sentiment patriotique qui ne dépasse pas les frontières d'un Etat. Pour des nécessités d'auto-défense, elle peut chercher à imposer sa volonté de classe sur la base provinciale, mais dans la phase historique de l'impérialisme, elle est irrécusablement condamnée, car son ascension comme classe dans l'Etat a comme conséquence la pénétration encore plus grande et plus constante des capitaux étrangers, la soumettant ainsi plus directement à la domination impérialiste. Ainsi, l'indépendance nationale devient encore plus précaire, et plus difficile s'avère la conservation de l'unité politique du pays, du fait que la petite propriété n'a aucun intérêt spécifique au problème de l'unité nationale.

Mais, quel que soit le résultat de la lutte actuelle, l'unité du Brésil maintenue par la domination de la bourgeoisie sera assurée en raison directe de l'exploitation croissante des classes opprimées et de l'abaissement systématique des conditions de vie du prolétariat. Le degré plus ou moins élevé de sa conscience de classe, le temps plus ou moins long qu'elle prendra à se former décideront du sort de cette unité d'ores et déjà dialectiquement impossible dans les étroites limites capitalistes de l'Etat bourgeois national.

En pleine tourmente révolutionnaire, en 1917, Lénine donnait comme mot d'ordre primordial la nécessité de l'organisation du prolétariat. Au Brésil, dans les conditions actuelles, l'œuvre la plus urgente du prolétariat est la création d'un véritable parti communiste de masses, capable de le guider dans sa tâche historique : l'instauration de la dictature prolétarienne et la sauvegarde de l'unité nationale par l'organisation de l'Etat soviétique.

M. CAMBOA.

L. LYON.

Octobre 1930.

L'Orientation de la crise économique aux États-Unis

L'année 1930 se termine sur l'indication d'une prolongation de la crise du capitalisme américain et d'un effort ultérieur pour en rejeter le poids sur les épaules de la classe ouvrière. Telle est la situation malgré les prévisions répétées des économistes et chefs d'entreprises selon qui la reprise devait avoir lieu dans la dernière partie de l'année dernière.

Les mois de novembre et décembre 1930 virent un déclin accentué des affaires et la croissance du chômage. Le mois de décembre se termina sur le nombre index de 75,7 pour « l'activité des affaires », qui marque une chute de 2/10 sur le chiffre de novembre (75,9). La signification de ce chiffre est que *c'est le point le plus bas atteint depuis le mois de mars 1908*. Ces chiffres sont calculés sur la base de 10 industries les plus importants et fondamentales. Sur ces 10 industries, seules la construction d'automobiles et la production de charbon gras accusent une courbe ascendante. Mais cette ascension est purement saisonnière.

Le mois de janvier 1931, dont on pouvait attendre un relèvement parce qu'il prépare l'activité du printemps, a montré une situation de stagnation. L'indice de production de l'acier et de la fonte s'est affaîssi durement les deux premières semaines du mois. Les commandes d'acier sont assez loin des prévisions que les économistes avaient faites en vue de l'augmentation saisonnière et de l'avance de la production automobile. D'autres facteurs qui font prévoir la continuation de la crise résident dans la diminution des chargements de frêt et la baisse de la production d'énergie électrique. C'est en s'en référant à ces indications que Benjamin Baker, éditeur de *l'Analyst*, remarque dans le numéro du 16 Janvier 1931 que « l'on pourrait estimer que la relative stabilité de l'index des affaires dans les deux derniers mois de 1930 indique que la fin du courant de dépression a été pleinement atteinte, mais il n'est guère facile d'être affirmatif sur ce point ».

La force irrésistible de la crise a en effet répondu au mythe de la prospérité sans fin et de la super-puissance du capitalisme américain. L'objectif du capitalisme dans l'étape actuelle est d'essayer de sortir de la crise présente dans un temps aussi court que possible. On gâche les tonnes de papier pour faire cette propagande

auprès des masses ouvrières afin de contenir leur mécontentement croissant.

S'il faut s'en rapporter aux expériences passées pour évaluer combien de temps serait nécessaire pour atteindre de nouveau un niveau « normal », alors on peut penser avec raison qu'une reprise économique ne peut pas intervenir avant au moins un an et demi. Dans le tableau ci-dessous, publié dans l'*Annalist* du 16 janvier (numéro de revue de 1930) les chiffres montrent le point le plus bas atteint par l'index des affaires lors des crises antérieures, et le nombre de mois qui ont été nécessaires pour atteindre à nouveau le nouveau « normal ».

	Point le plus bas de la dépression	Nombre de mois jusqu'au rétablissement
Février 1885	77	17
Juin 1894	72	13
Novembre 1896	78	15
Mars 1908	76	15
Novembre 1914	81	10
Mars 1921	82	19

On notera que la longueur moyenne du rétablissement est d'à peu près 15 mois. Cependant il s'agit là, à l'exception de Mars 1921, de chiffres relatifs à une période d'ascension du capitalisme mondial. Dans la première crise qui a suivi la guerre mondiale, dans la période du déclin du capitalisme, un nombre de mois plus élevé a été nécessaire pour atteindre le rétablissement. Avec le mois de décembre se terminant au point le plus bas atteint depuis 22 ans, et de 6.3 points plus bas que lors de la première crise d'après-guerre en 1921, en ajoutant le facteur d'un système délabré il est évident que le rétablissement est encore loin.

Dans le domaine du commerce extérieur, une baisse de 2 milliards 737.380.000 de dollars par rapport à 1929 s'est produite. Le total des exportations a diminué de 25 pour cent en valeur, de 20 pour cent en quantité. Les exportations européennes ont baissé de 20 pour cent plus bas qu'en 1929, quoique le déclin dans les régions exclusivement d'Europe soit de 30 pour cent.

L'année qui s'ouvre verra les tentatives du capitalisme américain de sortir de la crise par une politique à deux faces : une offensive accrue dans le domaine du commerce extérieur et une continuation de l'attaque contre la classe ouvrière américaine. Cela est inévitable, par suite du rétrécissement du monde et du marché intérieur, et de la rivalité croissante des puissances impérialistes qui essayent de sortir de leurs difficultés. Les tendances dans ce sens existent depuis longtemps; elles sont une partie intégrante du capitalisme impérialiste, mais dans la période actuelle de déclin du capitalisme mondial et de la crise profonde dans les plus puissants pays impérialistes du monde, elles s'accroîtront encore.

Déjà les Etats-Unis font des efforts agressifs pour battre

l'Empire britannique dans la lutte pour le marché d'Amérique Latine. Le même genre de pénétration existe pour l'Orient. Le Plan Young, les dettes de guerre, et différentes autres tentatives de domination économique sont faites pour essayer de mettre complètement l'Europe à la ration.

Les efforts pour sortir de la crise par la domination plus complète du marché mondial ne peuvent avoir que des effets désastreux pour le capitalisme. Dans la lutte pour la suprématie les Etats-Unis rencontreront une résistance exaspérée des autres puissances capitalistes, et vice-versa. Nous vivons actuellement dans une période de déclin du capitalisme mondial, une période que Lénine décrivait comme celle des « guerres et des révolutions ». C'est pourquoi les luttes pour la domination du marché mondial ne peuvent avoir d'autre effet que d'affaiblir le capitalisme un peu plus et de préparer sa ruine définitive.

A l'intérieur le fardeau de la crise repose entièrement sur les épaules de la classe ouvrière. Le capitalisme a prouvé une fois de plus qu'il ne peut et ne veut rien donner à la classe ouvrière.

Chaque crise du capitalisme trouve la classe ouvrière déjà accablée sous le fardeau. La *Standard Statistics Corporation* estime que durant les 9 premiers mois de 1930 les dividendes ont *augmenté* de plus d'un billion de dollars par rapport à l'année 1929, pendant que les salaires, durant la même période, ont *diminué* de 8 milliards 800.000.000 de dollars. Les chiffres de l'*Annalist* pour l'emploi dans les fabriques donnent 81,2 en décembre contre 82,1 en novembre. On rapporte aussi que les feuilles de paye sont au point le plus bas atteint depuis 1922, tombant du nombre-index 73,5 en novembre 72,2 en décembre. La diminution des salaires pour l'année entière (1930) est de près d'un billion de dollars par mois! La tendance entière est à l'accentuation de la rationalisation.

Le capitalisme des Etats-Unis essaye de surmonter la crise en augmentant l'exploitation des ouvriers. Cela s'accompagnera d'un chômage permanent, de l'augmentation des heures de travail, d'une diminution des salaires à l'échelle nationale. Le tableau suivant, extrait des *Labor's News* éclaire tout à fait les tendances à la diminution des salaires :

	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.
Augmentation des salaires	32	42	56	44	33	—	36	46
Diminution des salaires	25	33	57	68	63	136	—	93

Ces chiffres représentent le nombre d'entreprises qui ont réalisé des augmentations de salaires. On voit la grimpée des diminutions de salaires. Pour 15 ouvriers qui ont obtenu des augmentations de salaires, 85 ont été diminués. Il faut ajouter que les hausses de salaires ont été réservées aux ouvriers organisés, alors que la grande masse des ouvriers inorganisés ont subi de lourdes pertes.

En regard de l'expérience et des difficultés du capitalisme moribond, la fin de la crise est loin d'être en vue. Les effets de la politique du capitalisme américain ne peuvent avoir qu'une double conséquence. D'une part, elle accroîtra les antagonismes de l'impérialisme mondial et la lutte de la classe ouvrière à l'intérieur. La classe ouvrière américaine a un long chemin à parcourir pour atteindre la conscience de classe et une volonté de lutte. Mais il est certain que c'est sur cette route qu'elle doit persévérer. L'année qui s'ouvre n'apportera pas d'amélioration à la crise présente. Mais le poids de cette crise retombera plus lourdement sur le dos non seulement du prolétariat américain, mais aussi du prolétariat mondial.

A. GLOTZER.

Le „tournant” du Parti Communiste chinois

Où en est le parti communiste chinois? Après s'être tu plusieurs années les dirigeants de l'Internationale ont été obligés par l'activité de l'opposition de gauche de livrer quelques renseignements. Il est vrai que ces renseignements sont cuisinés à la manière stalinienne, c'est-à-dire qu'il est bien délicat de s'en servir. Néanmoins on peut y trouver la preuve des profonds contradictions dans lesquels tombent de plus en plus les dirigeants centristes actuels.

Dans l'*Internationale Communiste* (n° du 15 Janv. — 1^{er} Février 1931) le camarade Koutchoumov écrit : « Le nouvel essor révolutionnaire, guidé par le P. C., a déjà apporté des succès considérables : les districts soumis aux Soviets comptent 40 millions d'habitants, une armée rouge de 100.000 hommes et le premier mouvement ouvrier du monde par le nombre de ses grévistes. Ces succès du mouvement de masses, ces succès du P. C. ne peuvent être niés que par des opportunistes incorrigibles.

« Par contre il n'existe pas encore de gouvernement soviétique en tant que force puissante, capable de diriger la lutte armée contre le Kuomintang et les impérialistes dans toute la Chine et de triompher dans cette lutte, tout en appliquant des mesures révolutionnaires sur le territoire qui lui est soumis. L'armée rouge, qui grandit et se fortifie, porte encore le cachet de son origine, étant issue des détachements des partisans paysans et des armées mercenaires des militaristes. Elle n'est pas encore en état de livrer la bataille décisive au Kuomintang, et à plus forte raison à l'impérialisme.

« De plus, l'élan révolutionnaire se développe inégalement. Si les provinces du Sud sont secouées par les guerres paysannes, le Nord paysan n'est pas encore soulevé. Ce qui est particulièrement grave, c'est que le mouvement ouvrier des centres industriels est très en retard sur le mouvement paysan, qui a déjà pris une grande ampleur. Le mouvement paysan a ceci de particulier que le mouvement de masse n'est devenu insurrection que dans certaines régions où, bien conduite par le Parti Communiste, elle a déjà vaincu et a commencé à organiser l'armée et le gouvernement révolutionnaires, mais n'est pas encore en état d'infliger une défaite décisive au Kuomintang et aux impérialistes. De sorte que nous sommes à un intervalle plus ou moins grand « entre de grandes batailles de la guerre civile » (Lénine), p. 1929

A notre avis, il n'y a pas de doute que le camarade Koutchou-

mov est sur une mauvaise voie, et même qu'il s'est laissé contaminer par le « trotskysme » ! Relisons attentivement : « ...il n'existe pas encore de gouvernement soviétique en tant que force puissante, capable de diriger la lutte armée contre le Kuomintang et les impérialistes dans toute la Chine et de triompher dans cette lutte, etc... ». Ou bien cela ne veut rien dire du tout, ou bien cela signifie un pas vers la reconnaissance de ce que l'opposition de gauche chinoise et internationale ont affirmé à plusieurs reprises, à savoir, que les organismes paysans appuyés par des formations armées (paysannes aussi) qui se sont constituées dans certains districts du Sud, ne sont pas des Soviets, c'est-à-dire des organes du pouvoir ouvrier et paysan capables d'entraîner la chute rapide du pouvoir démocratique bourgeois (1). Mais que sont alors exactement les « soviets » actuels ? A cette question nous répondrons comme l'on fait nos camarades oppositionnels chinois : « Les Bolchéviks-Léninistes chinois (opposition) reconnaissent que la signification de la guerre paysanne est tout à fait différente de celle des soviets d'ouvriers et de paysans. Notre sympathie est entièrement aux côtés de cette guerre paysanne. Nous protestons avec insistance contre la campagne de dénigrement menée contre elle par la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. Nous disons à la classe ouvrière que de tels Soviets sont des groupements de guerre paysanne plus progressistes que ceux des propriétaires ; les ouvriers doivent de toutes leurs forces s'unir à eux. Mais nous ne tromperons pas les ouvriers comme font les staliniens, en leur disant que ces Soviets sont les véritables Soviets de la future dictature prolétarienne ».

Koutchoumov, après avoir fait cette concession exprime des réserves sur l'armée rouge « qui grandit et se fortifie, mais porte encore le cachet de son origine, étant issue des détachements des partisans paysans et des armées mercenaires des militaristes ». Ensuite il ne craint pas de dire que « ce qui est particulièrement grave, c'est que le mouvement ouvrier des centres industriels est très en retard sur le mouvement paysan, qui a déjà pris une grande ampleur ». Mais ce sont là des choses que l'opposition de gauche avait formulées bien avant lui, et même c'est sous sa pression qu'il les a tardivement formulées. Enfin, la conclusion de Koutchoumov est la suivante : « De sorte que nous sommes à un intervalle plus ou moins grand « entre de grandes batailles de guerre civile » (Lénine) ». Si l'on met de côté la référence à Lénine, cela ne veut pas dire autre chose que ceci : nous sommes dans une phase intermédiaire entre la deuxième révolution chinoise, écrasée par la faute de Staline-Boukharine, et la troisième.

C'est cela même que l'opposition de gauche a montré souvent, et particulièrement dans le Manifeste « Sur les tâches et les perspectives de la révolution chinoise » en juillet 1930.

Naturellement nous ne voulons pas dire que les dirigeants de l'I. C. et du parti chinois ont décidément compris l'erreur profonde de leurs analyses récentes. Non ; tout le reste de l'article, et la

(1) Dans son article Koutchoumov confirme le fait.

confusion même des formules employées par Koutchoumov le prouvent. Mais il y a un souci évident de s'approprier quelque chose du travail de l'opposition de gauche.

Tout cela s'accompagne évidemment d'une violente diatribe contre l'Opposition de gauche elle-même. Et, selon l'habitude, l'auteur attaque nos camarades chinois en les amalgamant avec la plus grande mauvaise foi aux dirigeants centristes hier d'accord avec Staline-Boukharine, et aujourd'hui en désaccord avec Staline tout seul.

Ainsi, Koutchoumov lance d'abord son attaque contre les « trotskystes » et les « tchen-dou-siouistes », c'est-à-dire en somme contre l'opposition de gauche. L'opposition de gauche en Chine était très morcelée jusqu'à ces derniers mois. Maintenant elle est sur la voie de l'unification, et comprend dans ses rangs le camarade Tchen-Dou-Siou. L'opposition a déclaré formellement que nous nous trouvons actuellement dans une phase intermédiaire entre deux révolutions et que pour préparer la prochaine levée prolétarienne, le parti communiste devait appeler les masses à lancer des revendications démocratiques révolutionnaires capables de grouper les ouvriers, de les organiser, et de les lier à la révolte paysanne qui ne cesse pas de gronder. En ce sens, la période actuelle doit être une période de lutte contre la dictature militaire bourgeoise grâce à des revendications révolutionnaires transitoires : journée de 8 heures, assemblée constituante élue par le suffrage universel, égal, direct et secret. Naturellement il ne peut s'agir là que de mots d'ordre transitoires. La lutte dans son ensemble doit tendre, lors du nouveau flux révolutionnaire, à l'établissement de la dictature prolétarienne. Elle ne peut avoir d'autre issue victorieuse.

Comment Koutchoumov attaque-t-il cette perspective? Il se met tout simplement en contradiction avec lui-même. En effet, il déclare que l'opposition « lance un programme dans le but de détourner les masses révolutionnaires de la défense de *leur* pouvoir, et de *leur* armée, pour les entraîner dans le sillon de la lutte « pacifique » et « légale » entre les murs du simulacre de Parlement, etc., etc... ».

Mais, on nous a déclaré plus haut que l'armée n'était encore composée que de partisans paysans et de débris des troupes mercénaires, et on nous a affirmé que les Soviets actuels *n'étaient pas* des organismes du pouvoir prolétarien proprement dit. Et maintenant, lorsqu'il s'agit de tirer les conséquences inévitables de ces faits, on accuse l'opposition de vouloir arracher les travailleurs de *leur* pouvoir, de *leur* armée.

En réalité, la guerre paysanne, qui n'a cessé de se poursuivre, plus ou moins étouffée depuis 1927, a créé des organismes de défense et d'exécution (troupes armées et conseils « soviétiques »). Mais comme tels, ils ne peuvent que végéter, ou dépérir. Ils ne peuvent pas servir de *base*, de *moteur*, au mouvement révolutionnaire des cités industrielles. Au contraire, ils doivent être développés, élevés à une conscience politique plus haute, organisés, stabilisés, étendus, *grâce à l'appui, à l'impulsion du mouvement ouvrier.*

Or ce mouvement, de l'aveu de Koutchoumov lui-même n'existe pas actuellement. Il faut préparer les voies de sa renaissance.

D'autre part Koutchoumov dénature à plaisir le point de vue de l'opposition de gauche. La lutte que réclame l'opposition n'est ni « pacifique », ni « légale », ni « entre les murs du simulacre de parlement ». Il s'agit d'une lutte pour la conquête d'objectifs sérieux, d'une phase d'agitation parmi les larges couches travailleuses, et non de combinaisons parlementaires.

Mais cette attaque contre l'opposition de gauche démasque ensuite une offensive contre les récents dirigeants du parti (Li-Li-San et son groupe). C'est l'objet véritable de l'article. Staline liquide la direction de Li-Li-San, coupable des erreurs de la « troisième période » en Chine, c'est-à-dire d'avoir entraîné le P. C. à l'assaut alors que la masse ouvrière reculait sous les coups de la bourgeoisie. Et naturellement, on accuse Li-Li-San de se cacher sous le masque du « trotskysme ». Li-Li-San sert de bouc émissaire, comme beaucoup de bureaucrates dans d'autres pays. *« C'est précisément, dit-on, dans ces conditions de transition, lorsqu'il s'agit de formuler et de résoudre les nouvelles tâches de la révolution chinoise, qu'une partie de la direction du P. C. Chinois (sous la conduite du camarade Li-Li-San) a eu des hésitations, qui ont conduit ces camarades à une ligne spéciale, au fond semi-trotskyiste, et en même temps aventureuse — ligne contraire à la position du P. C. Chinois et de l'I. C. »*

Mais la description qu'on nous donne de la position de Li-Li-San nous montre qu'il n'avait et n'a jamais rien eu de commun avec l'opposition, mais qu'il était simplement un fidèle bureaucrate stalinien. *« Le camarade Li-Li-San, dit-on, travaillant sur le papier, composant des circulaires « révolutionnaires », des articles et des plans « révolutionnaires », mais fantaisistes, est entré en un grave conflit tant avec l'I. C. qu'avec son propre parti... D'après lui, la révolution agraire anti-impérialiste ne peut triompher en Chine sans la révolution prolétarienne se produisant simultanément et dans le monde, et dont il supposait l'apparition partout imminente... Il en résultait que l'I. C. doit mener dans le monde entier une politique offensive ».* Mais ce sont là des traits communs à tous les échantillons de la bureaucratie stalinienne dans la récente période ! Le même article nous apprend encore d'autres hauts faits de Li-Li-San, notamment ceci : *« les tentatives, d'un esprit bien trotskyiste, de créer des sorkhoz et des kholkhoz dans les districts soviétiques : telle est la « ligne » du camarade Li-Li-San dans la question agraire ».* Mais que dire de cette critique de Koutchoumov : *« Le camarade Li-Li-San n'a pas pu combattre cette conception trotskyiste parce qu'il ne tenait pas compte de l'énorme force politique organisatrice que le prolétariat chinois exerce maintenant sur le mouvement paysan, même en l'absence d'un mouvement dans les villes » ? !*

*
*
*

Le bilan de cet article, c'est que nous apprenons qu'il se produit aussi dans le P. C. chinois, dans les troupes rouges, etc... une confu-

sion extrême, une dispersion et, en fin de compte, une baisse d'influence du parti. Et la direction de l'I. C. commence à battre en retraite, en accusant les chefs d'hier, Li-Li-San et autres, des pires méfaits, et notamment de « trotskysme ».

En réalité la direction de Li-Li-San a fidèlement exécuté la politique d'offensive stalinienne de la « troisième période », et elle s'est prise à son propre piège. Elle a couvert sa politique contraire aux intérêts du prolétariat et des masses de paysans par la lutte contre l'opposition de gauche. Et maintenant, en Chine aussi, on réalise un « tournant ». Li-Li-San en fait les frais. Cela ne va pas sans frictions et secousses dans le parti, c'est-à-dire sans une crise grave dans l'avant-garde organisée du prolétariat.

La presse libérale anglaise a rapporté l'écho des luttes intérieures du parti. Dans l'*Observer* du 11 février, on lit la nouvelle suivante : « Une division importante s'est produite, en résultat de laquelle le leader chinois Li-Li-San a été appelé à Moscou pour une enquête disciplinaire. On reproche à Li-Li-San d'avoir, l'année dernière précipité l'attaque contre Tchangcha, la principale ville du Honan, et Han-Kéou, avant que la campagne de propagande ait été terminée (1). L'attaque contre Tchangcha réussit provisoirement, puis les communistes en furent chassés. L'attaque contre Hankéou fut un échec. Après le départ de Li-Li-San pour Moscou, les 3^e, 4^e, et 5^e Divisions communistes se sont déclarées partisans du « trotskysme », qu'elles interprètent comme leur rendant leur liberté d'action. Les autres communistes se déclarent « léninistes » ou « stalinistes », se considérant ainsi comme exclusivement les agents de l'Etat communiste ».

Naturellement, il faut rejeter l'explication fantaisiste donnée par le correspondant de l'*Observer*. Mais les faits restent. Nul doute qu'actuellement une période de divisions internes, de ruine intérieure, de manque de confiance, succède dans le parti aux enthousiasmes bureaucratiques de Li-Li-San et Cie. C'est le revers inévitable de l'opportunisme aventuriste. Le correspondant de l'*Observer* et le rédacteur de l'*Internationale Communiste* concordent dans la manière de nous révéler la situation du P. C. chinois à la veille de la 3^e révolution. Et cette situation est aggravée et voit ses effets amplifiés par suite du caractère semi-étatique de la base révolutionnaire à la campagne.

L'opposition a devant elle une lourde tâche, qu'elle a abordé avec courage, pour rendre au parti sa juste ligne stratégique.

P. NAVILLE.

(1) Voir à ce sujet dans le n° 25-26 de *La Lutte de Classes : Vue générale sur le récent développement politique et économique en Chine*, par l'opposition chinoise (p. 696-97). Voir aussi dans le même numéro la *Lettre de Tchen-Du-Siu*.

Le tournant estropié du P. C. Allemand

Le développement politique des derniers mois a trompé l'espoir du centrisme et a motivé un certain « tournant » de sa part.

Après le grand succès électoral du 14 septembre, la direction du parti s'était attendue à un renforcement extraordinaire du mouvement révolutionnaire. Elle se prépara pour la mi-janvier à une grande attaque offensive. Les manifestations de chômeurs au début de décembre, dont la *Rote Fahne* écrivit qu'elles « furent les prodromes d'une prochaine révolution populaire » furent le signal de cette offensive.

Les désordres spontanés des chômeurs dûs à la faim ne se produisirent pas. Le flambeau de la grève politique de masse que devait être le signal donné par la grève des mineurs de la Ruhr dans les premiers jours de janvier s'éteignit avant d'avoir mis en état d'alarme même les couches les plus essentielles des mineurs. L'étan révolutionnaire de l'avant-garde révolutionnaire isolée s'est brisé contre la force des organisations syndicales qui sont plus solidement que jamais entre les mains de la bureaucratie réformiste réactionnaire.

Il est vrai que la grève des mineurs perdue a été fêtée dans des discours et des articles comme une énorme victoire par la direction du parti. Mais, en face des suites désastreuses de l'échec (diminution des salaires, brimades massives, etc.) elle fut contrainte à reconnaître que les conditions d'une « lutte décisive » n'existaient pas actuellement.

Ce sont ces expériences qui ont fait naître le « tournant » à la séance plénière de janvier du C.C.

L'ABANDON DE LA THEORIE DE L'OFFENSIVE

Ayant en vue les préparatifs de décembre pour l'offensive de janvier, ainsi qu'une série de préparatifs organisatoires importants à l'intérieur du parti (les mots d'ordre et les directives donnés dans les conférences du parti, signalaient la gravité de la situation) l'Opposition de gauche a donné des avertissements aux membres du parti. Dans une lettre ouverte la Direction nationale déclarait :

« De tous les dangers menaçants, l'illusion d'après laquelle la seule force du parti suffirait à entraîner la décision, est la plus dangereuse. Cette illusion est à la base de la nouvelle théorie de l'offensive, que le parti répand actuellement, et forme la base de ce jeu avec la « chevauchée de la mort » du parti en janvier ».

Certains ont trouvé inopportun le cri d'alarme de la gauche, en

pensant qu'il n'y avait « pas de preuves » que les perspectives du parti étaient celles-là.

A présent le Comité Central confirme lui-même à sa séance plénière que ces craintes de l'Opposition de gauche avaient une base très réelle. Ainsi, Thaelmann déclara à la séance plénière :

« Si par exemple le parti admettait des exagérations dans les tâches qu'il se pose, cela pourrait nous amener à tomber dans les provocations de la bourgeoisie et de la social-démocratie et à nous laisser provoquer à une lutte prématurée ».

Thaelmann lance des avertissements ? La légende dit qu'il existe aussi en Allemagne, un an après les « vertiges » de Staline, des gens qui n'ont pas encore compris qu'il s'agit ici de la forme de retraite décrétée par Staline. *La même attitude* qui était hier encore l'ultime sagesse de la bureaucratie toute-puissante, est qualifiée aujourd'hui « d'exagération » par les « fonctionnaires maladroits ».

LA VOIE DE L'IMPUISSANCE

La direction du parti s'aperçoit que le rayonnement de l'action du parti est terriblement restreint, que l'avant-garde révolutionnaire, organisée dans le parti (environ 100.000) est isolée même de la masse sympathisante des électeurs (4.500.000). La question de savoir *par quelle voie* il est possible d'unir les parties arriérées de la classe ouvrière à son avant-garde, de gagner la direction de la classe ouvrière et par suite la direction des masses laborieuses en général (couches moyennes, petits paysans, employés) est devenu la question cruciale du parti.

L'Opposition de gauche a donné à cette question une réponse précise : tout en ayant une vue parfaitement claire quant à notre *but stratégique*, qui est la dictature du prolétariat, il faut employer les *méthodes tactiques* les plus souples, afin de réveiller les énergies révolutionnaires contenues en puissance dans les masses. C'est pourquoi la gauche demande depuis des mois l'établissement d'un *programme ouvrier*, c'est-à-dire d'une série de mots d'ordre pour lesquels les masses sont, dès aujourd'hui, prêtes à lutter. Elle exige l'application de la tactique du front unique afin d'organiser sur la base de ce programme de lutte prolétarienne, le front de classe révolutionnaire du prolétariat.

L'Opposition de gauche a indiqué en toute netteté que, dans les conditions actuelles, seule cette voie est *la voie qui conduit à la prise du pouvoir* en Allemagne.

La direction du parti a-t-elle compris que ses espérances étaient vaines, que ses attentes étaient illusoires, que la voie poursuivie jusqu'ici était fausse ?

En partie, oui. Elle essaye de « tourner ». Mais ce n'est pas un tournant véritable et sérieux, mais seulement un tournant *estropié*, dans lequel le sabot de l'opportunisme se fait jour avec une netteté inquiétante. On continue à développer la ligne poursuivie par la direction avec son programme de « libération nationale et sociale ».

Le mot d'ordre de la « *révolution populaire* » devient à présent le « mot d'ordre stratégique essentiel ». Que signifie le nouveau mot d'ordre? D'abord quelques observations de principe :

Lénine lança le mot d'ordre de la révolution populaire, alors que la révolution *démocratique* était encore à l'ordre du jour. Que devait-il sortir de la révolution populaire? Dans son article « Deux tactiques » (*Vpériod*, n° 6, du 1.II.1905) dans lequel il s'exprime sur la conception de Martynov, selon laquelle « une révolution populaire ne peut être fixée de prime abord », Lénine cite en l'approuvant un tract des bolchéviks du 10 janvier 1905, dans lequel il est dit : « Vive la révolution! Vive l'assemblée constituante des représentants du peuple ».

Il est évident que la révolution populaire ne peut être autre chose que la révolution *démocratique*. Mais la révolution qui est actuellement à l'ordre du jour en Allemagne — et elle ne peut être repoussée de cette ordre du jour que temporairement et non pas à perte de vue — n'a rien à voir avec la révolution démocratique; elle sera, au contraire une classique révolution socialiste, prolétarienne, éprouvée au feu de la répétition générale de 1919-1923.

Quel sens peut-il y avoir à remplacer le but stratégique du Parti — la révolution prolétarienne — par le mot d'ordre de la révolution populaire? Certes, dans l'Allemagne hautement industrielle, la révolution prolétarienne ne saurait concerner seulement le prolétariat industrialisé. Pour triompher elle aura certainement besoin de l'appui de tous les exploités, et étant donné son étendue et sa profondeur elle prendra un caractère « national », c'est-à-dire qu'elle embrassera toutes les parties laborieuses de la nation. Mais celui qui se représente autre chose par révolution *prolétarienne*, n'a rien compris aux enseignements les plus élémentaires de la lutte de classe révolutionnaire.

La direction centriste ferait preuve du pire opportunisme si, bien que la notion de la révolution prolétarienne par la lutte révolutionnaire soit entrée dans la conscience de la classe ouvrière allemande et qu'une mer de sang ainsi que d'innombrables cadavres indiquent au prolétariat la voie de la révolution prolétarienne, elle abandonnait à présent le mot d'ordre de la révolution prolétarienne, en le remplaçant par le mot d'ordre de la révolution populaire qui est dénué de tout contenu de classe.

Les bavards professionnels, entre les mains desquels repose aujourd'hui le sort du P. C. A. croient très sérieusement pouvoir gagner plus « aisément » des couches non-prolétariennes à la lutte de classe prolétarienne.

On ne trompe pas les classes. On ne gagnera pas celles qui gardent encore, vis-à-vis de la révolution prolétarienne, une attitude de refus, en la leur présentant sous le costume « populaire ». De telles manœuvres opportunistes ne font que désorienter l'avant-garde révolutionnaire.

Révolution populaire? N'est-elle pas la fille légitime de la « lutte pour la libération nationale et sociale »? Un emprunt lâche

et honteux fait à l'idéologie fasciste, une excursion impunie dans les champs de l'opportunisme?

Dans le dernier appel du parti (15.II.34) contre les fascistes, qui s'engagent maintenant, par leur départ du Reichstag, d'une façon encore plus décidée sur la voie extraparlamentaire, « l'action populaire » prend la place éclatante de l'action révolutionnaire de masse, et au lieu de s'adresser à la classe, l'appel s'adresse à la classe laborieuse par le mot « Volksgenossen » (camarades du peuple national) — qui appartient au vocabulaire du fascisme.

Peu importent les intentions qui sont à la base de cette nouvelle terminologie. En matière politique ce sont les résultats qui comptent. Et les résultats de cette extirpation systématique du caractère de classe de nos conceptions, ne manqueront pas de se faire jour. De cette façon on décompose et on détruit les fondements idéologiques du parti.

Nous ne serions pas étonnés de voir bientôt la révolution populaire suivie d'un *mot d'ordre gouvernemental* équivalent. L'opportunisme a sa logique. Celui qui ne veut pas effrayer le petit-bourgeois par le fantôme de la révolution prolétarienne, celui-là ne peut pas lui causer ensuite, par le mot d'ordre de la dictature prolétarienne, la même frayeur dont la « révolution populaire » venait justement de le délivrer.

Gouvernement populaire? Gouvernement ouvrier et paysan? (1) Ce serait un simple manque d'esprit de suite, si celui-ci ne suivait pas celui-là.

Au lieu de changer les *méthodes tactiques*, le centrisme a commencé à nier les *buts stratégiques* du communisme. Ce n'est pas là le chemin vers la prise du pouvoir, mais inévitablement le chemin de la décomposition, celui de l'impuissance.

K. LANDAU.

(1) Nous ne faisons que mentionner en passant que nous repoussons le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, sœur occidentale de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, que nous repoussons également; et cela depuis le 4^e Congrès mondial.

Le "Comité de Reconstruction" de la Confédération Nationale du Travail et l'I.S.R.

Dans la *Revue de l'I.S.R.* (décembre 1930) on trouve un article signé par I. Delval sur la situation du mouvement syndical en Espagne. On trouve aussi dans le premier numéro de Janvier un article d'Herclet et une déclaration de l'I.S.R. concernant la situation révolutionnaire en Espagne dans ses rapports avec la situation et l'activité du mouvement syndical. Sur trois questions, on y trouve des points de vue faux, tendancieux et imaginaires. En falsifiant ainsi la réalité les auteurs, au lieu d'aider la classe ouvrière espagnole, ne font que la désorienter.

LES FRACTIONS DU MOUVEMENT SYNDICAL

L'Union Générale des Travailleurs (U.G.T.) compte un peu plus de 200.000 affiliés. C'est la centrale réformiste et sa politique de collaboration entraîne une paralysie chronique de son développement, surtout depuis qu'elle a collaboré étroitement avec la dictature de Primo de Rivera. L'activité communiste y est difficile et actuellement peu positive.

La C. N. T. (Confédération Nationale du Travail) a une glorieuse tradition révolutionnaire, malgré ses lourdes erreurs, et compte aujourd'hui (au moment même où Berenguer la déclare illégale), plus de *trois cent mille adhérents*. Il n'existe guère d'autre Centrale syndicale à part la Confédération Nationale des Syndicats libres, organisation anti-ouvrière et fasciste qui n'a guère d'influence qu'en Catalogne.

Parler du *Comité de reconstruction*, sorti de la conférence de Séville, comme le font Delval, Herclet et la déclaration de l'I.S.R., dire que ce Comité représente un facteur important du mouvement syndical espagnol, c'est fermer les yeux à la réalité. C'est aussi ne pas tenir compte du jugement de Losovsky lui-même sur les organismes fantômes : « Il existe chez nous dans bien des cas encore une manière de voir bureaucratique. Certains camarades pensaient que l'on pouvait nommer le Comité de grève ou le *constituer artificiellement*. Comme si la question pouvait être tranchée si nous appelions un groupe de camarades Comité de grève ou de lutte. Après cette opération, nous sommes tout étonnés de voir le Comité de grève ne pas jouir d'une influence suffisante et les réformistes réussir à torpiller la grève » (Déclaration de Losovsky au 5^e Congrès de l'I.S.R. Compte-rendu p. 51).

Cela s'applique particulièrement au Comité de reconstruction sorti de la conférence de Séville, Comité qui n'existe que dans l'imagination de Delval, Herclet et Jumanetto. La vérité c'est que la conférence de Séville fut une erreur monstrueuse du P. C. E. Convoquée cinq mois après que les anarcho-syndicalistes eussent pris l'initiative de la reconstruction (faite d'ailleurs par eux d'une manière tout à fait dictatoriale en s'arrogeant un mandat de direction que personne ne leur avait donné), la conférence de Séville fut un acte de scission syndicale préparé pour donner l'apparence d'une influence que les bureaucrates stalinien n'ont pas et qu'ils ne savent pas conquérir. La direction du P.C.E. n'a pas su devancer les anarcho-syndicalistes dans le travail de réorganisation syndicale qu'il aurait fallu entreprendre en Février 1930, n'a pas su discuter devant les assemblées syndicales de base, les erreurs des imposteurs anarcho-syndicalistes, n'a pas su opposer la tactique communiste à la tactique aventurière des anarcho-syndicalistes. La convocation de la conférence de Séville n'eut d'autre résultat que le divorce entre le P. C. et les masses organisées dans les syndicats. Les masses ouvrières qui connaissaient les campagnes intenses du P.C.E. pour l'unité syndicale en 1924-25-26, restèrent stupéfaites devant ce brusque changement de tactique. Les anarcho-syndicalistes furent débarrassés de la critique communiste à l'intérieur de l'organisation et purent agir à leur gré. Le résultat c'est que la C.N.T. a été « reconstruite » par les anarcho-syndicalistes sans que les communistes aient pu y faire le moindre travail d'orientation révolutionnaire. Forts des 300.000 membres de la C.N.T., les anarcho-syndicalistes dirigent un mouvement syndical où le P.C.E. n'exerce presque aucune influence.

Ainsi l'anarcho-syndicalisme a été consolidé et le communisme a reculé. Le Comité de la reconstruction reste stérile. Des syndicats autrefois sous l'influence du parti (comme le syndicat des peintres de Bilbao) rompent avec le Comité de reconstruction après avoir donné leur adhésion à la Conférence de Séville.

Que veut le Comité de reconstruction? Delval écrit : « Nos camarades qui ne voulaient pas contribuer à la scission s'étaient bornés à élire un *Comité confédéral* et à guider désormais la lutte des masses en dénonçant le rôle du Comité de l'usurpateur Pestana ». Sans le vouloir Delval nous donne la clef du problème. En Espagne les promoteurs de la conférence de Séville nous ont dit et nous disent qu'ils allaient désigner un *Comité de reconstruction* pour réorganiser la C.N.T. Si le but était de réorganiser la C.N.T. et qu'on reconnait qu'elle groupe 300.000 membres (ce qui revient à dire que la reconstruction est faite) ledit Comité doit disparaître. Pourquoi fonctionne-t-il? Delval nous dit qu'il s'agit d'un Comité confédéral. Delval et Herclet nous disent l'un après l'autre, que la conférence de Séville qui représente selon eux la volonté du mouvement syndical espagnol, a donné son adhésion à l'I.S.R. La chose est claire. La conclusion qui découle fatalement de ces données, c'est que l'on manœuvre pour la création d'une *Centrale nationale nouvelle, partisane de l'I.S.R.*

Dans sa déclaration, l'I.S.R. dit que « le fait que la conférence des syndicats révolutionnaires de Séville a donné son adhésion à l'I.S.R. le jour même où crépitaient dans les rues les fusils de la garde civile, montre que les meilleurs lutteurs ouvriers d'Espagne voient le véritable chemin de leur émancipation. Le Comité national de reconstruction de la C.N.T. révolutionnaire, élu par les délégués des ouvriers révolutionnaires de l'Espagne, constitue la représentation authentique des partisans de l'I.S.R. en Espagne et représente l'unique centre dirigeant tenant son pouvoir des ouvriers eux-mêmes, qualifié pour parler au nom de la C.N.T. ». Personne ne conteste cela. Mais à Séville, quoi qu'en dise le bureau exécutif de l'I.S.R., ne se trouvait pas représentée la classe ouvrière révolutionnaire d'Espagne; les assistants à la conférence n'étaient pas les authentiques représentants des partisans de l'I.S.R., le Comité nationale de reconstruction n'était pas qualifié pour parler au nom de la C.N.T. Losovsky et Cie peuvent le dire, mais pas les ouvriers espagnols que ces informations tendancieuses et fausses rendent méfiants à l'égard de tout ce qui touche à la propagande communiste.

A Séville il y avait quelques syndicats locaux (transports et bâtiment entre autres) et quelques syndicats de Bilbao, très peu nombreux (entre autres les peintres). Les syndicats de plusieurs régions étaient représentés, mais les délégués avaient été nommés par la C.E. du parti communiste, sans tenir compte de l'opinion des ouvriers.

A Madrid par exemple les représentants de ces groupes (qui ne comptent pas plus de quelques douzaines de partisans) furent désignés par la bureaucratie du parti, sans tenir compte du point de vue du parti à Madrid où le groupe est passé à l'opposition. Que représentaient ces délégués désignés en dehors des ouvriers syndiqués, des groupes syndicaux révolutionnaires, du groupe communiste lui-même? Presque tous les délégués de la conférence de Séville furent nommés de la sorte. Ainsi le Comité qui émane de la conférence n'a-t-il aucune autorité pour parler au nom de la C.N.T. Nous avons déjà dit que les peintres de Bilbao s'étaient retirés. D'un autre côté le syndicat unique des mineurs des Asturies, un des syndicats les plus importants d'Espagne, qui était fortement influencé par les communistes et dirigé par eux, est aujourd'hui en désaccord manifeste avec l'esprit de la conférence de Séville. A Séville il n'y eut qu'une représentation de la bureaucratie du P.C.E., incapable d'un travail révolutionnaire quelque peu sérieux et le Comité pas plus que la conférence n'ont d'influence sur les ouvriers.

LE POINT DE VUE ET LA TACTIQUE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE ESPAGNOLE

Notre point de départ c'est que la réorganisation entreprise par les anarcho-syndicalistes a été anti-démocratique, dictatoriale, faite au mépris des ouvriers. Les masses syndicales n'ont pas dé-

signé Pestana, Peiro et Cie pour diriger les syndicats et pour pactiser avec la bourgeoisie libérale, avec des « compromis révolutionnaires » du plus pur réformisme. Il aurait fallu convoquer une conférence nationale pour désigner une direction centrale chargée de réorganiser la C.N.T., convoquer ensuite un Congrès national pour fixer la tactique et la politique confédérale, pour établir une position sur la situation politique nationale et internationale. Les anarcho-syndicalistes au lieu d'agir ainsi, se sont attribués une autorité dont personne ne les avait investis. D'un autre côté le P. C. E., y compris *La Batalla* n'a pas su réagir à temps contre les manœuvres anarcho-syndicalistes. Il attendit à plus tard, jusqu'au moment où les anarcho-syndicalistes eurent créé une base pour soutenir leur politique devant les masses. La conférence de Séville qui eût été en mars 1930 un triomphe pour le P.C.E., si elle avait été sérieusement préparée, fut un échec en juin, à un moment où les anarcho-syndicalistes avaient rétabli leur influence sur les masses. Mais tout en ayant montré son incompetence pour commencer, le Parti Communiste aurait pu par la suite manœuvrer de façon juste. Il aurait suffi d'appliquer le point de vue de l'Opposition Communiste Espagnole qui consiste à aller à la base, dans les syndicats, pour y réclamer une conférence nationale, pour opposer la tactique communiste à celle des anarcho-syndicalistes devant la masse des ouvriers révolutionnaires. Le Parti Communiste eût alors obtenu un franc succès. Il n'en a pas été ainsi, la bureaucratie du P. C. allait en ligne droite à la création d'un nouvel organisme syndical soumis à sa politique. Conséquents et aveugles dans leur politique de la « troisième période », les bureaucrates ont voulu « conquérir les masses par tous les moyens » sauf par ceux de la persuasion. Ils donnèrent l'impression qu'ils redoutaient la polémique avec les anarcho-syndicalistes, qu'ils éludaient la discussion, ce que leurs adversaires ont su habilement exploiter. *La Batalla*, qui luttait pour gagner de l'influence dans les masses, mais aussi pour gagner de l'influence dans l'esprit de Staline et de Losovsky, ne savaient quelle position adopter.

Presque libérés de toute opposition, les anarcho-syndicalistes ont malheureusement pu manœuvrer à leur guise.

H. LACROIX.

PRÉFACE

à la traduction espagnole de la Plateforme de l'Opposition Russe

« La révolution, disait le grand écrivain socialiste russe Tchernieviski, ne ressemble pas à la chaussée de la perspective Newski ». En effet, pour réaliser son émancipation, le prolétariat doit parcourir un chemin plein d'obstacles et semé d'embûches et il ne peut gagner sa victoire qu'aux prix de sacrifices indicibles, de luttes acharnées et sanglantes, avec une expérience complexe faite d'erreurs et de succès, de triomphes et de défaites. Etudier cette expérience, en déduire les leçons susceptibles d'accélérer et d'assurer la victoire, dégager les erreurs qui peuvent la retarder, tel est le devoir primordial de tout militant conscient.

L'expérience des révolutions bourgeoises du XVIII^e et du XIX^e siècle et celle de la Commune de Paris de 1871 furent largement utilisées par les fondateurs du socialisme scientifique Marx et Engels, en vue de l'élaboration de leur géniale tactique révolutionnaire. Mais aucune de ces expériences n'a une portée aussi vaste, un sens aussi profond, ne comporte une telle richesse de leçons que celle qu'est en train de réaliser, depuis l'année 1917, la classe ouvrière du pays qui fut sous la domination des tzars.

A l'égard de cette immense expérience on peut adopter trois positions fondamentales : la condamner en bloc; l'approuver de façon absolue, en fermant les yeux sur toutes les erreurs et sur toutes les défaillances, en qualifiant de contre-révolutionnaire toute tentative d'examen critique ou en adoptant une attitude de neutralité devant les divergences intérieures surgies autour des problèmes posés par la révolution; affirmer l'immense importance historique de la révolution d'Octobre, la défendre contre ses ennemis et contre les erreurs susceptibles de la mettre en péril, erreurs qui devront servir de leçon au prolétariat au cours de sa lutte pour l'émancipation.

Nous écartons la première position qui est celle de nos ennemis de classe et de certains éléments du mouvement ouvrier, qui, en l'adoptant, font inconsciemment le jeu de la bourgeoisie.

La seconde position, soutenue par des amis sincères de la Russie Soviétique, est au fond aussi nuisible aux intérêts de la république soviétique et à ceux du prolétariat révolutionnaire en général, que peut l'être la première.

Pour la première fois dans l'histoire, (car la Commune, malgré

son importance capitale, ne fut qu'un événement momentané), le prolétariat a instauré un Etat ouvrier qui, après l'expropriation de la bourgeoisie, s'est lancé audacieusement sur le chemin des réalisations socialistes. Pour mener à bien cette œuvre d'édification d'une société fondée sur la socialisation des moyens d'échange et de production, la classe ouvrière russe n'a pu mettre à profit aucune expérience antérieure. Il y avait là un terrain vierge — la nouvelle classe dirigeante n'a pu compter que sur son énergie et sur son initiative. Ajoutons à ceci que la révolution russe a dû et doit lutter avec des difficultés immenses qui ont leurs causes dans l'hostilité du monde capitaliste qui l'entoure, dans son isolement, dans le retard économique du pays, dans la contradiction entre la ville et la campagne, dans la variété des formes d'économie qui existent (Lénine en énumérait jusqu'à six), dans sa dépendance à l'égard de l'économie mondiale, etc., etc... Dans ces conditions, les échecs et les erreurs sont inévitables.

Le devoir de tout militant révolutionnaire, c'est de faire une étude approfondie des causes qui ont déterminé ces erreurs, pour aider le prolétariat russe à les corriger, pour éviter que, dans d'autres pays, les mêmes fautes se répètent dans des circonstances analogues. Fermer les yeux devant les défauts et les erreurs de la révolution russe, en prétextant qu'il ne faut pas donner d'armes à l'ennemi, est du même calibre que s'abstenir de critiquer les faiblesses de nos organisations syndicales et politiques, pour ne pas faire le jeu de la bourgeoisie. S'il y va des intérêts du prolétariat de tous les pays, qu'une critique sévère des erreurs qui affaiblissent la force combative et la position de la classe des exploités, il en est de même à plus forte raison pour toute erreur et toute déviation susceptible d'affaiblir la première république ouvrière. Erreurs et déviations doivent être énergiquement combattues. La complicité avec l'erreur, la neutralité dans le silence, voilà qui est aussi dangereux pour la république soviétique que l'action des forces bourgeoises à l'intérieur, que l'intervention à l'extérieur.

La révolution russe n'est rien d'autre que la première étape de la révolution mondiale, qu'un aspect de la révolution mondiale. Le grand élan d'Octobre 1917 n'a pas été un élan spécifiquement russe mais une des manifestations de la lutte soutenue par le prolétariat de tous les pays contre l'impérialisme mondial. Par suite d'un ensemble de circonstances, la victoire jusqu'à maintenant, n'a pu être acquise que dans un secteur, celui qui offrait le moins de résistance au moment de l'attaque. Mais le destin de la révolution russe est intimement lié à celui de la révolution mondiale et les intérêts du prolétariat russe sont ceux du prolétariat international. Se clore la bouche, rester neutre devant les problèmes de la révolution la plus profonde de l'histoire, renoncer à mettre à profit ses leçons, considérer comme des « questions intérieures » les divergences au sein du parti communiste russe qui est l'instrument de la dictature du prolétariat, c'est prendre une position réactionnaire qui se désolidarise des intérêts fondamentaux du prolétariat international.

Le prolétariat n'a pas seulement le droit mais le devoir inéluctable de connaître la vérité sur l'U.R.S.S., d'enrichir son arsenal révolutionnaire avec l'immense richesse que lui apporte l'expérience soviétique, d'aider le prolétariat russe à vaincre ses difficultés et à renforcer sa dictature. En dehors de toute flatterie basse et servile, le prolétariat doit contribuer à l'œuvre de ceux qui tiennent temporairement dans leurs mains les destins de la grande république ouvrière, en se livrant à un examen calme et objectif des erreurs commises, en critiquant implacablement les déviations. En paraphrasant un aphorisme de Spinoza, que Trotsky aime à répéter, nous dirons que le prolétariat international devant les problèmes de la révolution russe, n'a ni à rire, ni à pleurer mais à comprendre. Laissons le dithyrambe aux creux rhéteurs des sociétés « d'Amis de l'U.R.S.S. » qui abandonneront certainement le prolétariat soviétique dès que sa défense exigera autre chose que des articles apologistes à tant la ligne; qu'on laisse l'anathème aux représentants de la bourgeoisie qui mus par un sûr instinct de classe voient dans la république soviétique une menace constante pour leur domination; qu'on le laisse encore à ceux qui, aveuglés par un sectarisme étroit, ne voient pas l'immense signification historique du fait russe. Le prolétariat conscient n'a besoin ni de dithyrambes, ni d'anathèmes pour l'aider dans son effort de compréhension des problèmes immensément complexes de la révolution russe.

C'est en ce sens que la publication de la *Plate-forme de l'Opposition du parti communiste d'U.R.S.S.* rendra un service inappréciable. C'est un document de grande valeur historique, dont la connaissance est indispensable à tous ceux qui veulent étudier sérieusement ce qui s'est passé pendant ces dernières années en Russie Soviétique.

La plate-forme a été publiée à la fin de l'été 1927. Elle a donc maintenant près de trois ans et demi d'existence. Dans un pays comme l'U.R.S.S. où les événements se déroulent avec une rapidité vertigineuse, trois ans et demi c'est une longue période pendant laquelle se sont passés des événements d'importance.

Voici les principaux :

1) Zinoviev et Kamenev, avec un certain nombre de leurs adhérents à Leningrad, capitulent devant Staline et abandonnent l'Opposition au XV^e Congrès du parti.

2) Staline, sous la pression des contradictions économiques où il s'est embourbé avec sa propre politique et sous la pression des critiques de l'opposition, fait un virage à gauche dans le sens de l'aventurisme économique, nouvelle étape caractérisée par une retraite panique au printemps de 1930.

3) En été 1929, Radek, Smilga, Preobrajenski et d'autres, impressionnés par la politique pseudo-gauchiste et en réalité typiquement centrisme de Staline, suivent le chemin de Zinoviev et Kamenev.

4) L'opposition de gauche est l'objet d'une répression implacable (milliers d'emprisonnés et de déportés, fusillade de trois oppositionnels, scandaleuse expulsion de Trotsky à l'étranger, etc.).

5) Des éléments de la droite (Rykov, Tomsy, Boukharine) certains sont chassés de la direction, d'autres sont exclus du parti. Ceci sans doute dans le but de préparer le nouveau virage à droite, de la même façon que la persécution de l'opposition dirigée par Trotsky avait été le prologue du virage à gauche.

6) Une nouvelle opposition s'est constituée, dirigée par Syrtsov, ancien président du conseil des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R., Lominadzé, membre du Comité central et Chatzkyne, membre de la Commission centrale de contrôle du parti, l'un des fondateurs de la Jeunesse Communiste et l'ancien président de l'Internationale des jeunes.

7) La crise des subsistances et la crise financière se sont aggravées considérablement.

8) Le niveau de vie de la classe ouvrière a diminué dans des proportions alarmantes.

9) Le bloc des ouvriers et des paysans s'est rompu.

10) La démocratie intérieure du parti a disparu complètement et le pouvoir de la bureaucratie s'est accru énormément.

11) Le danger qui préoccupait tellement Lénine : que Staline parvienne à concentrer un pouvoir excessif entre ses mains, s'est réalisé, consciemment ou inconsciemment le secrétaire général du parti s'est transformé en dictateur personnel; des militants qui dirigeaient le parti avec Lénine, il ne reste plus que Staline dans le bureau politique actuel.

12) Enfin en réaction contre les désastres qui ont été la suite de la politique opportuniste, l'I. C. a fait elle aussi un virage à gauche caractérisé par l'aventurisme le plus effréné et par la substitution à l'analyse marxiste d'une politique de direction bureaucratique sans rapport avec la réalité objective.

En lisant la plate-forme, il faut prendre en considération tous ces faits. Ce qui ne signifie pas du tout, que ce document capital d'une des périodes les plus dramatiques de l'histoire de la révolution russe, ait perdu la plus petite parcelle de sa valeur — au contraire. Maintenant l'opposition peut voir comment l'expérience a vérifié la justesse de sa position de la façon la plus brillante.

Les faits ont montré avec une évidence sans égale tous les dangers que comporte le centrisme pour la révolution russe et pour l'avenir du prolétariat international — grâce à la lutte énergique de l'opposition et à ses immenses sacrifices, la direction du parti a fait un pas en arrière dans sa funeste politique opportuniste et s'est orientée dans le sens de la lutte contre les éléments bourgeois de l'économie soviétique et dans le sens de l'industrialisation. Mais ce tournant a été effectué sans tenir compte des possibilités réelles du pays et de la nécessité d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière qui est la base du pouvoir. Il a été effectué en intensifiant l'application des méthodes bureaucratiques, en violant les principes de la démocratie prolétarienne, en fondant toute la politique sur un national-socialisme en contradiction flagrante avec l'internationalisme révolutionnaire, en mettant en péril l'alliance

des ouvriers et des paysans, en un mot, en réalisant une politique qui est la caricature grotesque de celle que préconisait l'opposition.

Quant à l'opposition, elle poursuit inexorablement la lutte, en montrant les dangers du centrisme, en préconisant la nécessité de reconstituer l'unité du parti sur la base du centralisme démocratique, en combattant implacablement la tendance chaque jour plus accentuée à la dictature personnelle, tendance qui prépare le chemin au bonapartisme, en luttant pour l'amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière, en condamnant l'aventurisme, en montrant au prolétariat russe la solidarité qui unit ses intérêts à ceux de la révolution mondiale, en préconisant, en un mot, le retour à la politique de Lénine.

Le fait que la lutte terrible entreprise contre l'opposition par tous les moyens légaux et illégaux n'a pu réussir à en finir avec elle au sein du parti, est la preuve la plus évidente que son existence correspond aux intérêts vitaux du prolétariat. Inspirée par ces intérêts, l'opposition continuera à accomplir le devoir que sa conscience révolutionnaire lui impose. Sans se laisser ébranler, elle continuera la lutte qu'elle mène depuis des années pour que se produise dans le prolétariat et dans le parti la salutaire réaction qui sauvera la révolution russe, espoir du prolétariat mondial.

ANDRES NIN.

Le compromis naval franco-italien

LES RESULTATS DE LA CONFERENCE DE LONDRES

Il y a un an, la conférence de Londres fermait ses portes par la conclusion d'un pacte à trois entre les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon. Aucun accord n'avait été possible entre ces puissances d'une part, la France et l'Italie d'autre part (1).

La France avait défendu sa thèse dite « des besoins absolus » ; sa flotte devait, d'après cette thèse, se monter en 1936 à 760.407 tonnes. Ce chiffre avait été calculé par les stratèges de la Rue Royale pour permettre une supériorité marquée sur les deux flottes conjuguées de l'Italie et de l'Allemagne à cette époque. 1936 marque, en effet, le moment où seront terminés les six croiseurs cuirassés du Reich dont les deux premiers sont déjà sur les chantiers. Ces « besoins absolus » devaient, au dire de Tardieu, se transformer en « besoins relatifs » par un système de pactes de garantie, prévoyant en cas de conflit avec les puissances de l'Europe centrale en particulier, l'aide et la protection des forces anglo-saxonnes. A cette condition, mais à cette condition seulement, la France consentait un rabatement sur les 760.000 tonnes réclamées. Mais un autre désaccord aussi grave surgit entre la France et l'Angleterre à propos des méthodes de limitation. Le désaccord s'est constamment renouvelé depuis Londres, notamment à la conférence préparatoire du désarmement et tout récemment à propos du pacte de Rome. Il tient à des causes profondes qui résident dans la différence de situation des deux impérialismes. L'Angleterre exige une limitation par catégories, les traités devant déterminer à l'avance, combien de sous-marins, de croiseurs, de cuirassés, chaque pays aurait le droit de posséder. L'Angleterre qui, *actuellement*, partage avec l'Amérique l'empire des mers, a en quelque sorte devant les impérialismes rivaux une position défensive. Elle se méfie comme de la peste des innovations techniques qui, transformant les petits navires, sous-marins et croiseurs, en armes vraiment offensives, leur permettraient de concurrencer victorieusement les lourds cuirassés dont elle a le mono-

(1) Pour tout ce qui concerne la situation des militarismes au moment de la conférence, consulter le n° 17 de *La Lutte de Classes*.

pole. Les futurs croiseurs allemands et sous-marins français qui représentent une révolution dans la technique navale sont l'objet de ses inquiètes préoccupations. La limitation des flottes par catégories, permet dans son esprit, de conserver la distance indispensable entre elle et ses rivaux, et surtout de voir venir les flottes nouvelles sans provoquer trop de désagréables surprises. A l'opposé de cette thèse se trouve la thèse française de limitation globale sans fixation de catégories, thèse d'un pays dont le militarisme et en pleine croissance et dont tout l'effort est tendu vers les solutions techniques nouvelles, vers la « qualité » des engins de mort au moins autant que leur quantité. Si l'Angleterre et les Etats-Unis ont l'hégémonie des grands « capital ships », la France possède la supériorité mondiale dans la classe des sous-marins, et ces terribles engins exercent la même terreur mystérieuse sur les dirigeants de la « British Admiralty » que les avions de guerre sur l'esprit de nos socialistes.

Un compromis pouvait se faire à Londres sur ces questions, la France abattant ses prétentions sur le tonnage total de 760.000 à 684.000 tonnes et acceptant la limitation par catégories, avec la faculté de transfert des tonnages d'une classe de navires à une autre moyennant un simple préavis et le droit de conserver des sous-marins de plus de 2.000 tonnes. Mais, en revanche, la France exigeait l'abandon par l'Italie de sa prétention d'avoir une flotte égale à la sienne. La « parité » franco-italienne réclamée avec insistance par le ministre des affaires étrangères Grandi, a été réellement la pierre d'achoppement de la conférence de Londres.

La conférence de Londres, se terminant en dehors de la France et de l'Italie, réglait la répartition des flottes des Etats-Unis, de l'Angleterre et du Japon jusqu'au 31 décembre 1936, de la manière suivante :

1° Pour les cuirassés, interdiction d'en construire pendant cinq ans, décisions qui économisait 6.250 millions de francs à l'Angleterre et environ une vingtaine de milliards aux trois puissances.

2° Pour les grands croiseurs de 10.000 tonnes limitation dans les rapports 10, 10, 7 pour les trois puissances.

3° Limitation des torpilleurs et des sous-marins en tonnage et en quantité.

4° Enfin le pacte admettait une clause de sauvegarde permettant à une puissance de le rompre si elle se jugeait menacée par une autre non signataire de l'accord. C'est à la demande de l'Angleterre, inquiète de voir la France et l'Italie rester en dehors de tout compromis, que cette clause fut admise.

La clause de sauvegarde va jouer un rôle déterminant dans la politique britannique. Le capitalisme anglais est en effet dans l'alternative ou d'obtenir par des tractations une limitation des armements de ses voisins, France et Italie, ou de dénoncer le pacte de Londres

en faisant jouer la clause de sauvegarde; mais dans ce dernier cas, ce sont de nouvelles constructions, c'est l'augmentation des dépenses navales dans un budget que la crise met en déficit; c'est le mécontentement croissant des masses ouvrières et aussi des capitalistes qui réclament des dégrèvements sur tous les tons.

Ainsi le gouvernement Mac Donald a-t-il dépensé tous ses efforts pendant un an pour amener la France et l'Italie à un accord. Ces efforts eussent été vains si les événements économiques depuis un an n'étaient venus leur apporter une aide irrésistible. Les arguments diplomatiques sont de peu de poids, si des considérations vitales à chaque impérialisme ne sont là pour imposer des solutions. La crise économique plutôt que les manœuvres habiles de Mr. Henderson dont l'*Observer* dit « qu'elle est la plus grande et la plus remarquable de sa carrière », a travaillé pour cette entreprise.

LES ACCORDS DE ROME

La base des accords est dans le fait qu'entre 1931 et 1936 les deux puissances construiront le même nombre de navires chacune, soit deux cuirassés, deux porte-avions et le même nombre (ou à peu près) de bâtiments légers et de sous-marins. C'est donc entre les deux flottes le maintien presque intégral du statu quo, l'écart de tonnage se conservant à peu près entre 1931 et 1936. En effet, cet écart est actuellement de 233.601 tonnes si on prend les flottes tout entières, et seulement de 172.295 en considérant les unités ayant une réelle valeur militaire. Les mêmes grandeurs seront respectivement en 1936 de 229.467 tonnes et de 151.441 tonnes. La différence entre ces deux sortes de chiffres permet à M. Grandi, ministre des affaires étrangères d'Italie, de déclarer que « les conséquences pratiques de l'accord représentent un avantage *relatif* pour l'Italie dans les navires modernes et un avantage *relatif* pour la France dans les navires âgés » (C'est nous qui soulignons). Malgré cette fiche de consolation, les accords marquent une victoire de l'impérialisme français et un recul sérieux des prétentions italiennes. Nous sommes loin de la « parité » qui devait se réaliser en 1936. Il ne reste que le statu quo et les chiffres montrent l'écrasante supériorité des forces françaises en 1931 comme en 1936. Le ton du *Temps* est tout à fait significatif à cet égard quand il dit : « tout en réservant les principes (!) pour l'avenir, et sans consentir de sacrifices de nature à affecter sérieusement la défense des pays intéressés on aboutit en fait à un accord qui confirme le statu quo, on peut même dire *qui améliore ce statu quo en ce qui nous concerne* » (12 Mars).

La parité des flottes reléguée par la bourgeoisie française au rang des « principes pour l'avenir » au lieu d'une réalité pour le présent, c'est là un incontestable succès de l'impérialisme français.

Son hégémonie dans la Méditerranée est bien consolidée!

La presse social-démocrate, surtout le *Vorwärts* a prétendu voir dans la politique de médiation du gouvernement travailliste « la volonté caractérisée de la classe ouvrière organisée ». C'est là un bluff qui, lui, est parfaitement caractérisé. La politique extérieure du gouvernement Mac Donald est uniquement déterminée par les intérêts du capitalisme britannique. De même que la conférence de Londres avait été unanimement approuvée dans son principe par l'opinion britannique, les accords de Rome sont appuyés par les mêmes organes. Le *Times* écrit : « C'est un soulagement de pouvoir féliciter le gouvernement actuel... Le peuple britannique est fier de ses hommes d'Etat qui, une fois de plus, ont joué le rôle traditionnel de médiateurs en Europe ».

Le capitalisme anglais ne peut pas, par seul goût du prestige, développer ses armements suivant ses désirs. A la conférence de Londres il a dû consentir à voir la débâcle de son ancienne hégémonie navale, il a dû admettre la parité navale avec les Etats-Unis et cela n'est que la conséquence inéluctable de son recul économique. L'an dernier, le gouvernement Mac Donald a dû effectuer une réduction de 625 millions de francs sur le budget de la marine (7 milliards par an) et cette année il est probable qu'il sera obligé d'en faire autant avec la perspective d'un déficit de 5 à 6 milliards de francs au moins. Telle est la cause réelle des réductions d'armements de la Grande-Bretagne. Il y a cependant deux points qui semblent avoir inquiété les militaristes anglais. Le député conservateur Amery, ancien ministre des Dominions et porte-parole de l'Amirauté britannique, a souligné les 81.989 tonnes de sous-marins français contre 52.700 à l'Angleterre et à l'Italie et il a demandé que dans ces conditions les 150.000 tonnes de torpilleurs laissés à la Grande-Bretagne par le pacte de Londres, soient augmentées en conséquence, à moins que la conférence générale du désarmement en 1932 n'arrive à la suppression de l'arme sous-marine. D'autre part, le *Daily Telegraf*, autre porte-parole de l'Amirauté, s'inquiète des deux nouveaux cuirassés français de 23.000 tonnes prévus par les accords de Rome. Il y voit, avec raison d'ailleurs, une réplique aux croiseurs allemands de 10.000 tonnes. De tels bâtiments sont en effet invulnérables aux gros cuirassés anglais et l'orientation dans cette voie des armements français n'est pas pour apaiser l'anxiété de la Grande-Bretagne. Il est donc clair que les frictions vont reprendre de plus belles entre les deux impérialismes à la conférence du désarmement, sinon plus tôt.

LE REcul DE L'ITALIE

A la conférence de Londres, l'Italie s'est distinguée par une intransigeance de principe, en contradiction complète avec ses possibilités réelles. Les yeux fixés sur le développement économique et militariste de la France, le gouvernement fasciste n'a eu qu'une pensée, se faire reconnaître le droit à la parité des deux flottes. Mais, il y a deux manières d'obtenir une égalisation : la France proposa la parité par en haut, la parité à 760.000 tonnes pour la flotte italienne qui n'atteint pas 400.000 tonnes actuellement. On ne pouvait pas traiter avec plus de mépris les revendications de l'Italie ! Quant à celle-ci, elle ne cessa pas de réclamer la parité par en bas, la réduction du tonnage français à son niveau. Pour faire appuyer sa revendication par les géants impérialistes, le ministre fasciste Grandi, fit les plus folles pirouettes, approuvant la suppression des sous-marins par l'Amérique un jour, les défendant un autre jour avec le Japon quand celui-ci paraissait un peu plus favorable à sa cause, etc... Le résultat fut complètement nul. La loi du plus fort règne seule dans la jungle des bêtes impérialistes et l'Italie, endettée, rongée déjà par la crise avec son déficit commercial et ses centaines de milliers de chômeurs, faisait trop piteuse figure à côté de la France regorgeant d'or et de capitaux, et qui à l'époque (Mars 1930), n'avait pas encore été effleurée par le marasme mondial.

Isolée, l'Italie, malgré sa mauvaise situation, a fait l'année dernière un effort formidable pour sa flotte de guerre. Elle a lancé 60.000 tonnes de bâtiments, contre moins de 40.000 en France. Elle a rationalisé ses chantiers de la Spezia de manière à pouvoir construire un croiseur en cinq mois (ailleurs il faut de 10 à 12 mois). Elle a mis au point des moteurs qui assurent à des petits croiseurs, la prépondérance dans la vitesse (42 nœuds à l'heure). Le fouet fasciste a surexcité son militarisme. Mais quelle que soit l'énergie et la volonté de guerre du gouvernement fasciste, une loi d'airain s'impose aux différents militarismes : le rythme d'accroissement du militarisme varie sensiblement comme l'accumulation capitaliste totale (1). Sans accumulation, sans un certain développement des forces productives, la base du militarisme vacille. Or, l'économie italienne recule depuis un an, comme l'économie capitaliste mondiale. La production du fer a baissé de 29 pour cent, celle de l'acier de 20 pour cent en un an. La faillite de la campagne du blé a contraint le gouvernement à en importer 20 millions de quintaux, augmentant ainsi le déficit de la balance commerciale qui s'est chiffrée pour les dix derniers mois de 1930 à 4,3 milliards de liras (6 milliards de

(1) Voir *La Lutte de Classes*, n° 21-22 : « Le militarisme et l'accumulation capitaliste ».

francs). La chute des valeurs a été générale, provoquant le krach Gualino, la déconfiture de la Banca Agricola; le gouvernement a dû intervenir pour sauver la fameuse compagnie de navigation, Cosulich line. Seules les entreprises d'armements, les chantiers navals en particulier, alimentés par le canal des impôts, ont vu leur activité décupler. Mais la production du militarisme a une allure factice dans la crise de l'économie; loin d'atténuer cette crise par une certaine activité, elle la renforce au contraire, diminuant davantage le capital productif du pays.

L'Italie avec ses armements hypertrophiés pourrait se comparer à un serpent qui, pour vivre, se dévorerait la queue. Une telle situation n'aurait pu continuer qu'avec l'aide puissante d'un impérialisme étranger. Mais les demandes de crédits à Paris, à Londres ont été repoussées dédaigneusement. En 1930, la finance britannique n'a investi qu'un demi-million de livres en Italie sur un total d'émission de 240 millions. Quant à New-York, il a répondu en envoyant l'ambassadeur Gibson dire à Rome, que le capitalisme américain avait peu de goût pour les aventures à la Don Quichotte : un bon équilibre budgétaire est plus intéressant pour les financiers que des dépenses de toutes sortes, même pour la plus grande gloire du fascisme. Cependant, à la conférence préparatoire du désarmement d'octobre dernier à Genève, la diplomatie fasciste a oscillé entre une plate approbation des Etats-Unis, et un soutien grandiloquent de la thèse germanique. Sans abandonner les revendications des puissances lésées par le traité de Versailles, dont elle s'est fait le champion en Europe, l'Italie, sous la pression des faits économiques, semble être entrée dans la voie des négociations. Une pression des derniers événements politiques est venue aussi s'ajouter pour la déterminer à traiter. La défiance des pays anglo-saxons, les pourparlers du gouvernement français pour l'adhésion au pacte de Londres, le soutien par l'Angleterre des méthodes françaises à la conférence préparatoire du désarmement faisant suite à une ancienne hostilité, ont certainement agi pour détourner l'Italie de son isolement affecté à la conférence de Londres. Elle a eu peur de se voir complètement isolée dans sa détresse économique. Et cela nous donne le discours pacifiste de Mussolini aux Américains, prélude à la signature des accords navals.

VERS UNE POLITIQUE DE COMPROMIS

Les accords navals sont le premier geste de l'Italie dans la voie d'une collaboration économique avec les grands pays exportateurs de capitaux, la France, l'Angleterre et surtout l'Amérique.

Au même moment le rapport sur le budget 1931-32, prévoit un déficit de 576 millions de liras sur un total de 19.324 millions de dépenses prévues. Mais le *Corriere della Sera* salue dans le pacte

naval l'aurore d'une situation meilleure. « Le pacte naval, dit-il, doit hâter la reprise économique car l'atmosphère de tranquillité internationale qui va se créer, contribuera à la solution de la crise des prix ».

Ainsi donc, l'Italie, de par son développement économique est contrainte de changer de ton. Au chantage des armements, aux cliquetis des armes, à tout ce qui rappelait dans ses attitudes celles de Guillaume II avant la guerre, Mussolini va substituer les laborieuses et lentes négociations avec ses rivaux.

A l'époque capitaliste on ne joue pas les matamores sans un solide compte en banque. Guillaume II se reposait sur Thyssen et Ballin; la soldatesque polono-roumaine mange aux râteliers de la finance franco-anglaise; mais Mussolini n'a derrière lui que des chômeurs affamés et devant lui un guichet obstinément clos. Aussi les grimaces deviennent-elles des sourires mielleux : « Les paroles prononcées par M. Briand à la Chambre française ont trouvé dans notre âme un écho profond (!!). La nation italienne répond avec un esprit pareil aux sentiments exprimés par l'éminent homme d'Etat français, répète Grandi, dans son discours du 14 mars dernier.

Cependant le fascisme ne renonce ni à la parité tant de fois réclamée ni surtout à la revision des traités qui l'étouffent. Grandi, dans le même discours, s'élève — avec une extrême prudence, il est vrai — contre les « vainqueurs » de Versailles, les conservateurs du désordre européen : « Le monde a rarement traversé une crise aussi vaste et a senti rarement comme à présent l'action des forces historiques qui attaquent ouvertement l'illusion de l'immobilité d'après laquelle l'on croit pouvoir, à un moment donné, fixer pour toujours la vie des peuples ». La place au soleil européen, que l'Italie réclamait au nom de sa puissance illimitée, elle la demanda maintenant au nom de sa détresse sans bornes, au nom de la civilisation bourgeoise menacée. Comment ne pas saisir le SOS du fascisme à ses frères en bourgeoisie dans ces paroles d'apparence sibylline de Grandi : « A un moment donné, l'Italie, à la veille de son plus grand effort national appela l'égoïsme sacré sa liberté et son droit. Aujourd'hui cette formule ne satisfait plus entièrement notre esprit. La grandeur d'une nation est mesurée par la grandeur des intérêts à défendre, mais aussi par l'importance de la noblesse des devoirs à accomplir ». Telle est l'offrande fasciste à l'autel de la Pan-Europe. Faut-il croire que les antagonismes franco-italiens en particulier vont se dissoudre dans la communion générale? Nullement. La crise au contraire renforce considérablement les diverses compétitions. Le problème des débouchés, de l'émigration, sont plus aigus que jamais. La course au Tchad avec cette folie des voies ferrées qu'on veut jeter à travers le désert nous rappelle en plus âpre et plus misé-

nable l'invasion de chemins de fer qui chaque fois accompagna les grandes crises capitalistes du siècle dernier.

Mais au lieu de sillonner forêts, prairies, terres noires, les locomotives fascistes ne rencontreront guère que des marais, des pierres et du sable. Tel est l'« élargissement » du marché italien, et ainsi apparaît derrière la grandiloquence mussolinienne la faiblesse de l'impérialisme fasciste.

Certains camarades, en présence d'un accord quelconque, politique ou commercial entre deux Etats capitalistes en déduisent mécaniquement son caractère antisoviétique. Le dernier accord ne fait pas exception à la règle. S'ils se contentaient par là de souligner qu'une croisade anti-soviétique des pays capitalistes ne pourrait s'élaborer qu'après un règlement durable des différends européens, rien de plus juste; mais, en affirmant déjà qu'un compromis passé entre deux Etats sur un point limité, implique un acte d'agression contre l'U.R.S.S., ils ne font que manifester une étrange crédulité sur les possibilités de résolution des antagonismes capitalistes.

Des accords comme ceux de Rome ne résolvent rien par eux-mêmes. Ils tentent de circonscrire autour de certains points la gangrène qui envahit l'organisme capitaliste, mais ils ne le guérissent pas de cette pourriture. Peut-on dire cependant qu'ils sont le prélude à une adhésion complète de l'Italie au bloc Franco-paneuropéen? Nous ne le pensons pas. La politique italienne, pour des motifs profonds de rivalité économique, reste *fondamentalement différente* de la politique française. En particulier, il est peu probable de la voir répudier les accords passés avec l'U.R.S.S. en 1924 et renforcés en Août 1930. Les chiffres (1) du commerce extérieur avec l'URSS où les importations sont de cinq fois supérieures aux exportations, montrent que l'Italie achète en partie à l'U.R.S.S. son indépendance politique et économique vis-à-vis des impérialistes. Le blé et le pétrole soviétiques lui évitent de leur livrer son ravitaillement. Dans ces conditions, il est possible que nous assistions à une politique de bascule et de compromis dont le Reich a, depuis longtemps, montré le chemin.

Par une véritable ironie dialectique, le déterminisme historique oblige Mussolini à mettre un bouchon à son épée, à une époque où il aurait eu grand besoin d'en éprouver la trempe; mais, même mouchetée, la pointe en reste dirigée vers la France... Je doute que la jeune Pan-Europe puisse, sans se blesser, jouer avec de semblables objets!

PAUL SIZOFF.

(1) 1929 : Importation de Russie	340.400.000 livres
Exportation en Russie	70.600.000 livres

Les exportations semblent avoir doublé en 1930, ce qui montre l'intérêt grandissant que porte au marché russe l'industrie de transformation en Italie.

LES LIVRES

ANDRÈS NIN. — *Las dictaduras de nuestro tiempo*. Ediciones Hoy. Madrid.

La parution en Espagne des *Dictatures de notre temps*, ouvrage de polémique marxiste contre le politicien régionaliste Cambo, idéologue des fractions opportunistes de la grande bourgeoisie espagnole, est un événement dont on ne saurait sous-estimer l'importance historique. Pour la première fois en Espagne, l'idéologie de la classe ouvrière dans ce qu'elle a de spécifique, le marxisme, est opposée à l'idéologie de la classe capitaliste. L'intervention autonome de la pensée marxiste dans la polémique politique, à l'heure où la monarchie espagnole chancelle sur ses bases, est le signe précurseur de l'intervention autonome de la classe ouvrière dans la lutte politique, aussi bien pour accomplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise que celles de la révolution socialiste. L'opposition internationale de gauche peut légitimement s'enorgueillir que ce soit à Andrés Nin, à l'un de ses représentants qui a subi après les rigueurs de la bureaucratie stalinienne la répression de la bourgeoisie espagnole, qu'ait été dévolue cette tâche.

La forme de l'ouvrage d'Andrés Nin qui suit le plan du livre de Cambo portant le même titre l'empêche d'aborder directement les questions espagnoles. Mais les problèmes qui y sont traités sont les problèmes qui sont à l'ordre du jour en Espagne. Le contenu réel des mots dictature et démocratie, fascisme et bolchevisme, le caractère illusoire des distinctions et des assimilations formelles que l'on peut faire à leur sujet.

A l'heure où la dictature de Primo de Rivera a sauté, où la monarchie constitutionnelle n'est plus aux yeux d'une large partie de la bourgeoisie espagnole qu'une solution trop tardive, où l'on parle de République démocratique, une mise au point marxiste de toutes ces notions s'imposait. Andrés Nin montre que la dictature au sens large est liée indissolublement à l'existence des classes, qu'il y a dictature toutes les fois qu'une partie de la société prive une autre partie de la société de sa liberté. Mais la dictature peut être soit la dictature bourgeoise, dictature de l'infime minorité des exploités sur l'immense majorité des exploités, soit la dictature prolétarienne, dictature de l'immense majorité sur l'infime minorité. Dans ces conditions les termes de dictature et de démocratie ne s'opposent plus. La démocratie parlementaire aussi bien que la dictature au sens étroit du mot et le fascisme sont des formes particulières de la dictature bourgeoise. La démocratie est la forme hypocrite et voilée de la dictature de classe de la bourgeoisie. Elle repose sur une abstraction et un mensonge : le gouvernement du peuple par le peuple dans une société divisée en classes où il ne saurait y avoir un peuple mais des opprimés et des oppresseurs. Entre la démocratie et la dictature toutes les transitions existent en régime capitaliste. Cambo distingue lui-même entre une forme de démocratie fondée sur l'idée des droits de l'individu et une autre forme où prédomine

l'idée des devoirs de l'individu envers la société, ce qui revient à constater que la démocratie parlementaire peut prendre des formes tantôt plus libérales, tantôt plus autoritaires, que la dictature de classe peut y être plus ou moins voilée.

Les politiciens bourgeois comme Cambo lui-même en même temps qu'ils se déclarent volontiers démocrates, ne se posent en aucune façon en adversaires irréductibles de la dictature. Ainsi Cambo affirme qu'il est nécessaire d'étudier de manière objective le phénomène des dictatures, de mettre en balance les avantages et les inconvénients comparés de la dictature et de la démocratie; il admet la dictature à titre exceptionnel comme « moyen héroïque de guérir les maladies du corps social ». Il montre par son exemple même qu'un politicien bourgeois met le salut de la bourgeoisie au-dessus de tout et en particulier bien au-dessus de ses formes superficielles de domination démocratique ou dictatoriale. Ainsi des oppositions apparentes comme celles de la dictature et de la démocratie bourgeoise peuvent cacher des identités profondes.

Inversement, des analyses superficielles peuvent marquer des oppositions radicales. C'est un lieu commun de la littérature politique bourgeoise auquel Cambo ne manque pas que de comparer le fascisme et le bolchévisme. Superficiellement le fascisme et le bolchévisme ont ceci de commun qu'ils répudient tous deux la forme du gouvernement parlementaire et qu'ils ont dû leur avènement à la violence. Mais le bolchevisme et le fascisme s'opposent radicalement par leur contenu, l'un étant l'expression de la dictature du prolétariat, l'autre de la dictature de la bourgeoisie. La violence fasciste n'a été que la violence du coup d'Etat qui substitue une forme d'Etat à une autre en conservant la domination de classe de la bourgeoisie, la violence bolcheviste a été la violence révolutionnaire en détruisant le régime social capitaliste. André Nin fait une mise au point extrêmement intéressante du fascisme qui ne se résout pas dans le coup d'Etat, les méthodes répressives et dictatoriales mais qui comporte en outre la menace de la révolution prolétarienne, le désenchantement produit par les résultats de la guerre, l'utilisation au service des fins du grand capital d'un mouvement de masse de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes et des éléments déclassés (particulièrement des éléments militaires). Sur la base de son analyse on peut se rendre compte non seulement que l'idée du social-fascisme est une idée absurde mais encore que les dictatures comme celle de Primo de Rivera ne furent pas fascistes et que le seul mouvement incontestablement fasciste, parce qu'il pénètre toutes les caractéristiques indiquées plus haut, est, depuis le fascisme italien, le national-socialisme allemand.

Dans son analyse de la dictature prolétarienne en URSS André Nin, suivant en cela son plan de réponse à Cambo, s'abstient d'entrer dans les détails de la lutte entre la bureaucratie stalinienne et l'opposition de gauche et se contente de marquer à grands traits les caractéristiques politiques et économiques du régime soviétique. Mais il insiste fortement sur l'idée capitale de l'opposition de gauche qui était celle de tout le parti bolchevik du vivant de Lénine. La distinction entre le régime de la dictature du prolétariat où survivent les classes et le régime communiste où elles sont abolies, l'indissoluble solidarité qui unit les progrès du socialisme en URSS et le mouvement révolutionnaire du prolétariat des pays capitalistes.

A. ARIAT.

HENRY ROLLIN. *La Révolution Russe I. Les Soviets, II. Le parti bolcheviste* (Delagrave).

Dans ces deux gros volumes, M. Rollin, rédacteur au *Temps* pour les questions soviétiques, expose la conception qu'il s'est faite de la construction du parti bolchevik et de la révolution russe. Il ne cache pas qu'il voudrait par là éclairer ses contemporains bourgeois et éviter au monde occidental l'expérience de la révolution prolétarienne. L'ouvrage est entièrement bâti sur des analogies historiques puisées dans les principales époques révolutionnaires de la France, et aussi dans celle de l'ancienne Russie. De ce point de vue il ne vaut pas grand'chose, parce qu'il nie le principe même de la lutte des classes sur la base du développement économique du capitalisme. M. Rollin explique d'autre part du bolchevisme comme l'application à la guerre civile des principes de Clausewitz, le célèbre stratège allemand qui aida la Prusse puis la Russie à vaincre Napoléon. L'ouvrage contient une documentation historique tellement variée et curieuse qu'on est étonné de voir épuiser tant de subtilité pour n'arriver à rien, à rien du tout. Pendant que M. Rollin et tous les libéraux féroces de son genre en seront encore à pâlir sur des archives historiques, la réalité leur montrera ce qu'ils ne comprennent pas : l'inéluctabilité de la victoire prolétarienne internationale et l'écrasement de la bourgeoisie en conformité avec les principes stratégiques dont le bolchévisme a donné le premier exemple.

***La Révolution Russe de 1905*, par P. GORINE (Bureau d'Editions).**

Ce petit livre n'est pas à proprement parler une histoire de la première révolution russe; c'est plutôt un petit manuel « d'anti-trotskyisme » pour la période de 1905. L'auteur s'est attaché au cours de ces 180 pages à retracer la stratégie et la tactique du parti bolchevik durant cette révolution, à seule fin de démontrer que Trotsky était en désaccord avec lui, et en fin de compte que — selon l'auteur — les points de vue de Trotsky coïncidaient exactement avec ceux des mencheviks. Ce n'est un secret pour personne que Trotsky était à cette époque en désaccord avec l'organisation bolchevik, et qu'il repoussait le mot d'ordre de la « dictature démocratique du prolétariat et des paysans ». Mais quant à la stratégie, à la détermination des forces motrices de la révolution, c'est-à-dire en fin de compte au rôle du prolétariat dans la révolution, la pensée de Lénine coïncidait avec celle de Trotsky. Toutes les citations rapportées par Gorine selon la manière stalinienne n'y changeront rien.

Ce n'est pas dans ce petit bouquin que nos camarades doivent aller chercher l'histoire de 1905, c'est dans le livre écrit par Trotsky après la révolution : « 1905 » (Librairie de l'Humanité), et dans le recueil des ouvrages de Lénine relatif à cette époque.

***Discours sur le plan quinquennal*, par STALINE (Valois, éditeur).**

L'éditeur Valois publie dans une traduction nouvelle le discours prononcé par Staline au 16^e Congrès du Parti Communiste Russe. Ce discours lui-même comporte une préface de Valois. On y présente ainsi Staline : « ...Après la mort de Lénine, Staline fut élu par son parti à la tête du Conseil des Commissaires du Peuple de Russie (!) ». On se demande où Valois a été puiser sa documentation. Mais on se le demande plus encore après avoir lu

ceci : « Valois, disait Lénine vers 1922, est le plus intéressant économiste d'Europe ». En tout cas sa préface au discours de Staline n'en apporte pas la preuve.

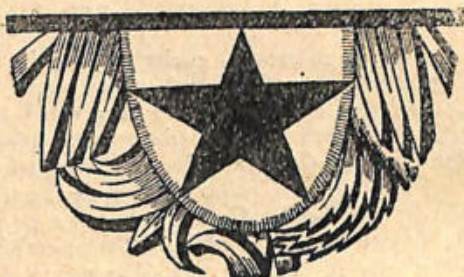
NOUS AVONS REÇU AU BUREAU DE LA REVUE

Las dictaduras de nuestro tiempo, par ANDRÈS NIN. Traducción del catalán de Rafael Marquina. (Ediciones Hoy, Madrid. 1 vol. 211 p. — 5 pesetas).

The realities of Zionism, par HERBERT SOLOW. (Menorah Journal, New-York).

The Strategy of the World Revolution, par LÉON TROTSKY. Translated with an Introduction by Max Shachtman (Communist League of America, New-York. 1 vol., 86 p. — 25 cts.).

Correspondance de K. MARX et F. ENGELS, traduit par J. Molitor. Tome I. Les premières années de leur liaison, 1844-1849. (A. Costes, éd., 1 vol. 181 p. — 12 fr.).



Le gérant : P. Naville.



Imprimerie de la Société Nouvelle d'Éditions Franco-Slaves
32, r. de Ménilmontant, Paris.

En 1930

LA LUTTE DE CLASSES

a publié une série de travaux
de

L. Trotsky

Les fautes fondamentales du Syndicalisme. (Pour servir à la discussion avec Monatte et les syndicalistes purs en général). (N° 17).

Qu'est-ce que la révolution permanente? (N° 18).

Lettre ouverte aux membres du P. C. russe (N° 20).

Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme? (N° 21-22-23).

Le suicide de Maïakovsky. (N° 21-22).

Craquements dans l'appareil. (N° 23).

Staline théoricien. (N° 25-26).

Nous vendons la collection de l'année 1930 de « La Lutte de Classes » au prix de 30 fr. Cette collection, comportant 750 pages d'études, articles, critiques, comptes-rendus, etc... sera rapidement épuisée.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS X^e.



Pour l'anniversaire de la Commune
lisez

Histoire de la Commune de 1871

par

LISSAGARAY

«Pour qu'on sache»

NOUVELLE EDITION

précédée d'une Notice sur Lissagaray
par Amédée Dunois.

1 volume de 580 pages 25 francs

En vente à la même Librairie :

C. TALES, La Commune de 1871. Préface
de L. Trotsky.

1 vol. de 210 pages 8 francs